

P 8971 B

511

CLIO

4 OCT. 1974

CAHIERS - NUMERO 37



Nathan
Paris

Labor
Bruxelles

**SCIENCES DE L'HOMME
ET DE SON ENVIRONNEMENT**

UNIVERSITE DE LIège

CAHIERS DE CLIO

1974 — Numéro 37.

COMITE DE PATRONAGE :

John BARTIER - Marinette BRUIER - Gilbert DELANDS-
HEERE - Louis FRANÇOIS - Pierre GOUBERT - Paul HAR-
SIN - Etienne HELIN - Jean-Jacques HOEBANX - André
JORIS - Jacques LE GOFF - Claire PREAUX - Albert SO-
BOUL - Jacques STIENNON - Fernand VERCAUTEREN.

COMITE DE REDACTION :

Minna AJENBERG-KARNY - Henri BAIVERLIN - Pervenche
BRIEGLER - Alfred BRUNEEL - Josette DEBACKER -
Liliane DE KEYSER - Gérard DELCROIX - Armand DEROI-
SY - Jean DUGNOILLE - Arlette GODFROID-LAURENT -
Nicole JOZIC-HIERNAUX - Jean LECLERCQ-PAULISSEN
Philippe MOUREAUX - Michel REVELARD - René ROB-
BRECHT - Jenny VAN ROELEN - René VAN SANTBER-
GEN - Marie-Rose VILLE.

ABONNEMENT ANNUEL (4 numéros) :

350 fr. b.

PRIX DU NUMERO :

90 fr. b.

Païement au C.C.P. 2086.80 des Editions Labor,
rue Royale, 342 — 1030 Bruxelles.

Envoyez-nous vos suggestions et vos critiques.

SECRETARIAT DES CAHIERS DE CLIO :

Liliane DE KEYSER
Avenue Télémaque, 51 — 1190 Bruxelles.

Publié avec l'aide financière du Ministère
de l'Education Nationale et de la Culture française.

CAHIERS DE CLIO



ERRATA CONCERNANT LE N° 36.

Des erreurs concernant les signatures des articles de la rubrique DIALOGUE AVEC... s'étant glissées dans la reproduction du manuscrit, les auteurs nous prient de mentionner les **errata** suivants:

a) les pages 5 à 12 contiennent des articles écrits par Madame L. MARBEAU (et non par MORHANGE, D.) ;

b) les pages 14 à 16 relatent un compte rendu rédigé par M. LE BOEDEC.

Il s'agit dès lors également de corriger la table des matières comme suit :

MARBEAU, L., <i>Stage national de recherche en histoire (6^e et 5^e)</i>	5
MORHANGE, D., <i>Pourquoi des thèmes ?</i>	12
LE BOEDEC, M., <i>Objectifs à retenir pour l'évaluation en fin de 6^e</i>	14
LE CALVEZ, B., <i>Les objectifs de l'enseignement de l'histoire en 6^e et en 5^e</i>	17

Les apports réciproques de l'histoire et de la sociologie

SEMINAIRE RESIDENTIEL DES 27, 28 ET 29 NOVEMBRE 1972



**LISTE DES PARTICIPANTS AU SEMINAIRE RESIDENTIEL
POUR PROFESSEURS D'HISTOIRE ET DE SCIENCES SOCIALES**

DOMAINE DU ROND-CHENE : 27, 28 ET 29 NOVEMBRE 1972

- | | |
|------------------------------------|------------------------|
| 1. AJZENBERG-KARNY Minna | E.N.M. Liège |
| 2. BAIVERLIN Henri | A.R. Pepinster |
| 3. BRIEGLEB Pervenche | L.R. Molenbeek-St-Jean |
| 4. BRISQUET Maggy | A.R. Jupille |
| 5. BRUNEEL Alfred | E.N. Sec. Mons |
| 6. BRUYERE Jacques | A.R. Beauraing |
| 7. COLLE-MICHEL Julia | A.R. Seraing |
| 8. COLLIN H. | L.R. Ixelles |
| 9. DANDOIS-RAYET Annie | A.R. Jette |
| 10. DANGOXHE Denise | A.R. Montegnée |
| 11. DEBACKER Josette | A.R. Woluwé-St-Lambert |
| 12. DELCROIX Gérard | Inspecteur |
| 13. DE KEYSER Liliane | A.R. Etterbeek |
| 14. DEVOS Michel | A.R. Huy |
| 15. DEVOS Williame | E.N.P. Couvin |
| 16. DRECHSEL Jeanne | E.N.P. et G. Liège |
| 17. DUCASTELLE Jean-Pierre | A.R. Lessines |
| 18. DUGNOILLE Jean | A.R. Forest |
| 19. DUJACQUIER Mireille | A.R. Anvaing |
| 20. DUPONT Joseph | A.R. Dinant |
| 21. DUTILLEUX Willy | A.R. Jemappes |
| 22. ENGLEBERT, ép. SABATIER Nicole | A.R. Seraing |
| 23. FAITE-NAGELS Francine | A.R. Liège 2 |
| 24. FERGLOUTE Robert | A.R. Bastogne |
| 25. FRENNET-DEKEYSER Anne | A.R. Woluwé-St-Pierre |
| 26. GAIER-LOHEST Josianne | A.R. Esneux |
| 27. GALLOY Denise | A.R. St-Servais |
| 28. GODEFROID-LAURENT Arlette | L.R. Forest |
| 29. GOSSELIN Adolphe | A.R. Péruwelz |
| 30. GUILLAUME Léon-L. | E.N.M. Tournai |
| 31. HAYT Franz | A.R. Ixelles |
| 32. HIERNAUX, ép. JOZIC Nicole | A.R. Vottem |
| 33. HODEIGE Maggy | E.N.C. Liège |
| 34. HOSSEY Guido | A.R. Bertrix |

35. LABE Maurice	A.R. Mouscron
36. LAMBRETTE Denise	A.R. Liège 2
37. LATTAQUE Liliane	A.R. Marche-en-Fam.
38. LE HENAFF-DRAPIER Hélène	L.R. Ixelles
39. LEFEVRE Simone	L.R. Tamines
40. LEJEUNE Philippe	A.R. Vielsalm
41. LOREA-PAQUET Paule	L.R. Gatti de Gamond
42. LOTHE Pierre	A.R. Namur
43. MAES-COLLARD Marcelle	L.R. Etterbeek
44. MAHIEU Eric	A.R. Liège 1
45. MARIMAN Monique	L.R. Châtelet
46. MAZIERS Michel	A.R. Charleroi
47. MOISSE Georges	A.R. Spa
48. MONJOIE Paul	E.N.P. et G. Liège
49. MORELLI Anne	L.R. Laeken
50. NIHANT-DEJAEGHER Marèse	A.R. St-Georges-sur-M.
51. NOIROUX, ép. MASSAUT Jeanne-Marie	A.R. Chênée
52. OFFERMANS Marie-Claire	A.R. Namur
53. REVELARD Michel	A.R. Marchienne-au-Pont
54. ROBBRECHT René	A.R. Braine-l'Alleud
55. SATINET René	A.R. St-Hubert
56. SCHANER Alfred	A.R. Jette
57. SERGANT-HANNON Monique	L.R. Ixelles
58. SKINKEL Etienne	A.R. Gosselies
59. SKINKEL-RANDOUR Jany	L.R. Gosselies
60. SCHMIT Andrée	L.R. Ixelles
61. TELLIER Edmond	A.R. Huy
62. THIRRIARD Jean-Marie	A.R. Montegnée
63. VANDERMISSEN Pierre	A.R. Gosselies
64. VANHAMME Nicole	A.R. Nivelles
65. VANLOUBBEECK Georges	A.R. Eupen
66. VAN SANTBERGEN France	A.R. Visé
67. VAN SANTBERGEN René	Inspecteur
68. VILLE Marie-Rose	L.R. Laeken
69. WARNOTTE Roland	A.R. Stavelot
70. ZUMKIR Isabelle	A.R. Montegnée

Placé sous le thème : problème des rapports et des apports réciproques de l'histoire et de la sociologie.

Ce séminaire résidentiel organisé par la Direction générale de l'Organisation des Etudes, service des « Activités para- et extrascolaires et de perfectionnement des maîtres et des éducateurs » en collaboration avec MM. les Inspecteurs G. DELCROIX et R. VAN SANT-BERGEN, s'est tenu au Domaine du Rond-Chêne à Esneux, les 27, 28 et 29 novembre 1972.

Durant ces trois journées, les participants ont entendu successivement les exposés de Monsieur BUSINO : *Apports de l'Histoire à la Sociologie* ; Monsieur MANDROUX : *Apports de la sociologie à l'histoire* ; Monsieur SOBOUL : *Quelques réflexions sur l'enseignement de l'histoire* ; Monsieur SALMON : *Valeur historique des traditions orales* ; Monsieur DEVLEESHOUSER : *Perspectives de l'histoire, perspectives de la sociologie* ; Monsieur MINON : *Etude d'un problème de stratification sociale* ⁽¹⁾.

Ces communications se sont échelonnées au cours des deux premières journées et chaque exposé a été suivi de discussions animées et enrichissantes au cours desquelles les orateurs ont précisé et approfondi leur pensée ⁽²⁾.

Les participants, réunis en quatre groupes de travail, ont élaboré une synthèse de leurs travaux respectifs ⁽³⁾.

La dernière matinée du séminaire fut consacrée à l'audition des synthèses des différents groupes de travail et une discussion générale animée fournit la matière du rapport général ⁽⁴⁾.

(1) Les textes des exposés de MM. SOBOUL et MINON ne nous étant malheureusement pas parvenus, nous nous voyons dans l'impossibilité de les publier dans ce numéro.

(2) Compte rendu des débats qui suivirent ces exposés, voir pp. 62-75.

(3) Voir pp. 78-84.

(4) Voir p. 85.

Mesdames, Messieurs,

En déclarant ouverts les travaux de ce premier Séminaire résidentiel d'histoire, au domaine du Rond-Chêne, il nous incombe d'assumer une double tâche après celle d'exprimer nos remerciements envers tous ceux qui ont contribué activement à sa réalisation matérielle, tant au sein de l'Organisation des Etudes, que sur place dans l'équipe animée par M. Herve, directeur de ce Centre.

La première de ces deux tâches est bien agréable. Elle consiste à présenter les uns aux autres les participants de ce séminaire. La liste vous en a été distribuée, elle subira quelques modifications au gré des allées et venues des invités extérieurs. Ces modifications seront consignées dans la liste finale. Les travaux de groupe, les conversations de couloir aideront ceux que les nombreuses réunions pédagogiques n'ont pas encore permis de se rencontrer, ils sont rares, à faire connaissance et à échanger leurs vues.

Nous voudrions toutefois exposer en bref les titres et qualité des hôtes d'honneur qui ont accepté soit de nous présenter une communication, soit d'animer les débats ou les séances de travail qui nous attendent, soit encore de se prêter à l'une et à l'autre opération.

Par ordre alphabétique, sans préséance, nous citerons simplement :

1. M. BUSINO, licencié en 1950, docteur en 1954, se consacra ensuite à l'enseignement secondaire et à la recherche et devint notamment directeur du Haut Fonds National de la Recherche Scientifique en Suisse. En 1967, il fut nommé professeur de sociologie à Lausanne et ensuite directeur de l'Institut de Sociologie de cette même université. Il publia de nombreux articles de sociologie mathématique et édita des textes des penseurs sociologiques de l'école de Lausanne.

M. BUSINO, spécialiste en sociologie, nous parlera des « Apports de l'histoire à la sociologie ».

2. M. DEVLEESHOUWER, docteur en Droit et en Philosophie et Lettres (Histoire), professeur à l'Université Libre de Bruxelles, est également directeur des Recherches à l'Institut de Sociologie de cette même université.

Parmi ses publications, citons notamment : *Les Belges et le danger de guerre 1910-1914*, paru en 1958 et *L'arrondissement de Brabant en l'an III*, paru en 1964.

3. M. MANDROU fit ses études à Lyon et Paris ; agrégé en 1950, Docteur ès Lettres en 1968. Sa thèse a pour sujet : *Les Magistrats et sorciers au XVII^e siècle* et *Les Fugger, propriétaires fonciers en Souabe fin du XVI^e siècle*. Actuellement professeur à Paris X-Nanterre et directeur d'études à l'Ecole des Hautes Etudes (VI^e section).

Il a publié différents ouvrages :

- *Histoire de la Civilisation française* (avec G. DUBY).
- *Introduction à la France moderne* (XVI^e s.).
- *De la culture populaire en France aux XVII^e et XVIII^e siècles.*
- *Classes et luttes de classes en France au début du XVII^e siècle.*
- *La France aux XVII^e et XVIII^e siècles.*
- *Magistrats et sorciers en France au XVII^e siècle.*
- *Les Fugger, propriétaires fonciers en Souabe à la fin du XVII^e siècle.*

4. MINON Paul, docteur en droit et licencié en sciences sociales, professeur à l'Université de l'Etat à Liège et titulaire de la chaire de Sociologie.

Il s'est principalement spécialisé :

1. dans la sociologie de l'éducation et dans la sociologie des communautés urbaines et rurales ;
2. dans la méthodologie de la collecte, du traitement et de l'analyse des informations et,
3. enfin dans la méthodologie spéciale pour l'agrégation en sciences sociales.

Ses œuvres sont les suivantes :

- *Initiation aux méthodes d'enquête sociale.*
- *Initiation à la méthodologie des sciences sociales.*
- *Facteurs sociaux de la première orientation scolaire.*
- *KATUBA. Etude quantitative d'une communauté urbaine africaine.*
- *Le peuple liégeois. Structures sociales et attitudes religieuses.*
- *Sociologie du cinéma.*
- *Etudes et ascension sociale.*

Il est également l'auteur de différents articles.

5. SALMON Pierre, né à Liège en 1926, docteur en philosophie et lettres, ancien pensionnaire étranger à l'école normale supérieure de Paris, il est actuellement chargé de cours à l'Université Libre de Bruxelles et collaborateur scientifique à l'Institut de Sociologie de la même université.

Il a accompli plusieurs missions et séjours d'étude en Afrique, en Asie et en Amérique. Il fut notamment professeur visiteur à l'université officielle de Lubumbashi.

Une dizaine de livres, de nombreux articles et comptes rendus exposent le fruit de ses recherches.

Son ouvrage *La politique égyptienne d'Athènes aux VI^e et V^e s. av.-J.-C.*, a été couronné et publié en 1965 par l'Académie Royale de Belgique.

Son livre *Histoire et critique* paru aux Presses Universitaires de l'U.L.B. en 1969 vient d'être traduit en espagnol.

6. M. SOBOUL, licencié diplômé en 1936 et agrégé en 1938. De 1940 à 1942, il fut professeur au Lycée de Montpellier. En 1942, il fut révoqué et arrêté pour faits de résistance. Il mena ensuite une vie clandestine au sein du Front National jusqu'à la Libération. En automne 1944, réintégré dans l'enseignement secondaire, professa un an à Montpellier, il continua ensuite sa carrière au Lycée Henri IV à Paris. Après avoir consacré les années de 1950 à 1953 à la recherche scientifique, il soutint ses thèses en 1958. A cette occasion, il traita le sujet suivant : *Les sans-culottes parisiens en l'an II. Mouvements populaires et gouvernements révolutionnaires. 1793-1794*, tandis que sa thèse complémentaire s'intéressait aux *Campagnes montpéliériennes à la fin de l'Ancien Régime*.

M. SOBOUL, nommé en 1960 professeur à l'Université de Clermont-Ferrand et en 1967 à la Sorbonne, occupe la chaire d'Histoire de la Révolution française à cette dernière université. M. SOBOUL est encore, — est-il utile de le rappeler ? — auteur du bien connu *Précis d'histoire de la Révolution française*. Nous avons donc le plaisir d'avoir parmi nous, non seulement un éminent professeur de la Sorbonne ou plus exactement maintenant Université de Paris I - Panthéon — Sorbonne, spécialiste de l'histoire de la Révolution française, mais encore un homme qui a été pendant de nombreuses années professeur dans l'enseignement secondaire et est donc bien informé des problèmes que l'enseignement de l'histoire peut soulever à ce niveau.

La seconde tâche, infiniment plus délicate, nous impose de poser le problème évoqué durant ces journées et de lancer les débats sur une matière qui depuis trois quarts de siècle provoque des oppositions parfois violentes.

Vous nous permettrez d'abord de vous lire un texte. C'est une habitude et, peut-être, un défaut d'historien, accoutumé à laisser ou à faire parler les autres plutôt que de s'exprimer lui-même ! Or donc, écoutez ces réflexions que Gottfried Wilhelm LEIBNIZ, savant du XVII^e siècle, appliquait aux hommes de son temps :

« Le genre humain, considéré par rapport aux sciences qui servent à notre bonheur, me paraît semblable à une troupe de gens qui marchent en confusion dans les ténèbres, sans avoir ni chef, ni ordre, ni mot, ni autre marque pour régler la marche et pour se reconnaître. Au lieu de nous tenir la main pour nous entretenir et pour assurer notre chemin, nous courons au hasard et de travers, et nous heurtons même les uns contre les autres, bien loin de nous aider

et de nous secourir. Nous allons même nous enfoncer dans le marais et sable mouvant des doutes sans fin, où il n'y a rien de solide ni de ferme... On voit que ce qui pourrait nous aider le plus, ce serait de joindre nos travaux, de les partager avec avantage et de les régler avec ordre ; mais à présent, on ne touche guère à ce qui est difficile, et que personne n'a encore ébauché, et tous courent en foule à ce que d'autres ont déjà fait, ou ils se copient et même se combattent éternellement (1). »

Rarement propos semble mieux pouvoir se rapporter à notre temps et plus particulièrement aux historiens que nous sommes, ici, en majorité. Deux problèmes majeurs se posent en effet à l'histoire et à son enseignement, à tous les niveaux scolaires.

Le premier, provient du fait que la définition de l'histoire, celle de son objet spécifique, à force d'être esquivée ou prise pour acquise, a été oubliée par l'immense majorité des historiens et a fortiori par ceux qui les contestent. On le constate en pratique, sinon en théorie, et cela au moment même où la place de l'histoire dans la culture est réellement menacée, non seulement par la concurrence des sciences sociales, mais par la désertion de son public, mis à part les « curieux » en quête d'évasion.

Le second, il est plus grave et plus urgent à régler à court terme : il réside dans l'absence quasi totale de cohérence et de conséquence entre les définitions même les plus acceptables de l'histoire et de ses objectifs, et les méthodes de travail et d'évaluation au niveau scolaire (2).

C'est à tenter de voir clair, en nous-même comme en autrui, que nous sommes conviés ici autour d'un questionnaire qui vous a été distribué et qui doit servir de fil directeur de notre réflexion.

Le fait que nous soyons rassemblés ici quelles que soient nos opinions, quelles que soient nos tendances ou nos formations respectives témoigne en notre faveur. Il témoigne que passé le temps de l'affrontement, commence celui de la compréhension réciproque.

« Il est d'abord nécessaire de nous indiquer », notait Saint-Exupéry, « L'indignation, c'est le signe du courant, c'est une réaction. Quand on appuie contre quelque chose, on éprouve des réactions. La réaction, c'est signe de la pesée. S'il n'y a point de réaction, c'est que la pesée n'existe pas. » L'opposition est utile dans la mesure où elle amène la concertation puis dans la mesure où elle emporte finalement la conviction. En 1833, dans ses *Principes de géologie*, Charles LYELL, physicien écossais, inspirateur de Darwin, constatait avec mélancolie :

(1) *Philosophische Schriften*, édition GERHARD, série VII, p. 157-158.

(2) JETTE René, *Pour une conception fonctionnelle de l'histoire*, dans « L'histoire et son enseignement », QUEBEC, PUQ, 1970.

« Toutes les fois qu'un fait nouveau et saisissant vient au jour dans la science, les gens disent d'abord que ce n'est pas vrai, puisque c'est contraire à la religion, et, à la fin, qu'il y a longtemps que tout le monde le savait. »

Nous n'en espérons pas tant.

Lorsque est née l'idée de ce Séminaire, notre premier mouvement avait été d'en formuler le thème d'une manière fort succincte : « HISTOIRE OU SOCIOLOGIE » et de le réserver aux seuls historiens. Traité principalement par des historiens ou par des experts sociologues appelés en consultation, le débat devait prendre la forme d'une réflexion sur la nature de la matière historique et sur les buts de l'enseignement de l'histoire.

Nous ne vous cacherons pas que passé le milieu d'historiens, il fut loin d'être ressenti comme tel. On pouvait, en effet, y voir une alternative débouchant sur une exclusive en matière sinon d'enseignement, du moins d'enseignants. Voilà pourquoi, sans rompre avec l'esprit initial, nous avons placé cette réunion sous le signe des « RAPPORTS ET APPORTS RECIPROQUES DE L'HISTOIRE ET DE LA SOCIOLOGIE ». Cette formule désire simplement joindre et reconnaître la qualité de chacune des deux optiques, historique d'une part, sociologique de l'autre sans pour autant préjuger soit de leur contenu commun, soit de leur contenu spécifique. C'est aussi la raison pour laquelle se trouvent rassemblés ici des professeurs d'histoire et des professeurs de sciences sociales, dont l'expérience nous permettra peut-être de clarifier certains points de notre questionnaire.

Historien de formation et de vocation, nous ne pouvons nous empêcher de reprendre ici la profession de foi de Tércence ; en la modifiant légèrement, je dirai : « Historien je suis, rien de ce qui est humain ne m'est étranger » et nous ajouterons à l'intention des sociologues : « Un peu de sociologie écarte de l'histoire, beaucoup de sociologie y ramène. »

D'autres, plus érudits, diront tout à l'heure ou demain ce qu'ils pensent qu'est la sociologie, ce qu'ils pensent qu'est l'histoire. Peut-être réussiront-ils à circonscrire pour chacune un contenu et un champ de préoccupation différents. Nous ne voulons voir dans la proposition qu'un faux problème. S'il avait été présent, Fernand BRAUDEL nous aurait expliqué que « Les deux métiers, dans leur ensemble, ont même limites, même circonférence. Peu importe si le secteur historique est, ici, mieux labouré, là le secteur sociologique : un peu d'attention ou de travail et les domaines se correspondraient mieux et connaîtraient sans peine les mêmes réussites. » « Des deux voisins, l'un s'introduit dans le passé qui, après tout n'est pas son domaine spécifique, au nom, si l'on veut, de la répétition ; l'autre pénètre dans le présent au nom d'une durée créatrice de structurations et de déstructurations, de permanences aussi. Répétition et comparaisons d'un côté, durée et

dynamisme de l'autre, sont des prises sur le réel, des outils que chacun peut utiliser. Entre réel vécu et réel qui se vit ou va se vivre, la limite est-elle si nette ? (1). »

On n'accusera certes par l'Eglise d'être dans ses propos en avance sur son temps. Or voici dix ans déjà qu'à la suite du concile de Vatican II, la constitution *Lumen gentium* reconnaissait : « Le mouvement de l'histoire devient si rapide que chacun a peine à le suivre... Bref, le genre humain passe d'une notion plus statique de l'ordre des choses à une conception plus dynamique et évolution : de là naît, immense, une problématique nouvelle... » (2).

En 1967, Charles MORAZE confiait à François FURET qui le rapporte : « La nature de l'histoire se transforme, elle nous oblige à reconsidérer nos valeurs, à y faire prévaloir l'universel sur le traditionnel... Le temps, notre maître à tous, est à plus forte raison un facteur essentiel de ce qui fait l'objet des sciences sociales... C'est à tout instant qu'il faut rapprendre cette toute puissance de la durée. Où le ferait-on mieux qu'à l'école de l'histoire ? »

Il poursuivait : « Personne ne peut plus croire aujourd'hui, que notre culture puisse ignorer les autres... Il est... urgent que les hommes de demain soient informés à l'échelle planétaire où s'étend leur univers, de ce que nous autres, hommes d'hier, savions dans le cadre étroit de notre Occident. » « Une nécessaire égalisation des conditions entre peuples pauvres et peuples nantis ne se fera pas sans surprise. Il faudrait que notre jeunesse en fût avertie, qu'elle y fût préparée. Elle ne pourra l'être que grâce à un nouvel humanisme, un humanisme moderne qui, à sa manière, enseignera ce que l'humanité recèle de commun dans les matières si différentes qu'elle a de se manifester. (3) »

Depuis cette date, bien des convulsions ont secoué nos écoles, signe d'une crise grave dans nos systèmes sociaux. Plus que jamais la question n'est-elle pas posée de savoir jusqu'à quel point l'histoire, étude du présent dans le temps à travers sa perspective dynamique, rejoint la sociologie, analyse statique de situations successives ? Tout ne se résoudrait-il pas finalement sur le plan des oppositions stériles dans une sociologie historique ?

Comme l'exprime Georges GUSDORF, « le régime de spécialisation outrancière, caractéristique des temps modernes, a falsifié le sens du savoir en réduisant l'envergure de l'intelligence. Centrée sur les sciences humaines, à la fois immanente et transcendante à leur déve-

(1) BRAUDEL F., *Histoire et sociologie*, dans *Traité de sociologie*, t. I, p. 91, 3^e éd., Paris, P.U.F., 1967.

(2) Constitution LUMEN GENTIUM, 5, § 3.

(3) *Le Nouvel Observateur*, n° 129, 3-10 mai 1967, Paris.

loppement, l'anthropologie (fondamentale) doit être la mise en lumière systématique de l'humanité de l'homme » (1). Cet appel peut-il laisser insensible historiens autant que sociologues, la connaissance de l'homme ne constitue-t-elle pas le lien commun d'un humanisme à la mesure de notre temps qui va vite, de notre monde qui s'élargit, de nos semblables qui se multiplient, de nos adversaires qui se rapprochent et dans lesquels, à y bien regarder, à y voir clair enfin, formons-en le vœu, nous pourrions reconnaître notre frère.

Ce n'est donc pas sans espoir, mais avec dans l'âme une certaine détresse, que nous vous proposons ce travail de réflexion. L'important est peut-être moins d'avoir réponse à tout que d'avoir question à tout, principalement à soi-même, en toute humilité. Ce serait le signe de la vraie rénovation.

R. VANSANTBERGEN.

G. DELCROIX.

(1) GUSDORF G., *Les sciences de l'homme sont-elles des sciences humaines ?* Strasbourg, 1967.

DE QUELQUES APPORTS DE L'HISTOIRE A LA SOCIOLOGIE.

Pour bien situer les apports de l'histoire à la sociologie, il faudrait au préalable tracer toutes les vicissitudes de la querelle qui depuis bientôt deux siècles a tantôt confronté et tantôt affronté les sociologues et les historiens. Je n'ai ni l'érudition ni le temps de m'engager dans une entreprise intellectuelle si complexe et délicate, ce dont, je l'espère vous m'excuserez. Un bref survol, peut-être, nous suffira.

Les questions controversées que posent les relations entre l'histoire et la sociologie ont toujours été fort nombreuses et surtout fort disparates. Elles ont varié, par ailleurs, de façon significative, au fil des changements intervenus dans les différentes tendances et écoles. Pour des raisons de simplicité, nous pouvons les réduire essentiellement à deux : l'une relevant de la classification des sciences et l'autre de l'épistémologie proprement dite.

La première consistait à se demander si la place de science des sciences des hommes revenait à l'histoire ou à la sociologie. Evidemment, selon que la priorité était reconnue à tel ou tel aspect, on aboutissait à réduire une discipline à l'autre. Tantôt donc on proclamait la supériorité de la sociologie, et par voie de conséquence l'assimilation de l'histoire à la sociologie, tantôt on déniait à la sociologie un domaine cognitif spécifique, et tout aussi naturellement on l'annexait à l'histoire, en tant que sous-domaine ou science auxiliaire, au même titre que la numismatique ou la sigillographie.

La deuxième était plus fûtée. En postulant une différence fondamentale entre les deux disciplines, en attribuant à l'une un domaine très vaste, celui du présent, et à l'histoire le champ du passé, grevé de toutes les servitudes de la documentation, n'attirait-on pas l'attention sur l'infériorité épistémologique de l'histoire par rapport à la sociologie, sur sa situation subalterne ?

A ce propos comment ne pas penser à cette dispute célèbre sur la méthode historique et les sciences sociales qui au début de ce siècle passionna nos grands-pères et alimenta les débats de maints congrès et les polémiques dans des revues savantes ? A relire ces débats, à parcourir ces polémiques si vives et si agressives, on ne peut pas s'empêcher de penser que pour nos grands-pères les distances entre la sociologie et l'histoire devaient paraître très grandes, franchement insurmontables. En écoutant parler surtout les sociologues, il n'est pas malaisé d'entrevoir ici une supériorité condescendante, présager là un mépris à peine retenu. Le dédain pour l'assemblage de

faits disparates, pour la reconstruction des événements en leur singularité ; cette tâche ne visait, disait-on, qu'à faire passer les faits de l'aléatoire à la cohérence logique, par l'intermédiaire de causalités singulières ; bref la commisération pour « la poussière des faits » et pour la contrainte littéraire où s'enfermaient les reconstructions historiques allait de pair avec le dédain pour l'imprécision et l'arbitraire des explications dites historiques. Même dans les cas où l'effort portait sur l'établissement de relations causales, comme dans l'œuvre de Paul Lecombe, ou bien s'attachait à reconnaître des déterminismes dans l'événementiel, ou des lois tendancielle dans les processus d'évolution, la supériorité de la sociologie sur l'histoire était affichée. Relisez le célèbre article du plus acariâtre des critiques de l'histoire, j'ai cité bien sûr François Simiand. Sa position est sans nuance : il n'est guère possible d'expliquer scientifiquement le singulier, d'élever la connaissance historique à la dignité de science, bref d'établir des lois. Pourquoi, de grâce, demandait-on, en pensant à tous les travaux d'histoire ancienne qui s'inspiraient du marxisme ouvraient de nouvelles voies dans la direction de Simiand ? Pour celui-ci il n'y avait pas de doute : il n'y a de connaissance que lorsqu'il y a des lois et il n'y a de lois que des phénomènes collectifs. Puisque les accidents et les actions individuelles composent et délimitent le domaine de l'histoire, puisque celle-ci n'a pas à s'occuper des phénomènes collectifs, il en découle que les historiens sont exclus du paradis de la science. Et pourtant il y a d'autres domaines, par ex. en astronomie, où l'on est en présence d'un phénomène unique et qui ne se reproduira jamais. On l'étudie grâce à l'ergodisme et la stationnarité mais personne ne conteste à l'astronomie le titre de science.

La riposte de ceux pour lesquels seul l'individuel est réel ou seul le singulier est intéressant, était prévisible. Tous les historiens refusaient la condition inférieure que Simiand leur octroyait, mais avec des motivations différentes. La conscience collective ? Les documents n'en parlent pas. Les réalités sociales ? Oui, mais comment les identifier si on fait abstraction de la multiplicité des événements singuliers ? Les causes ? Comment les déceler entre des antécédents, des motifs et des implications déjà sélectionnées par les documents ? Henri Hauser allait plus loin que les autres en rappelant avec vigueur qu'une société est une singularité mobile à existence permanente ; une société constitue un tout organique, une « Zusammenhang » dont il importe de saisir la spécificité de la solidarité interne.

Bref, les distances étaient aussi grandes que l'incompréhension mutuelle. Et pourtant, à lire les livres des fortes têtes de l'époque, on a le sentiment que les choses en vont autrement. Par exemple, aucun des trois grands sociologues du début du siècle, Durkheim, Pareto et Max Weber n'a sous-estimé l'histoire. Celui qui paraît le plus éloigné de la mentalité historique, Emile Durkheim, n'écrivait-il pas déjà en 1888 : « Je sais bien que l'historien n'est pas un généralisateur ; son rôle tout spécial est, non de trouver des lois, mais de rendre à chaque temps,

à chaque peuple, son individualité propre et sa physionomie particulière. Il reste et doit rester dans le particulier. Mais enfin, si particuliers que soient les phénomènes qu'il étudie, il ne se contente pas de les décrire, il les enchaîne les uns aux autres, il en cherche les causes et les conditions. Pour cela il fait des inductions et des hypothèses... ». Changea-t-il d'avis avec les années ? Point du tout ; une vingtaine d'années plus tard, Durkheim précisait : « Il y a, dans l'histoire, du général et du permanent qui peut être traduit en lois ; mais il y a aussi du variable, du contingent, qui est imprévisible. L'origine des contingences et l'individu dans toutes ses formes... [voici le domaine de l'histoire]. Le domaine du nécessaire est le domaine de la sociologie. » Histoire, science du contingent, par rapport à la sociologie, science de la nécessité ? Pourquoi pas, pourvu qu'on puisse départager ou distinguer le contingent du nécessaire. Ne pouvant pas donner des recettes pour une telle distinction, Durkheim n'hésitait pas à déclarer : l'histoire est le seul instrument dont dispose le sociologue pour résoudre ces sortes de questions... En un mot, l'histoire joue, dans l'ordre des réalités sociales, un rôle analogue à celui du microscope dans l'ordre des réalités physiques... La sociologie est donc, en grande partie, une sorte d'histoire entendue d'une certaine manière ». D'où la conclusion presque banale : « Nous sommes convaincu... qu'un jour viendra où l'esprit historique et l'esprit sociologique ne différeront plus que par des nuances. »

La position de Pareto, tout en étant moins claire que celle de Durkheim, est néanmoins très univoque à propos de l'histoire. Pour lui, l'histoire est une suite de faits, ressuscités au moyen d'un récit par l'historien, lequel les expose en suivant une méthode chronologique après les avoir individualisés le plus précisément possible. Comme on ne peut faire de contrôles expérimentaux dans les sciences sociales, il faut utiliser surtout l'observation. On peut observer les phénomènes du présent au moyen de la statistique et d'autres techniques, mais ces phénomènes-là demeurent assez peu nombreux, quoi qu'en pense, et pas aussi riches d'enseignements que les phénomènes du passé, d'où, ajoute Pareto : « l'immense valeur des études historiques, lesquelles élargissent considérablement le champ de nos observations ». Les études historiques intègrent et complètent les études du présent, et grâce à elles nous pouvons effectivement connaître la structure des actions sociales et élaborer ainsi une théorie des sociétés. L'histoire pour Pareto est un dépôt d'expériences et une banque de données, sans lesquels il n'y aurait pas de savoir sociologique. Que Pareto eût tendance, dans son travail de tous les jours, à utiliser l'histoire en tant que collection de faits tirés au hasard d'auteurs et d'époques les plus divers et dont souvent il n'y a pas lieu d'apprécier la valeur représentative, c'est un fait. Maurice Halbwachs a très pertinemment observé à propos du *Traité de sociologie générale* : « M. Pareto part bien des faits réels, mais il postule l'existence, au sein des faits, de noyaux abstraits, que son analyse l'aide à dégager, et qui de-

viennent la matière propre de ses constructions. C'est-à-dire qu'il perd tout contact, à partir de ce moment, avec la réalité. »

Ce n'est assurément pas le cas pour le plus grand de tous ces sociologues, pour Max Weber. Lui aussi estime qu'il est impossible de trouver des lois sociologiques, d'établir des types idéaux sans les tirer de l'action historique elle-même. Tous les lecteurs de Weber, de Raymond Aron à Julien Freund et Pietro Rossi, s'accordent à reconnaître que dans la pensée de ce géant il y a une solidarité étroite entre l'histoire et la sociologie, entre l'analyse des événements et l'établissement de propositions générales. La compréhension du fait social exige que l'on recoure à des propositions générales, et celles-ci ne peuvent être démontrées qu'à partir d'analyses et de comparaisons historiques.

Pas de sociologie sans histoire, et pas d'histoire sans sociologie. Werner Sombart et tous les savants qui ont participé à ce qu'on a appelé la *Methodenstreit* ne douteront plus d'une telle affirmation. Et moins que jamais la descendance hétérodoxe de Weber, même G. Lukacs et K. Korsch, même celle qui aura son centre à l'Institut für Sozialforschung de Francfort.

Depuis les années '20, personne ne doutera plus que la perspective historique soit indispensable au travail sociologique. L'anthropologie, en toutes ses tendances évolutionnistes, diffusionnistes et fonctionnalistes, faisait de plus en plus une place de choix à l'histoire. De même toutes les autres sociologies spéciales : il suffit de penser à l'œuvre de F. Oppenheimer, *Der Staat*, sans parler de toutes les recherches sur l'autorité, la famille, la bureaucratie moderne, l'influence économique des religions, etc., etc. Rarissimes sont les exceptions : Leopold von Weise en Allemagne et surtout Benedetto Croce. Si le premier négligeait l'histoire, le second niait l'existence même de la sociologie en tant que discipline cognitive. Pour ce grand Napolitain il n'y a que l'histoire, la science de toutes les sciences, englobant toutes les manifestations possibles de la vie en société, tout le réel, manifestation suprême de l'esprit absolu. Croce affirmait sans nuances : « La seule forme de connaissance est la connaissance historique. » A quoi répondait le fascinant et passionnant Marcel Mauss : « Nous avons eu toujours le sens de ce qu'il y a de spécifique dans chaque société. Chaque système de faits sociaux a en effet son essence, sa quiddité, que celle-ci limite telle ou telle tribu dite sauvage, ou qu'elle constitue l'individualité, ce qu'on appelle l'âme, ... d'un grand peuple. » En France commence la période de Bloch, de Febvre et des « Annales » ; le débat sur la connaissance historique engage la fine fleur des savants français et sera élevé à un niveau non encore dépassé par Raymond Aron. Le sociologue que je suis n'a pas honte de dire que depuis la fondation des « Annales » et jusqu'à la fin de la deuxième guerre mondiale, les seuls livres intéressants de sociologie ont été écrits par les historiens des « Annales ». Faut-il citer des noms ? Tout le monde les

connaît. Il était donc presque normal que Marc Bloch dise dans son *Apologie pour l'histoire* : « Il n'y a... qu'une science des hommes dans le temps et qui sans cesse a besoin d'unir l'étude des morts à celle des vivants. » Même dans le pays de l'impérialisme sociologique la situation n'est guère défavorable à l'histoire, bien au contraire. Il est vrai que le tourmenté Wright Mills reproche à ses collègues américains de ne pas « poser convenablement les problèmes de notre temps, et notamment celui de la nature des hommes », car ils ont perdu « de vue que l'histoire est le nerf de la science sociale », car ils refusent « d'honorer le principe selon lequel il faut perfectionner une psychologie de l'homme qui soit fondée sur la sociologie et en accord avec l'histoire. S'il est coupé de l'histoire et s'il n'aborde pas les choses de la psychologie avec un esprit historique, le sociologue n'est pas en mesure de poser convenablement les problèmes qui doivent aujourd'hui orienter ses recherches ». Mais Wright Mills est un cas à part. De Lazarsfeld à Lipset, de la sociologie comparée à la science politique, jamais l'histoire ne fut autant courtisée et exploitée. Des branches entières du savoir ont été fondées à partir de l'histoire, sur l'histoire. Il suffit de penser à la théorie des relations internationales et à ce maître-livre qu'est *Guerre et Paix entre les nations* de Raymond Aron.

L'affaire semblait être classée pour de bon, lorsque Claude Lévi-Strauss relança le débat vers 1949, en voulant montrer « que la différence fondamentale entre les deux [disciplines] n'est ni d'objet, ni de but, ni de méthode ; mais qu'ayant le même objet, qui est la vie sociale ; le même but, qui est une meilleure intelligence de l'homme ; et une méthode où varie seulement le dosage des procédés de recherche ; elles se distinguent surtout par le choix de perspectives complémentaires : l'histoire organisant ses données par rapport aux expressions conscientes, l'ethnologie [ou la sociologie] par rapport aux conditions inconscientes, de la vie sociale ». Les historiens des « Annales » se sentirent touchés par une telle division des tâches. N'avaient-ils pas essayé de récupérer le non événementiel dans l'histoire, n'avaient-ils pas, dès Fernand Braudel, mis l'accent sur les conditions latentes de la vie sociale ? N'avaient-ils pas essayé d'expliquer les sociétés par leur système de fonctionnement, par leurs modes de production manifestes et latents ? Leur amour-propre ne fut pas non plus satisfait lorsque, dans *Du miel aux cendres*, Lévi-Strauss dira : « En affirmant ses prétentions aussi résolument qu'elle l'a fait dans ce livre, l'analyse structurale ne récuse donc pas l'histoire. Bien au contraire, elle lui concède une place de premier plan : celle qui revient de droit à la contingence irréductible sans laquelle on ne pourrait même pas concevoir la nécessité ». Braudel, dans deux articles retentissants, essaya de renverser le problème. La seule chose essentielle est la durée, la longue durée : « Ce n'est pas à l'histoire qu'en ont, finalement et inconsciemment, les sociologues, mais au temps de l'histoire, — cette réalité qui reste violente, même si l'on cherche à l'aménager, à la diversifier. Cette contrainte à laquelle l'historien n'échappe jamais,

les sociologues, eux, y échappent presque toujours : ils s'évadent, ou dans l'instant, toujours actuel, comme suspendu au-dessus du temps, ou dans les phénomènes de répétition qui ne sont d'aucun âge ; donc par une démarche opposée de l'esprit, qui les cantonne soit dans l'événementiel le plus strict, soit dans la durée la plus longue. Cette évasion est-elle licite ? Là est le vrai débat... » Peut-être, quoique je n'en sois pas convaincu. La durée, qu'est-ce que c'est ? Et puis est-ce vraiment la durée qui caractérise l'histoire ? Le problème est plutôt autre : il y a une histoire des événements, ou des manifestations visibles et en partie contingentes, et une histoire des dynamismes sous-jacents ou des processus d'élaboration et de développement. Chaque phénomène se compose de l'un et de l'autre. Le temps y est incorporé, est subordonné à cette intégration croissante, à cette organisation progressive ou structuration. Temps longs ? Plutôt, temps réversible et cumulatif, changeant d'après les besoins et les nécessités de chaque culture. Temps en tant qu'élément des transformations, en tant que rythme marquant les passages d'une équilibration à l'autre, d'un stade à l'autre. En ce sens le temps est englobé en tout, même dans l'événement, qu'il a contribué à mûrir ; même dans le non-événementiel dont il a ponctué les équilibrations, dont il a scandé le possible et le réel. Temps courts et temps longs ? Cela dépend de la conception que chaque culture s'en faisait. La question est autre, et je crois qu'Alain Dufour dans son livre *Histoire politique et psychologie historique* l'a bien caractérisée : « Nous étudions l'histoire... pour connaître le monde dans lequel nous vivons, la réalité sociale qui nous entoure, en tant que ce monde et que cette réalité se composent d'éléments qui sont anciens, ou en des précédents, et ne se laissent comprendre que par leur genèse. L'objet de l'histoire est donc, avant tout, ce qui change, ce qui se métamorphose — ou s'est métamorphosé... L'histoire analysera des états de choses et des évolutions... Elle en connaîtra les intentions et en suivra attentivement les résultats. »

Le sociologue tenant du structuralisme génétique ne peut qu'être d'accord.

Cela dit, rappelons très brièvement les apports de l'histoire au travail du sociologue. Il n'y a pas de secteur en sociologie dans lequel nous puissions nous priver de l'histoire. De la sociologie de la sociologie à la sociologie de la connaissance, de la sociologie théorique à la méthodologie. Faut-il citer Raymond Aron ou Alvin Gouldner ou bien les Talcott Parsons, les Robert Merton et les Paul F. Lazarsfeld ? Même à une époque où l'histoire avance par bonds et où la discontinuité semble détruire ce que Jean Piaget appelle la pression d'une génération sur l'autre, le rôle de l'histoire est tout à fait complémentaire à celui de la sociologie. Il y a au moins trois points stratégiques dans l'aide que l'histoire peut apporter à la sociologie. Ils ont été peut-être choisis en fonction de mes préoccupations, mais ils sont stratégiquement importants : 1. l'élaboration de nouvelles hypothèses et choix des problè-

mes à étudier ; 2. l'évaluation des méthodologies et des techniques à la lumière des conditions sociales d'application ; 3. la sociologie comparée.

1. Elaboration de nouvelles hypothèses et choix des problèmes à étudier.

Je crois qu'il n'est pas nécessaire de dire mal ce que chacun peut lire dans le chapitre 8 de *L'imagination sociologique* de Wright Mills ou dans *La structure des révolutions scientifiques* de Thomas S. Kuhn. L'histoire est, à ce point de vue, le seul terrain de chasse pour le sociologue. Elle et elle seulement nous met en garde contre les erreurs, les mythes et les superstitions, contre les banalités. Combien de temps et d'efforts la sociologie de la jeunesse aurait épargnés si nous avions lu et compris les livres de Ph. Ariès et de P. Lasslett ; combien de banalités nous aurions évité de lancer sur le marché si nous avions étudié le fossé des générations, les cultures des jeunes. Sans parler de la sociologie de la socialisation. Tout récemment, un excellent sociologue français, Jean-René Tréauton nous rappelait : « Toute histoire des idées et des pratiques sociales (c'est bien de cela qu'il est question sous couvert de sociologie) apparaît comme une entreprise vouée à l'échec si son auteur ne la situe pas, avec scrupule, dans le contexte matériel et moral de l'époque. » On ne pouvait mieux dire ! Comment étudier l'apprentissage politique, sans connaître les traditions, les attaches et tous les facteurs qui ont contribué, tout au long de la vie des groupes culturels, à déterminer des modèles de comportements, repris et standardisés par les institutions ? Et comment départager le futile et l'inutile dans la construction de nos objets sans l'histoire ? A ce propos je ne peux pas ne pas penser que sans l'histoire, des sujets tels que le mode de production asiatique, la sociologie du totalitarisme, la sociologie de la famille et l'éclipse du sacré ou du tragique dans nos sociétés n'auraient jamais eu le développement qu'on leur connaît. Sans l'histoire, il n'y aurait pas eu des livres sociologiques comme ceux de Karl Wittfogel, *Le despotisme oriental*, ou de Georges W.F. Hallgarten, *Imperialismus vor 1914*, ni les beaux travaux de Jean Baechler sur *Les phénomènes révolutionnaires* et sur *L'origine du capitalisme*.

2. Evaluation des méthodologies et des techniques à la lumière des conditions sociales d'application.

A un moment où les bouleversements de technologie très avancée ont bouleversé notre métier ; à un moment où les banques de données et les traitements électroniques des faits nous imposent des pratiques très contraignantes, je pense que la vieille, bonne méthode historique, la recherche méthodique des témoignages, l'établissement critique des faits, leur évaluation, doivent entrer de plein droit dans nos apprentissages sociologiques. C'est grâce à l'érudition historique que nous pouvons écarter de nos banques de données les futilités. Par ailleurs l'histoire nous permettra de situer et évaluer les trouvailles prétendument nouvelles. Combien d'efforts et de truismes évités si Lazarsfeld

nous avait donné quelques décennies auparavant son histoire de la quantification ; combien de polémiques évitées sur la recherche empirique si Oberschall et Lazarsfeld nous avaient montré vers les années '40 où se situe l'origine de la pensée de Max Weber et quelle est la véritable portée de l'analyse empirique de l'action sociale. Par ailleurs, une certaine pratique pédagogique de la méthodologie a accrédité le mythe de l'efficacité absolue des techniques et de la neutralité des méthodes logico-mathématiques. L'histoire des méthodes nous permet d'entrevoir les intérêts extra-scientifiques et les conditionnements sociaux que telle ou telle autre méthode véhicule ou a véhiculés. Comment une méthode a été interprétée, accueillie, travestie par les forces sociales, quel usage en ont fait les sociologues. Grâce à cette étude historique, il est possible d'évaluer à la fois la portée sociale d'une méthode et de déceler les conditions nécessaires pour qu'elle produise des résultats dans certaines situations. L'histoire des typologies en dit long à ce propos. On pourrait également ajouter que les livres d'histoire pourraient être utilisés par les sociologues pour mieux fonder les théories macrosociologiques. L'analyse secondaire pourrait permettre l'utilisation de données de nature et de composition très diverses, recueillies par les historiens pour analyser scientifiquement les mouvements sociaux ou politiques. Je pense qu'au cours des années prochaines l'analyse secondaire risque de devenir très importante en sociologie, car, selon l'hypothèse de R. Boudon dans *La crise de la sociologie*, « le sociologue a dû payer un certain prix pour obtenir l'avantage et la liberté de recueillir lui-même ses données et que l'extension des *sondages sociologiques*... a entraîné certaines disfonctions ou simplement certaines insuffisances dans la recherche sociologique ».

3. La sociologie comparée.

Le troisième point stratégique, et probablement le plus important, est celui que nous nommons sociologie comparée. La sociologie comparée a toujours utilisé l'histoire pour étudier les processus sociaux et politiques, les institutions, les organisations. La comparaison s'est toujours faite entre temps égaux, ou plutôt donnés en tant que tels. En bref, la comparaison a toujours été synchronique, ce qui a permis l'utilisation de la condition *uteris paribus*. Or, il faut aller plus loin, faire la comparaison de type diachronique, longitudinale. Cela serait nettement plus intéressant, encore qu'il faille s'habituer à manier la clause *ceteris non-paribus*. Ce type de comparaison, déjà largement utilisée par Eisenstadt, Lipset, Rokkan et Almond, permet d'établir des relations entre des éléments structuraux de systèmes globaux différents. Un excellent exemple de cette alliance entre la sociologie et l'histoire est l'étude de Charles E. Frye sur les relations empiriques entre le système des partis, les groupes de pressions et la stabilité politique en Allemagne à l'époque de la république de Weimar et de la R.F.A. D'autres exemples valables me semblent fournis par les travaux de Gino Germani sur la modernisation des sociétés. Et on pourrait en citer d'autres, comme

ceux de Raymond Aron et de son Centre européen de sociologie historique.

Pour conclure d'un mot : il me semble qu'il n'y a pas de possibilité véritable de développement pour la sociologie sinon dans la mesure où on travaille la main dans la main avec l'historien. Il y a des problèmes à résoudre pour rendre cette collaboration plus efficace, mais à tout prendre, ce sont des problèmes simples. Une telle collaboration serait profitable aux historiens et aux sociologues. Comment la rendre possible, cette collaboration ? Là il faudrait discuter de l'absurde situation universitaire actuelle qui place l'histoire dans les facultés des lettres. Mais me voici loin de mon sujet, en face d'un autre qu'il faudrait bien discuter une autre fois. C'est pour cela que je m'arrête et vous remercie de votre attention.

G. BUSINO.

APPORTS DE LA SOCIOLOGIE A L'HISTOIRE.

Je ne voudrais pas, en préambule, reprendre ce qu'a dit excellemment Monsieur Busino concernant l'histoire des relations entre sociologues et historiens depuis le début de ce siècle. J'avais préparé quelque chose dans ce sens, mais il n'y a pas de profit à répéter deux parties d'exposés qui seraient absolument identiques. Ce qui a été dit tout à l'heure, concernant la façon dont les rapports entre sociologues et historiens se sont envenimés dans les vingt ou trente premières années du vingtième siècle, en particulier dans l'espace culturel français, est non seulement tout à fait exact, mais tout à fait probant pour montrer à quel point s'instituaient des pratiques scientifiques différentes et à partir de là, comment pouvait se creuser un fossé qui n'a pas été comblé depuis.

Cependant, je viens avec des intentions tout à fait iréniques, parler bien plus des apports des sociologues aux historiens que de ces rapports difficiles qui peuvent s'instituer ici et là et marquent les temps forts de ces relations. Qui ne connaît d'ailleurs les formules de Lévi-Strauss à la fin du « *Miel et des cendres* » qui ont mis les historiens français qui lisent les sociologues vraiment hors d'eux, lorsqu'ils ont lu que s'il y avait une différence entre les Grecs et les Nambikwara, c'était une différence accidentelle ; s'il y avait eu un miracle grec d'un côté et si d'autre part les Nambikwara avaient traversé les siècles sans bouger, sans ce « take-off » culturel qu'a été le miracle grec, c'était accident, hasard : le domaine des historiens... Laissons donc cela, il y a tout de même une autre façon de voir les choses.

Des éléments historiographiques qu'a présentés Monsieur Busino, je voudrais cependant retenir deux ou trois petites choses qui portent sur l'espace culturel français ; elles sont à préciser, et importent à mon propos, c'est-à-dire à l'essentiel qui viendra après, à savoir les apports thématiques d'une part et d'autre part, les apports méthodologiques que les sociologues ont fournis aux historiens.

Je voudrais souligner tout de même un fait qui m'a toujours troublé ; les historiens qui ont été novateurs en France, c'est-à-dire l'*Ecole des Annales*, des années 1929, avaient été profondément marqués par les sociologues, leurs contemporains et leurs prédécesseurs. C'est lisible dans les premières années des *Annales* sous les plumes de Marc Bloch comme de Lucien Febvre ; c'est l'influence de Durkheim, Lévy-Bruhl, Marcel Mauss et Maurice Halbwachs, soit l'importance exceptionnelle dans l'évolution des sciences humaines, en France, du groupe de

Strasbourg dans les années 1920 à 1934-1936. Dans cette université redevenue française après cinquante années de germanisation intensive, un groupe pratiquait le travail interdisciplinaire dont on nous rabat les oreilles aujourd'hui. Chaque semaine, les différents professeurs, historiens comme Lucien Febvre et Marc Bloch, sociologues, comme Halbwachs, à partir du moment où il est arrivé, géographes, comme Baulig, sociologues ou plus exactement spécialistes en droit canonique en mutation sociologique comme Gabriel Le Bras, psychologues-sociaux comme Blondel, ne manquaient jamais le rendez-vous ; autant qu'il me souvienne, puisque c'est Lucien Febvre et Madame Febvre qui l'ont raconté le plus volontiers. C'était le samedi : chacun apportait un livre sous le bras pour discuter de l'intérêt qu'avaient les problèmes spécifiques de leur discipline pour les autres ; là s'est fait le travail en commun entre sociologues et historiens. Ça a été une époque de l'histoire scientifique française qui a eu sa fécondité immédiate. Je ne voudrais citer que quelques noms : voici un professeur d'histoire qui est arrivé tard et s'est mêlé au groupe, c'est Georges Lefebvre ; quel plus remarquable article d'histoire sociologique ou de sociologie historique que « *Les foules révolutionnaires* » de Georges Lefebvre. Sa participation à ce travail d'élucidation interdisciplinaire l'a aidé tout à fait fraternellement à comprendre ce qui se faisait chez les sociologues, à en tirer parti pour lui, et mieux expliciter un phénomène qui est fondamental dans l'explication de la Révolution française, à savoir la formation des foules révolutionnaires et leur rôle politique et social. Ce qu'il faudrait comprendre, toujours dans le système français, c'est le tassement qui s'est produit après 1945. L'histoire qui bouge en France entre 1929 et la seconde guerre mondiale, c'est l'histoire des *Annales*, et en sous-main, moins visible, parce que ses promoteurs étaient jeunes encore, une histoire marxiste qui a produit ses fruits depuis, beaucoup plus après la guerre, à partir de 1950 environ. Depuis 1945, on ne peut parler de rapprochement entre la sociologie et l'histoire. Peut-être, parce que la sociologie française s'est sectorisée, elle s'est ornée d'adjectifs. Lorsque Halbwachs parlait des classes sociales, il parlait en sociologue qui voulait élucider ce qu'il fallait entendre par classe sociale, pour comprendre une société déterminée. Maintenant nous avons des sociologues qui font de la sociologie religieuse, d'autres de la sociologie industrielle, d'autres de l'ethnologie française ; dans une certaine mesure, les ambitions que j'appellerais généralistes qui étaient de droit dans les premières générations du XX^e siècle, ont disparu au profit de cette sectorisation qui tourne finalement à l'application. Ce que j'appellerais de la sociologie appliquée, et dont Monsieur Busino n'a rien dit, mais qui pose bien des problèmes, en particulier lorsque l'on veut étudier la façon dont on pourrait intégrer l'enseignement de la sociologie dans l'enseignement secondaire. Puis est intervenue la définition de nouvelles méthodes dans lesquelles les sociologues sont entrés de plain-pied, alors que les historiens sont encore en train de piétiner à la porte, tout le secteur informatique dont il a été parlé tout à l'heure. Ce qui a eu comme corollaire avant même d'ailleurs

que l'informatique d'aujourd'hui soit mise en place, l'adoption de méthodes qui n'étaient pas celles des sociologues de la première et de la deuxième génération. Le questionnaire et l'enquête par questionnaire n'est pas, à mon avis, la plus belle réussite de la sociologie contemporaine, et l'on pourrait discuter longuement là-dessus. Enfin est intervenue, et de cela je porte témoignage direct, dans les rapports entre sociologues et historiens depuis la deuxième guerre mondiale, une certaine condescendance des sociologues à l'égard des historiens quant à leurs méthodes générales d'explication (sur la méthodologie historique, il faudra encore s'entendre, il y a la méthodologie définie par Langlois et Seignobos, et les méthodologies qui sont adaptées à des problématiques nouvelles) ; sur ce point les sociologues français de ma génération nous regardent de haut, disant que nous manquons de capacités conceptualisatrices.

Voici donc quelques précisions nécessaires avant d'aborder le fond de la question.

Je voudrais maintenant mettre l'accent, comme je vous l'ai annoncé tout à l'heure, sur ce que les historiens ont pu trouver chez les sociologues, même si c'est au corps défendant des sociologues. Sur ce plan, nous pouvons présenter les choses de façon terre à terre, dans une perspective tout à fait fondamentale quant aux préoccupations des historiens, le rapport entre individu et société. Les historiens ont été mis en demeure de définir quels rapports ils établissaient dans l'histoire traditionnelle entre les grands hommes qui font l'histoire — titre de la collection que vous connaissez — et les sociétés qui portent ces grands hommes. Bien souvent, l'on ne se préoccupait pas tellement de ces sociétés. Il a fallu faire un effort pour établir les rapports de l'individuel au collectif. Je suis sûr que la raison d'être fondamentale d'un livre comme celui de Lucien Febvre qui s'intitule « *Martin Luther* » que vous connaissez certainement et qui date de 1927, est celle-là. Apparemment et si vous lisez le livre tel qu'il est présenté, vous avez l'impression qu'il fallait démolir Denifle et une certaine interprétation du luthéranisme qui faisait trop de bruit. Mais si vous prenez le livre en diagonale et par les préoccupations qu'il révèle et par les types d'explications qu'il formule, vous vous apercevez que Lucien Febvre a essayé sans cesse de définir quelle était la situation de Martin Luther en face des hommes, en face de l'Allemagne et des différents groupes qui constituaient la société allemande. Ce n'était pas tellement facile à faire avec les moyens et l'information dont il disposait ; mais tel est le sens de cette transformation qui n'a fait que s'accroître avec le temps et qui a touché, je crois, tous les historiens.

Des noms ont été lancés tout à l'heure, que je vais reprendre. H.I. MARROU que vous connaissez sans doute, ne serait-ce que parce qu'il a écrit un petit livre « *De la connaissance historique* » dont tout le monde se sert, les philosophes, les historiens, les sociologues sans doute aussi. Au départ, H.I. MARROU, « *Saint Augustin et la fin de la*

culture antique », c'est saint Augustin qui est essentiellement au cœur de l'ouvrage. H.I. MARROU, vingt ans après, c'est « *Histoire de l'éducation dans l'Antiquité* », — et non pas histoire de l'éducation, histoire du plat de lentilles, histoire du brouet spartiate, — histoire de l'éducation dans les différentes sociétés antiques et la place de cette éducation comme formation d'un modèle d'homme, c'est-à-dire une formulation et une problématique qui est une problématique de sociologue. J'ai cité Philippe ARIES, pour qui j'ai une sympathie particulière parce qu'il n'est pas historien de profession, ni universitaire, donc non classable. Philippe ARIES est un historien qui se préoccupe uniquement des mouvements collectifs. Quand il étudie *L'enfant et la famille dans la société française d'Ancien Régime*, il s'agit aussi du modèle éducatif saisi par rapport aux classes dominantes de la société de l'Ancien Régime ; mais il recherche comment on a défini petit à petit ce modèle, comment les rapports entre l'école, la famille et la société globale se sont transformés entre la fin du Moyen Age et le 18^e siècle. Ces personnalités se sont formées à une discipline, dans un premier temps, mais ont élargi leurs propos en fonction des problématiques qui étaient proposées par les sociologues. Et je ne crois pas qu'il faille dire qu'il s'agit simplement d'un transfert de thèmes. C'est peut-être l'impression que peuvent donner certaines pages de Lucien FEBVRE : celles où il dit qu'un historien doit ouvrir les fenêtres, il doit bien considérer qu'il n'est pas seul au monde ; d'autres sciences humaines se développent, et sont intéressantes ; laissez circuler l'information qui pourrait venir de ces autres sciences humaines. Les historiens ne seraient alors que des grappilleurs récupérant des thématiques et les transposant dans l'étude des sociétés passées. Le transfert est plus profond ; les historiens ont transféré aussi les hypothèses de recherches, la façon de poser les problèmes.

Un autre exemple me paraît aussi probant. En 1942, ce spécialiste de droit canon qui est devenu sociologue à sa maturité, Gabriel Le Bras publie un petit manifeste en faveur de l'étude de la pratique religieuse, d'une étude sociologique de la pratique religieuse en France. Lorsqu'il lance le manifeste, le travail est d'ailleurs déjà commencé, puisque peu après la guerre, en 1947, a paru dans les « *Cahiers du clergé rural* » la fameuse carte du chanoine Boulard où la pratique religieuse française se trouvait jaugée, estimée, diocèse par diocèse, en distinguant différentes sortes de pratiques qui sont devenues tout à fait classiques pour la sociologie religieuse française : les fameux pascalisants, les saisonniers, etc. tout cela maintenant bien connu. Gabriel Le Bras était historien du droit canon d'origine, sortant de cette Ecole de Strasbourg dont j'ai parlé tout à l'heure. Il avait autour de lui non seulement de jeunes sociologues mais aussi des historiens, qui essayaient non pas de reprendre exactement les mêmes hypothèses de travail, c'est-à-dire les mêmes définitions pour reconstituer la pratique religieuse qui jusqu'ici n'avait pas intéressé tellement les his-

toriens. L'histoire religieuse en France fut longtemps une histoire politico-religieuse, l'histoire des relations entre les évêques, le roi et Rome.

Exemple de ce premier transfert ; dans les années 60, paraissait une étude de Madame MARCIHACY, intitulée « *Le diocèse d'Orléans sous Monseigneur Dupanloup (1850-1875)* », qui était une étude de la pratique religieuse dans ce diocèse au milieu du 19^e siècle, faite à partir d'un matériau documentaire exceptionnel ; car Monseigneur Dupanloup était un administrateur remarquable ; dès son arrivée dans ce diocèse, il avait fait faire une enquête générale sur le clergé et les fidèles et il avait fait renouveler cette enquête une quinzaine d'années plus tard. Les matériaux de ces enquêtes ont été conservés à l'évêché d'Orléans et aussi aux archives départementales qui ont brûlé en 1940 ; à partir de quoi, Madame Marcihacy a pu essayer de reconstituer ce qu'était la pratique religieuse essentiellement dans la partie nord du diocèse, c'est-à-dire dans la Beauce, au nord de la forêt d'Orléans. Peu m'important ici ses conclusions et ce qu'elle dit de cette pratique religieuse des paysans beaucerons (même si cela ne manque pas de pittoresque). Comme les sociologues, elle a reconstitué la pratique occasionnelle et la pratique régulière, elle a décrit des niveaux de pratique. De telles opérations ne sont possibles que si le matériel documentaire existe. Pour des siècles plus anciens et pour des diocèses moins favorisés que le diocèse d'Orléans, vous n'avez pas les documents de base ; c'est d'ailleurs le grand argument des sceptiques de tout poil, qui sortent de l'Ecole des Chartes ou d'ailleurs. Nous n'avons certes pas tous les matériaux, nous ne travaillerons jamais comme des sociologues, puisque ceux-ci interrogent le vivant ; mais nous pouvons retrouver du matériel divers que nous pouvons utiliser ; à partir des procès-verbaux de visite qui deviennent tout de même assez réguliers aux 16^e, 17^e et 18^e siècles suivant les diocèses français, nous pouvons bien savoir bien des choses sur les fidèles, leurs relations avec le clergé, dans le quotidien et leurs conceptions de la vie religieuse. Mais il y a plus ; ce qui, je crois, montre bien comment une collaboration plus ou moins fraternelle entre sociologues et historiens peut être féconde, c'est qu'à partir des hypothèses de travail qui avaient été formulées par les sociologues, vous pouvez continuer à travailler sur la vie religieuse dans les siècles passés de l'histoire française en renouvelant vous-même cette problématique.

Autre exemple, un point d'aboutissement qui est très récent, le livre de Monsieur Gérard BOUCHARD sur un village de Sologne aux 17^e et 18^e siècles. Grâce au curé qui tenait à peu près ses mémoires et grâce à une interrogation très serrée de toute la documentation qui concerne ce village, l'auteur arrive à la problématique suivante qui est à mon sens dans le droit fil de la recherche des sociologues dans leur premier temps. Quel est le rôle du clergé et de la vie religieuse dans l'équilibre social que représente une communauté villageoise d'Ancien Régime ? Les éléments extraits de l'histoire économique et sociale prouvent à

satiété que c'était une communauté accablée par le système seigneurial, par la mauvaise qualité de ses sols, par une surmortalité exceptionnelle. Le phénomène religieux n'apparaît pas comme on serait tenté de le penser, comme une simple compensation. C'est beaucoup plus compliqué, car dès l'instant où clergé et fidèles ne s'entendent pas, l'équilibre est meilleur que s'ils s'entendent. Des combats sont incessants entre les fidèles qui veulent maintenir la vieille conception médiévale de leur religion, soit tout ce que le curé lui-même appelait superstitions, processions, pèlerinages inutiles... Ces Solognots étaient attachés à cette forme de vie religieuse condamnée par le Concile de Trente, que le curé était chargé de faire disparaître et qu'ils ont maintenus bon an, mal an, jusqu'à la veille de la Révolution. Les grands problèmes posés par la pratique religieuse ne sont pas simplement de savoir s'il faut compter les fidèles et s'il y a beaucoup de pascalisants ou non ; les historiens ont à comprendre ce que signifie la déchristianisation, pourquoi elle s'est produite et quel équilibre social en résulte ; ce qui n'est pas une notion d'historien de 1900, mais d'historien frotté de sociologie qui ne cesse de se poser le problème des rapports entre les différents groupes sociaux à l'intérieur d'une société globale.

Ainsi, le transfert que les sociologues ont amené les historiens à faire n'est pas un simple transfert thématique, il ne porte pas seulement sur les hypothèses plus ou moins récupérables suivant l'état des archives ; il porte sur ce que les sociologues appellent les paramètres, les variables, c'est-à-dire les éléments explicatifs, qui peuvent introduire dans notre compréhension des sociétés passées les données sur lesquelles les historiens n'avaient pas encore réfléchi. Autrement dit, les sociologues ont obligé les historiens à un effort d'imagination et leur ont rendu un énorme service ; car si l'imagination n'a pas de place dans la vie scientifique des historiens, nous risquons de devenir d'horribles rabâcheurs. Et si les historiens cherchants ne font pas ce chemin, il n'y a pas de raison que d'autres le fassent pour eux.

Ce qui m'amène à mon deuxième point, les apports méthodologiques. Le renouvellement de l'histoire est en marche. Même les historiens que j'appellerai néo-positivistes, style Roland Mousnier, ne peuvent pas être des historiens comme il y a 50 ou 70 ans. A partir du moment où les historiens s'efforcent de comprendre le collectif, à la mode des sociologues, où ils s'efforcent d'appréhender des groupes sociaux et d'analyser ces groupes sociaux, ils se trouvent aux prises avec des problèmes qui n'étaient évidemment pas posés lorsque Langlois et Seignobos écrivaient leur fameux traité sur la méthode historique, s'attachant essentiellement à définir la critique du document.

Je ne dis pas que cette méthode soit à mettre au panier ; un certain nombre d'errements lisibles aujourd'hui tiennent précisément au fait que les historiens néophytes ont mal résisté au prestige des grands nombres et se sont dispensés dans bien des cas de la critique du document, parce que ce document était chiffré. Il y a un prestige

étonnant du chiffre : lorsque dans un document ancien figurant des listes avec des nombres en face des noms, l'historien ne fait pas le même effort que face à un discours ; et c'est dommage. La méthode traditionnelle garde toutes ses vertus et doit continuer à être pratiquée. Il n'en reste pas moins que les historiens prenant en charge des objectifs différents de ceux qui étaient de mise à la fin du 19^e siècle, se trouvent aux prises avec des masses documentaires énormes qu'ils ne peuvent pas exactement traiter comme les sociologues. Ce sont des inventaires après décès, des procédures, des délibérations de conseils communaux ou autres ; tout cela à appréhender solidement pour écrire une histoire sociale nouvelle.

La fameuse règle de l'exhaustivité, une des chartes de Langlois et Seignobos, est morte ; les historiens vont prendre chez les sociologues des méthodes qui ne leur appartiennent pas primitivement, et qu'ils vont adapter ; essentiellement à mon sens les méthodes du sondage et de l'échantillon. D'ailleurs la règle de l'exhaustivité n'a pas toujours été respectée par les savants prédécesseurs, et je ne suis pas tout à fait convaincu que épistémologiquement parlant, elle ait pleine valeur. Ce que nous appelons exhaustif finalement, c'est ce qui reste dans des archives, c'est-à-dire un faux exhaustif. Les archives ne sont pas des monuments qui ont été particulièrement soignés, en tout cas en France ; bien souvent ce qui est donné par les archives est résiduel avec des lacunes affreuses qui gênent beaucoup le chercheur, dès l'instant où il est parti avec en tête un problème sans se soucier de ce qu'il pourrait trouver dans les archives. Donc il y a matière à discussion sur la règle de l'exhaustivité telle qu'elle était appliquée autrefois. Il n'empêche que si vous voulez reconstituer, disons le niveau de vie de la bourgeoisie chartraine au 17^e siècle, Chartres n'étant qu'une petite ville de moins de 20.000 habitants, vous ne pouvez pas espérer sur un demi-siècle, manipuler tous les inventaires, tous les contrats de mariage, tous les actes notariés qui concernent cette bourgeoisie et qui ont été conservés aux archives départementales de l'Eure-et-Loir. Donc il faut faire un choix. Il y a là toute une propédeutique qui devrait faire partie, à mon sens, de l'enseignement historique dans les universités à l'heure actuelle. Les sociologues nous ont rendu un énorme service, car ils pratiquent le sondage depuis bien longtemps. Ils nous ont montré l'efficacité de la méthode ; il faut prouver aux historiens que le sondage au dixième est bon ; ou encore un sondage systématique au hasard. Lui faire admettre qu'un sondage systématique au hasard est meilleur qu'une tentative exhaustive qui va demander 25 ans de travail, n'est pas facile. Cependant la partie est gagnée dans la mesure où les historiens ont compris précisément qu'ils ne peuvent pas faire à la fois de l'histoire sociale et prétendre voir toutes les sources qui pourraient être utiles pour définir une population déterminée.

Deuxième exemple de méthodes transférées de la sociologie à l'histoire, l'échantillon. Construire un échantillon de population, lorsqu'on ne veut pas s'enfermer dans une classe sociale déterminée, est

une démarche tout à fait légitime dans la mesure où nous avons toujours besoin de reconnaître ce qu'ont été les sociétés globales et leurs transformations. Construire un échantillon de population, c'est une technique si l'on veut, (sans connotation péjorative). Il faut d'abord avoir fait un recensement quantitatif pour connaître quelle est la répartition globale de cette population par catégories socio-professionnelles, de même que la répartition géographique de cette population. Mais ensuite lorsque vous avez la grille générale, vous allez pouvoir construire un échantillon exactement comme un sociologue. J'ai été très frappé d'ailleurs de constater que dans ce domaine et dans ces discussions de couloirs, de rencontres plus ou moins fortuites, que nous pouvons avoir entre historiens, ce qui a le plus persuadé nos collègues de bonne volonté, que la pratique de l'échantillon était une pratique valable, ce sont les élections présidentielles et les référendums qui sont le fait de la V^e République depuis une quinzaine d'années : c'est-à-dire l'opération qui est mise en place par les instituts spécialisés qui permet d'avoir les résultats à peu près une demi-heure ou une heure après la clôture du scrutin, grâce à la construction d'un échantillon. Ce ne sont pas les seuls sociologues qui ont persuadé les historiens dans ce domaine, ce sont aussi les pratiques de ces grands instituts qui ont l'habitude de construire des échantillons de ce genre. Il est parfaitement plausible aujourd'hui de faire travailler de jeunes historiens en leur faisant construire un pré-échantillon ; en le mettant à l'épreuve pendant 3 ou 6 mois et en faisant construire ensuite l'échantillon définitif sur lequel se fera la recherche proprement dite. C'est à mon sens un pas en avant qui est réalisé par la grâce des sociologues et des transferts qui peuvent ainsi s'établir de la sociologie à l'histoire.

Reste un autre exemple, mais je le présenterai avec prudence, car il pose de gros problèmes. C'est l'analyse de contenu. L'exemple n'est pas bon, non par la faute des sociologues, mais par la faute des linguistes. La linguistique à l'heure actuelle, est en train de proliférer et d'autre part de se sectariser, si je puis dire, de telle sorte qu'il est extrêmement gênant de parler d'analyse de contenu avec des linguistes. Si vous n'êtes pas de la bonne école ou si vous n'avez pas compris la bonne école, il est bien entendu que vous êtes bon à jeter au panier. Je ne ferai donc état que de l'intention. L'historien analyse les textes suivant une méthode qui est une méthode intuitive pour une part et thématique pour une autre part. Ce qui est thématique, c'est le contenu du discours ; l'historien s'intéresse à ce qui est dit. Ce qui est intuitif, lorsque l'historien a une intelligence assez déliée, c'est de trouver ce que le discours ne dit pas, mais par des méthodes qui relèvent de l'intuition déductive et d'une imagination toujours en mouvement. Exemple, ce que dit Marc BLOCH dans certaines pages des « *Rois thaumaturges* », 1924, ce que dit Lucien FEBVRE dans la dernière partie de « *La religion de Rabelais et le problème de l'incroyance au XVI^e siècle* ». Tout cela est présenté de façon fort intelligente, mais encore une fois, par petites touches successives non systématisables.

Il est bien entendu qu'une méthode d'analyse du discours qui soit linguistique, permet de retrouver de façon beaucoup plus sûre les tics du discours, ses fréquences notionnelles beaucoup mieux que par une analyse au fil des phrases telle que la pratique l'historien d'habitude. Soit l'exemple de Madame ROBIN, l'analyse des cahiers de doléances de Semur-en-Auxois. Son ouvrage a été publié il y a quelques années, sous un titre abusif d'ailleurs : « *La société française à la veille de la Révolution : Semur-en-Auxois* ». C'est une étude sur le bailliage de Semur-en-Auxois et essentiellement les cahiers de doléances. Madame Robin s'est attaquée aux cahiers de doléances primaires. Mais comme elle a une passion pour la linguistique, elle a utilisé des méthodes qui sont partiellement des méthodes de linguiste, tout au moins de sémantique. L'analyse du vocabulaire se fait par la mise en place de ce vocabulaire sur des grilles. Madame Robin analyse la fréquence des mots dans différents cahiers de doléances primaires. Ce qui permet de souligner une de ses conclusions. Lorsque ces cahiers de doléances sont habituellement lus par des spécialistes qui cherchent à définir ce qu'était l'esprit public à la veille de la Révolution, ils disent que, au fond, les Français en 1789 ne pensaient pas à la Révolution ; le terme même de Révolution ne se trouve nulle part dans les cahiers ; or Madame Robin vous prouve le contraire ; certes les paysans de Semur-en-Auxois ne parlent pas de Révolution. Seulement ils veulent l'abolition de tout le régime seigneurial ; droit après droit, l'abolition de la dîme, des relations de dépendance entre seigneurs et paysans, vous faites la somme et vous vous apercevez que cela vaut bien une révolution ; par conséquent vous pouvez utiliser cette méthode et arriver à des conclusions qui sont tout de même un peu plus solides et un peu plus sûres que ce que j'appelle l'analyse intuitive et thématique du discours.

Pour finir, je voudrais poser le problème qui est sous-jacent à l'interrogation de l'organisateur de ce colloque. Est-ce que les deux métiers se rejoignent ? Et s'ils ne se rejoignent pas, pourquoi ?

Je dirai volontiers que *in abstracto* les deux métiers peuvent se rejoindre sur l'objet, c'est-à-dire qu'ils étudient des sociétés humaines. Les uns dans le présent, les autres dans le passé. C'était un des aspects de la vieille polémique des années 1900 à 1914 qu'a rappelée Monsieur Busino tout à l'heure. Seulement c'est une distinction très artificielle. Car l'étude d'un sociologue qui a travaillé sur le loisir dans la ville d'Annecy, dans les années 1950, publiée à l'heure actuelle, est devenue de l'histoire. Mais les choses sont évidemment un peu plus compliquées que cela. Dans la pratique et dans la pratique universitaire française telle qu'elle a été évoquée d'ailleurs tout à l'heure fort justement en une seule phrase, il n'est pas possible qu'historiens et sociologues se rejoignent dans l'instant. Pour des raisons qui tiennent aux susceptibilités personnelles et pour des raisons qui sont idéologiques. Il y a dans les écoles sociologiques françaises un préjugé antihistorique

que j'appellerai volontiers anti-marxiste. Ils ont l'impression que faire entrer dans leur schéma un processus historique, c'est donner raison à des explications marxiennes, marxistes ou marxisantes. Puis joue l'attachement à des faisceaux de pratiques divergents. Un sociologue travaille avec des préambules du style « *ceteris paribus* » ; je prends une variable et je suppose que les autres ne bougent pas. Et de voir ce que donne cette variable. Un historien fondamentalement ne peut pas faire cela. Il ne peut jamais dire « *ceteris paribus* », parce qu'il sait que toutes les variables bougent à la fois. Et à partir de ce moment, s'introduit la divergence. Un exemple personnel, j'ai participé, il y a quelques années à un grand rassemblement qui se tenait à Royaumont, où les sociologues m'avaient invité à parler éventuellement du loisir dans l'histoire. Il y avait là Lazarsfeld d'ailleurs, qui était d'une agressivité invraisemblable. Il fallait dans l'instant lui dire ce qu'était le loisir dans la France de François I^{er}. Les mêmes disciples de Lazarsfeld, un beau jour vous écrivent : « Qu'est-ce que tu penses du temps de travail dans la France du XVIII^e siècle ? ». Dans l'instant rien, car je n'ai pas toutes les archives de France dans la tête ni un petit ordinateur pour répondre. Mais il y a aussi quelque chose de plus. La supériorité des sociologues sur les historiens est, je crois, dans l'analyse logicienne. Trop longtemps, les historiens ont raisonné avec des catégories trop faibles. Ne serait-ce que la fameuse catégorie médiévale « *post hoc propter hoc* ». Elle ne vaut pas cher, mais il faut bien reconnaître que dans certains cas, elle est encore employée avec délectation. Elle a un sens dans l'événementiel politique, c'est sûr. Elle a moins de sens dans le domaine social et économique ; et moins encore dans le domaine des psychologies collectives. Mais de toute façon, les sociologues ont l'habitude — et c'est l'entraînement même du formalisme logicien qui l'implique — de décomposer des problèmes beaucoup mieux que ne savent le faire les historiens habituellement. Décomposer les problèmes en un certain nombre de variables, mettre les variables en place, les unes par rapport aux autres, les doter d'ailleurs de coefficients d'importance éventuellement. Et les aligner de telle sorte que lorsqu'ils sont au bout de leurs recherches, ils peuvent aboutir à des conclusions qu'ils croient solides ; d'autant plus qu'ils ont commencé par analyser le problème avec plus de rigueur logicienne. Parmi les variables il y en a une qui s'appelle la variable « *temps* ». Pour beaucoup de sociologues, la variable temps n'est jamais qu'une variable parmi d'autres. Vous l'ajoutez à d'autres, vous la mettez ou vous ne la mettez pas dans votre tableau, vous jouez sur elle ou non. Sur ce plan il y a un malentendu grave. L'historien considère que le temps est irréversible, et ne peut pas se manipuler comme d'autres variables ; d'autre part, le temps est créateur. La durée crée des situations différentes et qui ne se répètent pas. Par conséquent nous analysons, historiens, des continuités, des permanences, et aussi des discontinuités et des disfonctions, mais nous les analysons dans cette perspective selon laquelle il n'y a pas de retour en arrière ; tout ce qui est né du temps ne se refait pas, ni ne se répète ; mais entraîne des modifications plus ou moins



fondamentales sur lesquelles il n'est pas possible de revenir. Alors que le jeu sur la variable temps laisse entendre que variable comme les autres, elle peut parfaitement non seulement être mise entre parenthèses, mais d'autre part ne doit pas être survalorisée ; il y a survalorisation du temps chez les historiens, d'une façon très légitime.

C'est là un débat ouvert, ou plus exactement sous-jacent, car finalement les discussions entre sociologues et historiens en France ne sont pas tellement vivantes, pas plus que les discussions entre historien économistes et spécialistes d'économie politique. Mais c'est bien aussi un des traits caractéristiques de la vie universitaire française.

R. MANDROUX.

LA VALEUR HISTORIQUE DES TRADITIONS ORALES.

Les traditions orales — qu'on peut définir avec J. Vansina comme « tous les témoignages oraux concernant le passé qui se sont transmis de bouche en bouche (') » — sont non seulement des sources capitales pour l'histoire des peuples sans écriture, mais encore des sources importantes à l'origine de nombreux documents écrits de l'antiquité et du haut moyen âge.

Les historiens positivistes estimaient jadis que les traditions orales, fondées sur la mémoire des hommes, ne peuvent être, du fait des altérations et des falsifications qu'elles subissent de génération en génération, considérées comme authentiques.

La position de Ch.-V. Langlois et Ch. Seignobos, dans leur célèbre *Introduction aux études historiques*, est claire à ce sujet :

« Toute affirmation de seconde main n'a de valeur que dans la mesure où elle reproduit sa source ; tout ce qu'elle y ajoute est une altération et doit être éliminé ; de même toutes les sources intermédiaires ne valent que comme copies de l'affirmation originale issue directement d'une observation. La critique a besoin de savoir si ces transmissions successives ont conservé ou déformé l'affirmation primitive ; surtout si la tradition recueillie par le document a été *écrite* ou *orale*. L'écriture fixe l'affirmation et en rend la transmission fidèle ; au contraire l'affirmation orale reste une impression sujette à se déformer dans la mémoire de l'observateur lui-même, en se mélangeant à d'autres impressions ; en passant oralement par des intermédiaires elle se déforme à chaque transmission, et comme elle se déforme pour des motifs variables, il n'est pas possible ni d'évaluer ni de redresser la déformation.

» La tradition orale est par sa nature une altération continue : aussi dans les sciences constituées n'accepte-t-on jamais que la transmission écrite. Les historiens n'ont jamais de motif avouable pour procéder autrement, tout au moins lorsqu'il s'agit d'établir un fait particulier. Il faut donc rechercher dans les documents écrits les affirmations venues par tradition orale pour les tenir en suspicion...

(1) J. VANSINA, *De la tradition orale. Essai de méthode historique*, dans *Annales du Musée Royal de l'Afrique Centrale*, série in-8°, *Sciences humaines*, n° 36 (Tervuren, 1961) p. 1.

» La forme la plus frappante de tradition orale est la *légende*. Elle se produit dans les groupes d'hommes qui n'ont pas d'autre moyen de transmission que la parole, dans les sociétés barbares, ou les classes peu cultivées, paysans, soldats. C'est alors *l'ensemble* des faits qui est transmis oralement et prend la forme légendaire. Il y a à l'origine de chaque peuple une période légendaire : en Grèce, à Rome, chez tous les peuples germaniques et slaves, les souvenirs des plus anciens du peuple forment une couche de légendes. Dans les époques civilisées le peuple continue à avoir sa légende populaire sur les événements qui le frappent. La légende, c'est la tradition exclusivement orale ⁽²⁾. »

Ch.-V. Langlois et Ch. Seignobos estiment qu'il faut se garder de traiter la légende comme un alliage de faits exacts et erronés, d'où l'on pourrait par analyse dégager des « parcelles » de vérité historique. Selon eux, la légende forme un bloc où il y a éventuellement peut-être l'un ou l'autre fait exact qu'on peut analyser en ses éléments ; mais on n'a aucune possibilité de discerner s'ils proviennent de la réalité ou de l'imagination. On se trouve, suivant l'expression de Niebuhr, devant « un mirage produit par un objet invisible, suivant une loi de réfraction inconnue ».

Pour Ch.-V. Langlois et Ch. Seignobos, le procédé d'analyse le plus naïf consiste à rejeter dans la légende les détails qui semblent miraculeux, contradictoires ou absurdes, et à tenir pour historique le résidu raisonnable. C'est de cette manière que les protestants rationalistes du XVII^e siècle ont traité les récits bibliques. On pourrait dès lors amputer le merveilleux d'un conte de fées en supprimant le Chat Botté pour faire du marquis de Carabas un personnage historique. Un autre procédé d'analyse, non moins dangereux, consiste à comparer diverses légendes pour en tirer un fond historique commun. En fait, il est impossible de tirer d'un récit légendaire, par quelque procédé que ce soit, aucun renseignement sûr. Il faut donc se résigner à considérer la légende comme le produit de l'imagination d'un peuple ; il sera légitime d'y rechercher les conceptions du peuple, mais non les faits extérieurs auxquels il a assisté. Il faut, en conclusion, rejeter toute affirmation d'origine légendaire.

Avant la seconde guerre mondiale, plusieurs historiens traitent de la valeur des traditions orales dans l'antiquité classique. Ils estiment généralement que celles-ci contiennent un fond de vérité historique, mais qu'elles ne peuvent être considérées comme authentiques que lorsqu'elles sont corroborées par des découvertes archéologiques ou par des données linguistiques.

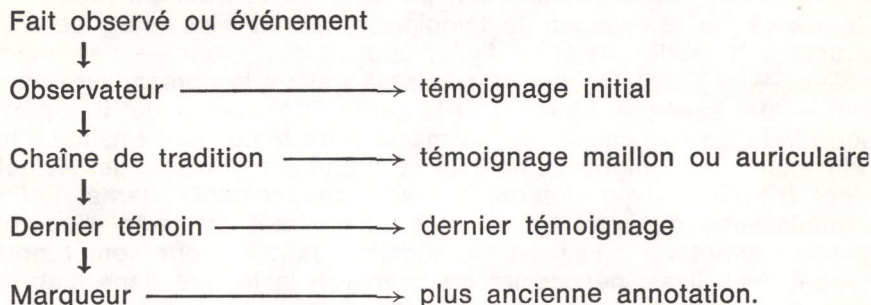
(2) Ch.-V. LANGLOIS et Ch. SEIGNOBOS, *Introduction aux études historiques*, 5^e éd. (Paris, 1902), pp. 152-154.

Après la seconde guerre mondiale, des historiens anglo-saxons — notamment J.D. Fage et R. Oliver — s'intéressent aux traditions orales des peuples sans écriture. Ils mettent toutefois, en doute leur crédibilité aussi longtemps qu'elles ne sont pas confirmées par d'autres sources historiques.

J. Vansina ouvre une voie nouvelle dans ce domaine de la recherche historique en étudiant les caractères propres de la tradition orale, principale source historique qui permette la reconstitution du passé des peuples sans écriture, et en élaborant une méthode destinée à en examiner la véracité dont nous allons présenter ici les idées maîtresses.

J. Vansina remarque d'abord que toutes les sources orales ne sont pas des traditions orales. Il écarte les *rumeurs*, sources orales transmises de bouche en bouche concernant des nouvelles d'actualité, et les *témoignages oculaires* déposés oralement qui ne ressortent pas du domaine de la tradition parce qu'ils ne sont pas rapportés. « La tradition orale ne comprend que des témoignages auriculaires, c'est-à-dire des témoignages qui communiquent un fait qui n'a pas été constaté et enregistré par le témoin lui-même, mais qu'il a appris par ouï-dire ⁽³⁾ . »

J. Vansina schématise comme suit la relation entre le fait observé et l'annotation de la tradition orale :



Pour J. Vansina, le rôle du témoin transmettant le témoignage verbal est capital. En effet, le témoin conditionne véritablement le témoignage qui comprend le référent, c'est-à-dire la ou les traditions rapportées, et les additions personnelles. La relation entre le témoignage et le référent est évidemment essentielle puisque sans elle il n'y aurait pas de tradition orale. L'existence de variantes d'un témoignage est lié à la verbalité de celui-ci. Toutefois, il faut encore déterminer si les variantes relèvent du même témoignage ou constituent deux témoignages différents. La relation d'un témoignage à la tradition est également affectée par la manière de témoigner (par exemple, il ne faut jamais suggérer la réponse par la question).

(3) J. VANSINA, *op. cit.*, p. 23.

Toutes les traditions orales ne sont pas transmises de la même façon : elles peuvent s'opérer suivant des règles bien déterminées ou être entièrement laissées au hasard : 1°) certaines sociétés confient à des personnes déterminées qui utilisent souvent des moyens mnémotechniques (objets matériels, chants et rythmes de tambour) — la transmission des traditions de manière à conserver le témoignage initial aussi fidèlement que possible (fonctionnaires chargés de réciter l'histoire dans les cours de la plupart des souverains africains à l'occasion de manifestations publiques) : l'historien peut, dans ce cas, annoter les traditions orales dans d'excellentes conditions ; 2°) le contenu d'une tradition peut être altéré par les divers témoins auriculaires de la chaîne ; les déformations découlent toutes de l'oubli (perte de mémoire, oubli des circonstances explicatives) ; les effets de ces déformations sur le dernier témoignage peuvent être estimés avec une certaine précision (par exemple, en comparant les témoignages qui relèvent d'une même tradition).

Le premier but de l'historien qui veut appréhender la réalité du passé des peuples sans écriture est, selon J. Vansina, la compréhension du témoignage étudié. Il cherchera d'abord à reconnaître les caractères propres au témoignage, c'est-à-dire son caractère volontaire ou involontaire, la signification qui y est attachée (*tradition officielle* — sujette à des déformations à but politique — et *tradition privée* — où l'influence du témoin sur le témoignage paraît plus marquée —), sa structure formelle (*tradition figée*, apprise par cœur — par exemple, poème — et *tradition libre*, transmise à travers la personnalité du conteur — par exemple, récit —) et le genre littéraire auquel il appartient, son mode de transmission et la manière de témoigner. Ensuite, l'historien examinera soigneusement la structure du témoignage — notamment les règles qui déterminent son agencement interne. Enfin, la connaissance du sens littéral et du sens réel du texte d'un témoignage permet de saisir sa signification exacte. Pour comprendre le sens littéral, il est nécessaire de connaître la langue dans laquelle la source est rédigée ; pour appréhender le sens réel, il est nécessaire de connaître la culture de la société dont le témoignage est un produit. Dès lors, l'historien doit posséder une solide formation en linguistique et en anthropologie culturelle ou se fonder, si c'est possible, sur les travaux des linguistes et des anthropologues.

« Le témoignage, selon J. Vansina, n'est qu'un mirage de la réalité dont il rend compte. Dans une tradition orale, le premier témoin déforme la réalité volontairement ou involontairement. Il n'en perçoit déjà qu'une partie et il attribue une signification à ce qu'il voit. Son témoignage est empreint de sa personnalité, coloré par ses intérêts et compris à l'intérieur d'un cadre de référence de valeurs culturelles. Les témoins de la chaîne, y compris le dernier témoin, eux altèrent et déforment ce premier témoignage sous l'influence des mêmes facteurs : leurs inté-

rêts et les intérêts de la société, les valeurs culturelles et leur propre personnalité (4). »

L'historien cherche à reconnaître dans le témoignage la réalité observée et les déviations possibles avec les raisons qui les ont fait apparaître (par exemple, on constate que l'exaltation de certains rois Kuba amène à exagérer leurs prouesses et à passer sous silence leurs échecs). S'il est généralement impossible de donner la preuve absolue de la déformation du témoignage, il existe, cependant, des présomptions plus ou moins fortes pour la discerner :

1°) L'influence de la *signification sociale* du témoignage se retrouve dans différentes parties de la tradition ; en effet, toute tradition n'existe comme telle que parce qu'elle sert les intérêts de la société dans laquelle on la conserve — c'est ainsi qu'une généalogie royale a pour fonction de donner un support et une règle de succession à l'institution de la royauté — ; en outre, le témoin qui récite une tradition a un intérêt personnel à sa conservation — c'est ainsi que les *abûru* du Rwanda, chargés de garder les traditions dynastiques officielles jouissent d'un statut spécial qui leur confère des privilèges et des pouvoirs politiques — ; pour atteindre un but déterminé, le témoin (observateur, témoin auriculaire, dernier témoin) peut altérer consciemment certains points de la tradition ; d'autre part, la société peut fausser insensiblement une tradition dans un certain sens parce qu'elle remplit sa fonction de cette manière ; si l'historien découvre des indices concrets de l'existence de buts et de fonctions définis, il pourra mettre en doute l'exactitude de certaines affirmations.

2°) L'influence des *valeurs culturelles* — préjugés de la société généralement inconscients chez la plupart de ses membres — se retrouvent dans tout le témoignage ; elles font effectuer par l'observateur un choix parmi les événements observés et elles leur attribuent une signification ; elles déforment la chronologie et la perspective historique par l'entremise de concepts culturels courants ayant trait surtout à la mesure du temps — le temps est souvent divisé suivant des normes écologiques ou structurelles —, à la notion de vérité historique — c'est ainsi que, pour le Kongo, l'événement vrai est celui qui a été transmis par les ancêtres comme véridique, ce qui exclut l'application du sens critique aux traditions — et à la nature de l'évolution historique — par exemple, au Burundi, l'histoire est cyclique : elle perdure et recommence de roi en roi : après un Mwaambutsa arrive un Ntare, puis un Mweesi et enfin un Mutaaga suivi d'un nouveau Mwaambutsa ! — ; enfin, par l'idéalisation du témoignage, les valeurs culturelles le transforment en exemple ; chaque société émet des jugements de valeur au sujet du comportement des personnes et déforme les traditions de manière à ce qu'elles reflètent des types idéaux — c'est ainsi qu'au Burundi chaque conquête est attribuée à un Ntare, roi conquérant par excellence.

(4) J. VANSINA, *op. cit.*, p. 69.

3°) L'influence de la *personnalité du témoin* s'exerce sur le témoignage en entier ou seulement sur des parties du témoignage ; si la tradition est figée ou contrôlée, la personnalité du témoin ne peut pas la déformer ; l'inverse se produit si la tradition est libre : si, dans une chaîne de tradition, chaque témoin auriculaire crée de nouvelles variantes, le témoignage original peut disparaître complètement ; l'historien peut retrouver les déformations par la comparaison des versions du dernier témoin, ou par la comparaison de différents récits descendant d'un même témoignage.

J. Vansina étudie ensuite le poids que peut avoir un témoignage pour établir un fait historique. Il souligne que la valeur d'un témoignage est toujours relative. L'historien doit examiner avec soin les indices disponibles pour reconnaître la qualité de l'information du premier témoin et la continuité ou la discontinuité de la chaîne de transmission. La comparaison des témoignages permet de mieux appréhender leurs rapports avec des événements dont ils ont conservé la trace ; la comparaison des témoignages — si possible entre sources orales et autres sources historiques — permet de contrôler et de compléter les données obtenues antérieurement. Par exemple, la comparaison des traditions orales avec des sources écrites du XIX^e siècle permet souvent d'avoir une idée plus juste non seulement des événements eux-mêmes mais encore de leur perspective historique.

« Les sources écrites, constate J. Vansina, sont le fait d'étrangers qui tout en étant parfaitement conscients de l'importance historique de leur arrivée, ne se rendent pas suffisamment compte de l'incidence et des prolongements de cet événement. Les traditions, elles, reflètent le point de vue autochtone et décrivent bien ce que signifie pour la société l'intrusion des étrangers, mais elles ne se rendent pas souvent compte des changements que l'arrivée des Européens allait entraîner pour eux. La comparaison des deux sources permet alors de compléter l'image et d'arriver à une vue plus globale des événements. Ainsi une mission protestante explique qu'une dispute avait eu lieu entre un roi kuba et son fils qui était protestant. Peu après, une révolte éclata et la mission fut brûlée. La tradition précise que ce fils voulait déposséder le roi avec l'aide des missionnaires. Comme la succession y était matrilineaire il ne pouvait en aucun cas succéder à son père. Ses prétentions étaient non seulement rebelles mais elles signifiaient une altération profonde des coutumes de la succession. Les missionnaires ne semblent pas avoir su que cet Etat était matrilineaire et ont soutenu le candidat parce qu'il était protestant. Le résultat fut finalement que le roi fit détruire la mission et qu'ainsi débuta une rébellion générale des Kuka contre l'Etat Indépendant ⁽⁵⁾. »

(5) J. VANSINA, *op. cit.*, p. 116.

J. Vansina dresse ensuite une typologie des traditions orales en les répartissant en cinq catégories, divisées, à leur tour, en sous-catégories et en types :

Catégorie	Sous-catégorie	Types
I. <i>Formules</i> (expressions stéréotypées)		<i>Titres</i> (désignent le statut d'une personne). <i>Devises</i> (donnent l'identité d'un groupe de population déterminé). <i>Formules didactiques</i> (proverbes, épi-grammes, devinettes). <i>Formules religieuses</i> .
II. <i>Poésie</i> (expression en forme fixe répondant par sa forme et par son contenu à une préoccupation esthétique).	<i>Officielle</i> (traduit le comportement que la société désire imposer à ses membres). <i>Privée</i> (traduit l'expression de sentiments personnels).	<i>Poésie historique</i> (souvent composée à des fins de propagande). <i>Poésie panégyrique</i> (composée d'une série de lieux communs traduisant les idéaux utilisés à l'époque de la rédaction). <i>Poésie religieuse</i> (caractérisée par son caractère ésotérique). <i>Poésie individuelle</i> (composée pour donner libre cours aux sentiments de son auteur).
III. <i>Listes</i> (généralement sources officielles dont le but est la défense d'intérêts politiques, économique et sociaux).		<i>Noms de lieux</i> (sources principales pour l'étude des migrations). <i>Noms de personnes</i> (énumérations ou généalogies, c'est-à-dire trame idéologique qui explique toutes les relations sociales et politiques).
IV. <i>Récits</i> (témoignages rédigés en forme libre, c'est-à-dire en prose).	<i>Historiques</i> (sources officielles chargées d'une intention historique).	<i>Universels</i> (l'histoire universelle d'un peuple est souvent confondue avec celle de la famille dirigeante). <i>Locaux</i> (histoire de clan ou de village). <i>Familiaux</i> (histoire de groupes de descendance).

	<i>Didactiques</i> (témoignages dont le but est d'édifier et où l'on cherche à expliquer l'univers, la culture et la société). <i>Esthétiques</i> (témoignages qui visent à charmer les auditeurs). <i>Personnels</i> (témoignages dont le but est généralement d'accroître le prestige du narrateur).	<i>Mythes</i> (interprétation des rapports entre la nature et le surnaturel). <i>Récits étiologiques</i> (explication de l'univers, de la culture et de la société, sans faire appel à des facteurs religieux). <i>Esthétiques</i> (épopée, légende, conte fabuleux). <i>Souvenirs personnels</i> (généralement époque pas très lointaine du passé).
V. Commentaires (brèves sources accessoires à d'autres sources).	<i>Juridiques</i> (traditions fournissant des directives pour la solution de problèmes juridiques). <i>Auxiliaires</i> (témoignages permettant de comprendre des sources figées). <i>Sporadiques.</i>	<i>Précédents</i> (décisions antérieures concernant des questions juridiques, institutionnelles ou de procédure). <i>Explicatifs</i> (destinés à éclairer des parties incompréhensibles d'un autre témoignage). Notes occasionnelles (informations didactiques accessoires).

Les structures de chaque société conditionnent l'existence même des traditions orales : la structure politique fluide et changeante du Burundi n'a pas favorisé l'éclosion de l'histoire ; l'organisation militaire féodo-vassalique du Rwanda s'est efforcée, en revanche, d'exalter et de justifier juridiquement le pouvoir royal. « Mais il y a plus, constate J. Vansina. En l'absence d'institutions il n'y a pas de traditions. Chaque culture a donc choisi l'histoire qui correspond à sa structure et les connaissances historiques qu'on peut acquérir par l'étude de ces traditions s'inscrivent dans un cadre restreint, celui que la société s'est fabriqué. C'est dire quelles sont les limitations de la tradition. Seules les traditions populaires échapperont à ce cadre. Mais elles fournis-

sent malheureusement des données dissociées et qui, très souvent, ne permettent pas de remonter fort loin. La seule exception se compose des chansons et des proverbes. Et encore, les commentaires explicatifs de ceux-ci sont souvent très mal transmis ⁽⁶⁾. » Dès lors, la tradition orale permettra surtout de retrouver l'histoire d'Etats dotés d'une organisation politique.

L'historien des peuples sans écriture n'obtient donc à partir des traditions orales que des connaissances limitées. Il peut s'efforcer d'y pallier par l'utilisation d'autres sources historiques, comme les *documents écrits* et les *données fournies par l'archéologie* — qui concernent la culture matérielle et les migrations —, *par la méthode historico-culturelle* — qui procède au moyen de comparaisons de traits culturels communs pour établir des parentés de culture, mais qui dépasse rarement le stade de l'hypothèse et de la fantaisie —, *par la linguistique historique* — qui s'efforce d'établir un lien génétique entre les langues et les groupes linguistiques — *et par l'anthropologie physique* — qui détermine les différences et les affinités génétiques qu'on peut déceler entre les diverses populations —. En conclusion, selon J. Vansina, l'historien des peuples sans écriture tente, en utilisant des techniques critiques de probabilité — comme fait, du reste, tout historien —, de se rapprocher de la vérité historique. « Certes il atteindra dans certains cas des probabilités moins élevées que celles qu'on peut atteindre ailleurs, mais cela n'empêche pas que ce qu'il fait est valable et est de l'histoire ⁽⁷⁾. »

Pour recueillir des informations valables, l'historien doit connaître le milieu dans lequel se développent les traditions orales, c'est-à-dire posséder la langue et les principaux éléments de la culture du peuple étudié. Il effectuera ensuite des sondages pour retrouver les divers types de traditions, leurs caractéristiques et leurs modes de transmission. Il rassemblera alors systématiquement tous les témoignages concernant le passé de la société étudiée — y compris toutes les variantes dont la principale cause est la dispersion géographique —. Il opérera, cependant, avec rigueur et prudence pour consigner les traditions et évitera dans ses interrogatoires de suggérer au témoin des réponses de complaisance. « Il ne faut pas, souligne J. Vansina, que le témoin puisse voir si le témoignage intéresse ou n'intéresse pas le chercheur. S'il le voit il le déformera... On tentera d'être sympathique au témoin, mais impassible pour qu'il ne puisse pas deviner les sentiments réels du chercheur pendant la notation de son témoignage ⁽⁸⁾. » Enfin, pour consigner les traditions orales, l'historien utilisera des cahiers de notes, des croquis, des plans, des photographies, des enregistrements sonores et cinématographiques, et, éventuellement des

(6) J. VANSINA, *op. cit.*, p. 142.

(7) J. VANSINA, *op. cit.*, p. 155.

(8) J. VANSINA, *op. cit.*, pp. 165-166.

spécimens d'outils et de produits artisanaux. Tous ces matériaux se révéleront fort utiles dans l'élaboration de la synthèse historique.

La méthode de J. Vansina nous paraît pécher par trop d'optimisme. En effet, beaucoup de traditions orales semblent avoir été altérées.

Prenons ici deux exemples relatifs à des traditions orales qu'il est possible de comparer à des sources écrites.

Le premier est un récit zande recueilli en 1959 dans le territoire de Dungu, C.I. Doruma (chef Ukwatutu), groupement du notable Zegino, village du Capita Asala (lieu dit Diagbudu, parce qu'on y trouvait jadis du miel). Ce texte a été publié par nos soins en 1965 dans le *Bulletin des Séances de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer* (°).

Histoire du clan Diyo.

Nous avons ici quelques hommes du clan dit Diyo (10). Voici leur histoire. Un jour, un homme côtoyait une rivière à la recherche de termites qui planaient sur l'eau. Un moment donné, le chercheur de termites trouva une bête dont la tête était celle d'un homme et la partie inférieure tenait du poisson (*mama-ime*). Honteuse de ce qu'elle avait été vue par un homme, la bête sortit de l'eau pour venir fonder le clan Diyo.

Preuve : Un certain Liévin Bambutula, qui est un Diyo, montre aux gens incrédules ces bêtes trouvées jadis le long d'une rivière. Le même homme, dit-on, va de temps en temps passer toute la nuit sous l'eau (11).

Norbert Belepay.
Mai 1959.

Les sources écrites nous rapportent que le clan Dio, rameau aberrant des Mongbwandi, est arrivé du nord dans le courant du XVIII^e siècle et s'est mélangé avec des populations plus primitives. Pour A. de Calonne-Beaufaict, « Adio peut signifier : ceux d'aval par opposition à Auro, ceux d'amont, ou bien : ceux de l'eau, par opposition à Abèlè, ceux de la forêt. Ils étaient riverains du bas M'Bomu, voisins des Biasu, établis en aval. »

(9) P. SALMON, *Récits historiques Zande*, dans *Bulletin des Séances de l'Académie Royale des Sciences d'Outre-Mer*, nouvelle série, t. XI, fasc. 4 (Bruxelles, 1965), pp. 847-848, où l'on trouvera toutes les références bibliographiques concernant ce sujet.

(10) Dans les notes généalogiques des enquêteurs, nous avons trouvé le commentaire suivant : « Les Adio sont venus en aval de la rivière Welu ; ils sont nombreux dans la région de Diagbudu. »

(11) Note de M.P. De Schlippé : « Ils se fait fort de sortir le *mama-ime* de l'eau devant tout le monde si on lui donne une poule blanche avec deux œufs. »

D'après V.-H. Vanden Plas, « ce terme, qu'il faut transcrire phonétiquement *Adiyo*, n'est peut-être qu'un mot zande, qui se peut décomposer comme suit : *a* (pluriel), *dí* (rivière), *yo* (adverbe de lieu), litt. les-rivière-là, c'est-à-dire ceux-qui-sont-près-de-la-rivière, les riverains ».

Cette population est composée principalement de pêcheurs, mais aussi de forgerons et d'agriculteurs. Les Dio, riverains du Bomu, ont été en partie soumis et assimilés par les Zande. Ils sont actuellement dispersés dans tout le bassin de l'Uele. Toutefois, un important groupe de Dio, fuyant la domination des Vongara, remonta le Bomu jusqu'à ses sources, entra dans le bassin du Nil et s'installa au début du XIX^e siècle dans la vallée de Torè (sous-affluent du Nil par la rivière Yei). Ces Dio, devenus agriculteurs, forment aujourd'hui au Soudan un groupe zandéisé mais politiquement indépendant : les Makaraka (Makrakra, Mkraka) ou Zande-Bambo.

Nous voyons que dans ce récit, nous ne parvenons pas à retracer l'histoire du clan Diyo à l'aide de la tradition orale zande qui est purement légendaire. Seules les sources écrites nous permettent ici de cerner la réalité historique.

Deuxième exemple relatif à une tradition orale recueillie au Sohio entre 1688 et 1691 par le P. Andrea da Pavia, missionnaire capucin, sur les origines du christianisme au Congo. Ce texte a été publié par L. Jadin en 1970 dans le *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome* ⁽¹²⁾. Le P. Andrea da Pavia rapporte sans les rectifier les propos de Dom Antonio I Barreto da Silva, prince de Sohio, concernant Dom Afonso I^{er}, le grand roi chrétien du Congo.

À la fin du XVII^e siècle, la fête célébrée avec le plus d'apparat dans la principauté de Sohio, en dehors de celle du saint sacrement, est celle de l'apôtre saint Jacques. « Etant curieux, écrit le P. Andrea da Pavia, je demandai ensuite au prince comment fut instituée une telle solennité et comment elle a commencé. Il me répondit comme suit. Père, vous devez savoir que, lorsque les Espagnols arrivèrent pour implanter ici notre sainte foi, ils nous enseignèrent et prêchèrent cette fête de St-Jacques. Eux-mêmes la célébraient très solennellement. Dès que nous eûmes reçu la sainte foi, et nous avons été les premiers en cela, on commença à répandre partout le bruit que des hommes blancs étaient venus de pays lointains, enseignaient une très sainte manière de vivre, étaient de braves gens et autres choses semblables. Le duc de Sundi [futur roi Dom Afonso I^{er}] fut désireux de s'en informer. Il était fils du roi du Congo. Il vint voir ces hommes blancs, les écouta et les fréquenta. Ensuite, il se convertit, reçut le saint baptême, puis rentra

(12) L. JADIN, *Andrea da Pavia au Congo, à Lisbonne, à Madère. Journal d'un missionnaire capucin, 1685-1702*, dans *Bulletin de l'Institut historique belge de Rome*, t. XLI (Bruxelles-Rome, 1970), pp. 452-454.

dans son pays. Comme les grâces du saint baptême produisaient dans ce prince des effets de singulière piété, il commença à conseiller au roi, son père, de faire de même. Il lui envoya donc continuellement des ambassadeurs, pour l'informer que l'état dans lequel vivait le roi était très mauvais et lui dire de se décider à adopter ce que prêchaient les hommes blancs. Le roi ne fit aucun cas des avis si affectueux du duc, son fils. Bien au contraire, il le menaça. Finalement, voyant qu'il ne pouvait rien faire, le fils se décida à aller en personne [à *banza* Congo] avec beaucoup de ses gens, avec l'intention de tuer le roi, s'il n'acceptait pas ses conseils. C'est ce qui arriva. Marchant à la tête d'une grande armée qui lui était très fidèle, il vint auprès de son père et lui parla tout d'abord de diverses affaires. Il le vit aussi en particulier et lui dit que les hommes blancs arrivaient prêcher. Quand le roi entendit encore ces propos, il se fâcha et se mit à menacer son fils. Voyant la pertinacité de son père, le duc de Sundi s'écria : saint Jacques, aide-moi. En même temps, il dégaina son épée, coupa la tête du roi et le tua en invoquant saint Jacques. Les gens racontent qu'ont vit le saint dans les airs et je peux bien le croire, car ils le décrivent bien. Quand son père eut été tué, le duc se rendit maître de tout le royaume et fut acclamé par tous comme roi. Après ce coup d'Etat, il se rendit également chez sa mère. Il la trouva devant une idole, à laquelle elle recommandait son époux, le roi. A cette vue, ce fils pieux lui dit : O mère très aimée, vous vivez toujours dans les tromperies de ces faux dieux ? Abandonnez désormais ces choses abominables et adoptez tout ce que nous prêchent ces hommes blancs envoyés du ciel ! Ils nous enseignent le vrai moyen de nous sauver. Il ajouta d'autres paroles et saints propos. Sa mère lui répliqua : Je te dis, mon fils, maintenant et une fois pour toutes, que je suis née païenne et veux mourir païenne. Ayant entendu cette décision, son fils n'ajouta rien et lui trancha la tête d'un seul coup. Par la mort de ses père et mère, Dom Afonso donna la vie aux autres. Plus tard, il envoya des ambassadeurs à Rome, pour dire qu'il désirait établir la sainte foi dans notre royaume. Il ordonna ensuite de célébrer dans ses Etats, avec toute solennité, la fête de St-Jacques, non seulement pour le bienfait reçu par son royaume, mais aussi pour y avoir introduit ce jour-là notre sainte foi. »

Cette tradition orale ne concorde pas avec les nombreuses sources écrites que nous possédons sur les origines du christianisme au Congo. Elle recèle plusieurs erreurs : elle confond les Portugais avec les Espagnols ; elle ignore que Dom Afonso ne s'est rendu à *banza* Congo qu'après la mort de son père Dom João I^{er} en 1506 pour y combattre victorieusement son frère Panzu resté païen ; elle fait intervenir un élément miraculeux — l'apparition de saint Jacques dans les airs — ; elle ignore que la reine Eléonore, mère de Dom Afonso I^{er}, baptisée en 1491, resta toujours chrétienne ; elle présente, enfin, un double crime comme une action d'éclat !

« Il est curieux, comme le remarque L. Jadin, de constater cette étape de l'évolution de la tradition orale. Contre tout fondement histo-

rique, elle continua progressivement à infliger un sort toujours plus cruel à cette reine Eléonore. Selon des versions du XVIII^e siècle reprises par plusieurs Capucins et répétées encore au XIX^e siècle, cette reine aurait été enterrée vivante sur les ordres de son fils, le pieux Afonso, parce qu'elle aurait refusé de renoncer à ses idolâtries⁽¹³⁾. »

Même dans le cas privilégié du Rwanda, où des traditions orales abondantes (poèmes assez hermétiques de genres divers, listes généalogiques, récits et commentaires) reflétant les valeurs, les intérêts et les préjugés de la cour du *mwami* et du milieu *tutsi*, des problèmes historiques fondamentaux, — comme, par exemple, celui de l'origine ethnique des clans rwandais et des anciennes dynasties qui s'y rattachent — ne sont pas résolus. « L'ethnographie du Rwanda, comme le souligne Marcel d'Hertefeldt, dans un livre récent sur *Les clans du Rwanda ancien*, malgré ses nobles ambitions, nous apparaît aujourd'hui encore davantage comme un ensemble de croyances et de conjectures, plus ou moins raisonnées ou littérairement fleuries, que comme un corps de faits bien établis et de sèches certitudes. Elle est exclusivement basée sur l'interprétation des traditions orales, que les fouilles archéologiques, jusqu'ici, ne permettent guère de confirmer⁽¹⁴⁾. »

Pour interpréter correctement chaque tradition orale ancienne, il est également nécessaire de dissocier les « temps » éventuellement juxtaposés, c'est-à-dire, d'une part, le temps extratemporel des mythes et, d'autre part, le temps proprement historique, et de rechercher dans la tradition la part du mythe et la part de l'histoire. Luc de Heusch, dans *Le roi ivre ou l'origine de l'Etat*, reconstitue à l'aide des traditions orales concernant la fondation des royaumes traditionnels kuba, luba, lunda au Zaïre et bamba en Zambie, l'univers mythologique provenant d'un espace culturel homogène et continu, à savoir la civilisation bantoue de la savane, au sud de la grande forêt congolaise. « L'histoire, constate Luc de Heusch, est prise au piège de la pensée mythique, qui impose aux rois sa propre souveraineté⁽¹⁵⁾. » Selon lui, les récits qui se présentent comme des chartes de fondation de la royauté sacrée ont une dimension épique qui justifie l'utilisation du mot *geste*. « Les gestes de fondation des royaumes africains, se demande Luc de Heusch, livrent-elles les clés de l'histoire ? En verrouillent-elles au contraire soigneusement la porte ; ou encore, nous engagent-elles dans un labyrinthe clair-obscur où toutes les pistes se perdent bientôt dans le maquis littéraire de l'épopée ou du roman d'aventures ? »⁽¹⁶⁾. Il remarque que

(13) L. JADIN, *op. cit.*, p. 378, qui ajoute *in fine* : « On voit, à ce simple fait, combien il faut se défier des traditions orales chez les peuples sans écriture ».

(14) M. D'HERTEFELT, *Les clans du Rwanda ancien. Eléments d'ethnosociologie et d'ethnohistoire*, dans *Annales du Musée Royal de l'Afrique centrale*, série in-8°, *Sciences humaines*, n° 70 (Tervuren, 1971), p. 21.

(15) L. DE HEUSCH, *Mythes et rites bantous*, I, *Le roi ivre ou l'origine de l'Etat* (Paris, 1972), p. 11.

(16) L. DE HEUSCH, *op. cit.*, p. 15.

les historiens des peuples sans écriture ont adopté d'emblée la première hypothèse, sans éprouver le besoin de justifier leur choix et qu'ils se sont bornés à ignorer tout ce qu'ils décidaient de considérer comme appartenant au domaine du mythe. Luc de Heusch se propose au rebours de prendre en considération le merveilleux au lieu de l'éliminer sans vergogne pour reconstituer l'univers mythologique où se déploie la pensée historique des Bantous. Il souligne que le filtrage des épopées nationales luba, lunda et bemba par les historiens aboutit à une esquisse historique sommaire qui « ne constitue sans doute que la tradition symbolique d'une réalité complexe, marquée par des conquêtes assorties d'alliances matrimoniales, liant en chaîne les principaux Etats de l'Afrique ⁽¹⁷⁾. » La similitude de nombreux éléments culturels chez les Kuba, les Luba, les Lunda et les Bemba — par exemple, le héros des gestes luba et lunda est un chasseur étranger errant qui épouse une princesse de la région ; de leur union naît un enfant, fondateur de la royauté sacrée — prouve qu'un système mythologique commun s'est élaboré — vraisemblablement au XVII^e siècle — dans l'ensemble de la savane congolaise. « Une osmose, rappelle Luc de Heusch, s'établit d'autant plus aisément entre des traditions divergentes que celles-ci appartiennent probablement toutes au commun idéologique légué par la société proto-bantoue. Loin de nier l'histoire, l'analyse structurale est susceptible de lui apporter parfois un concours précieux. Elle révèle que des sociétés fort différentes partagent une commune conception de l'homme et de l'univers au sein d'une même civilisation qui fit tache d'huile au sud de la grande forêt : soutenue par de fortes organisations politiques, cette civilisation rayonna sur le Katanga, la Zambie, une partie de l'Angola ⁽¹⁸⁾. » On voit que, à côté de quelques données historiques souvent inaccessibles, de nombreux éléments mythiques survivent dans le contexte très flottant de certaines traditions orales (par exemple, les mythes et les récits étiologiques rangés par J. Vansina dans les récits didactiques). « Les mythes congolais, conclut Luc de Heusch, s'échangent comme les marchandises. Mais ils n'ont à proprement parler aucune valeur. Ils ne sont le produit d'aucun travail ; ils déjouent les tentatives d'appropriation, privée ou collective. A leur exercice, leur répétition ou leur transformation ne s'attache nul droit d'auteur. Ils échappent même à la fonction idéologique que les rois s'efforcent toujours de leur faire jouer. Ils suivent la dérive des eaux tièdes de l'histoire, mais ils dansent avec les rayons du soleil et se rient de la pluie. Ils ne connaissent d'autre maître qu'eux-mêmes ⁽¹⁹⁾. »

L'historien des peuples sans écriture doit aussi se garder d'oublier que les événements se superposent dans la mémoire des hommes et que beaucoup de peuples font de larges emprunts aux traditions de leurs

(17) L. DE HEUSCH, *op. cit.*, p. 18.

(18) L. DE HEUSCH, *op. cit.*, p. 298.

(19) L. DE HEUSCH, *op. cit.*, p. 299.

voisins anciens ou actuels. Sur ce dernier point, voici un exemple emprunté à l'Islam. Les *Hadith* ou traditions se rapportant aux faits et gestes du Prophète et de ses compagnons ont été transmises par les *sahabi* (successeurs des compagnons du Prophète) et par leurs successeurs. Du VII^e au VIII^e siècle, la transmission est essentiellement orale. Dans la deuxième moitié du VIII^e siècle, on voit apparaître les premières traditions écrites. A partir du X^e siècle, on se trouve indiscutablement en présence de traditions écrites. Chaque *Hadith* comprend : 1°) la chaîne des témoins ; 2°) le texte du récit. Mais, dans celui-ci, des emprunts aux pays conquis se sont introduits dans les traditions de l'Islam primitif (usages juridiques, obligations religieuses, tabous alimentaires, droits pénal et civil, mœurs, croyances, relations entre l'homme et Dieu). Ces emprunts entraînent dès lors des différences d'opinion dans les communautés musulmanes et une certaine confusion concernant les attitudes du Prophète et de ses compagnons. Les *Hadith* sont admises si elles sont conformes au Coran et rejetées dans le cas inverse. On trouve trois catégories de chaînes de tradition : 1°) celles qui sont sans défauts ; 2°) celles où des chaînons manquent et celles où des garants sont discutés ; 3°) celles où des chaînons manquent et celles où des garants sont discutés et qui sont, en outre, en contradiction avec d'autres *Hadith*, par conséquent suspectes. Lorsque la chaîne de tradition est sans défauts, la tradition est considérée comme certaine ; lorsque la chaîne de tradition ne comprend qu'un seul maillon, on vérifie si l'usage est universellement admis (ou sait quelle est l'importance de « l'accord des Musulmans » au point de vue juridique traditionnel) ; lorsqu'il n'y a qu'un seul garant, on rejette la tradition si elle n'est pas conforme à une tradition acceptée (20).

En conclusion, les traditions orales, comme le souligne H. Moniot, « exigent encore un combat sur deux fronts : contre une utilisation légère, naïve, empirique..., contre une méfiance globale, hâtive, mal fondée... Le refus critique est un point d'arrivée possible, et non pas un point de départ obligé » (21). Les traditions orales permettent d'élaborer une histoire surtout événementielle, officielle, didactique, derrière laquelle se profilent plus ou moins clairement des faits économiques, sociaux, institutionnels, culturels et religieux.

Toute étude historique concernant des peuples sans écriture doit être fondée sur une recension systématique de toutes les traditions orales — les sources sont rares et inégales du XV^e-XVI^e au XVIII^e siècle et abondantes aux XIX^e et XX^e siècles — de manière à pouvoir opérer une confrontation globale des témoignages des dynasties et des grou-

(20) Cfr. *Handwörterbuch des Islam*, s.v. *Hadith* (Leiden, 1941), coll. 146-151 (J. SCHACHT).

(21) H. MONIOT, *Les sources de l'histoire africaine*, dans *Histoire Générale de l'Afrique Noire* publiée sous la direction de H. DESCHAMPS, t. I, *Des Origines à 1800* (Paris, 1970), pp. 131-136.

pes dirigeants avec ceux des groupes rivaux actuellement soumis. Après avoir utilisé la méthode critique mise au point par J. Vansina, l'historien s'efforcera d'opérer des recoupements entre les traditions orales et les témoignages écrits relatant les mêmes faits — s'ils existent —, ou — à leur défaut — les données fournies par l'archéologie, l'ethnologie, la sociologie, la linguistique historique et l'anthropologie physique.

L'intérêt manifesté par les historiens envers les traditions orales est malheureusement bien tardif. Dans beaucoup d'Etats africains, l'évolution brutale des sociétés coutumières provoquée par la colonisation et par la décolonisation a fait disparaître ou altéré profondément les traditions orales. Il faudrait de toute urgence les recueillir systématiquement mais la réalisation de ce vœu paraît bien compromise à l'heure actuelle.

Pierre SALMON.

PERSPECTIVES DE L'HISTOIRE, PERSPECTIVES DE LA SOCIOLOGIE.

Imaginez les incertitudes devant lesquelles je me suis trouvé après les exposés précédents.

J'avais à explorer un espace dont les grandes allées avaient été parcourues par MM. Soboul et Mandrou et dont les moindres recoins avaient été piétinés par nos discussions.

Finalement, je dois reprendre la matière en question en évitant des répétitions : tâche difficile, mais il reste toujours des aspects de la question à explorer.

Premier élément : hier, nous avons discuté d'histoire et de sociologie dans un sens très général, c'est-à-dire que nous avons plutôt évoqué l'histoire en soi et la sociologie en soi. Ce que je voudrais faire plus particulièrement, c'est examiner les fonctions réelles et les fonctions possibles de ces disciplines.

Nous pouvions évidemment nous demander : l'histoire, la sociologie, cela existe-t-il ? Les paradoxes sont aisés. La gratuité d'une image est parfois riche de beaucoup d'avantages. Mais elle ne résoud rien. Il nous faut approfondir. L'expérience nous apprend que l'histoire doit exister puisqu'il y a des livres d'histoire et des gens qui se disent historiens ou sont tenus pour tels ; et que la sociologie, après tout, doit exister puisqu'il y a des livres de sociologie, des cours de sociologie et des gens que l'on tient pour sociologues. L'empirisme prouve aussi que les traces d'activité qui relèvent de ces disciplines tendent à certaines différences. Il nous faut donc chercher ce qu'il y a de réel sous l'intitulé d'historien ou de sociologue. Pour constater tout d'abord qu'il y a des aspects variables d'histoire et de sociologie selon le mode d'élaboration, le niveau de pratique et de consommation de ces produits, s'il est permis d'employer une telle terminologie.

A propos de l'histoire, il faut constater tout d'abord qu'hier, nous n'avons pas parlé de la petite histoire. Je ne voudrais pas en parler si elle n'intéressait pas de manière oblique la destinée de notre discipline par les confusions qu'elle crée, les équivoques qu'elle entretient et les conclusions pratiques que l'on peut tirer de son existence dans une réforme de l'enseignement.

En effet, paradoxe actuel, jamais l'histoire n'a été autant lue, autant « vue », autant commentée, autant consommée, alors que son dis-

crédit comme matière nécessaire à enseigner n'a jamais été aussi grand. Essayons donc de résoudre le paradoxe.

La formation technique réclamée par notre époque impose qu'un temps toujours plus considérable soit consacré à des matières « sérieuses » parce que évidemment fonctionnelles. On s'attaque donc aux matières considérées comme « les plus gratuites ». Et on s'attaque d'autant plus aisément à l'histoire que, dans notre société, toute une série de « situations historiques » sont livrées à la consommation du grand public par d'autres moyens (les mass media) que l'enseignement traditionnel. Le malheur est que dans cette optique l'histoire est le plus généralement abordée sous son aspect le plus croustillant, le plus dérisoire : la petite histoire.

Une comparaison s'impose : tandis que la petite histoire est affaire de mass media, la « petite sociologie » n'est pas pratiquée au même niveau. Lorsque la radio se mêle de sociologie, c'est généralement sous la forme de très sérieuses communications faites dans un langage qui ne concerne que les intellectuels. L'archétype de la sociologie qui se dégage de telles émissions est celui d'une discipline sérieuse, pesante, énigmatique, qui en impose même, et surtout si on se dispense d'approfondir ce qu'elle propose à l'information du public.

S'il est une « petite sociologie », on la retrouve dans les enquêtes de comportement, faites sur un mode anecdotique et familier, publiées dans les magazines : « Les Allemands et les vacances », « La Française et l'amour », « Le repas du Belge ». Mais on ne l'identifie pas comme telle. A preuve, l'expression « petite sociologie » n'existe pas.

La sociologie ne semble pas se prêter à l'illustration. Mais l'histoire, tout aussi abstraite qu'elle soit, est exposée au recours constant à une certaine documentation qui en dénature la finalité. La première semble porter sur des problèmes abstraits parce que son objet qui est la société actuelle, dispense de recourir à des représentations de la vie quotidienne qui paraîtraient banales. Dans le cas de la seconde, à un certain niveau de vulgarisation, tout incite à recourir à la reconstitution des formes singulières du passé qui *dépayse* et amuse.

Les images faciles de la petite histoire qu'on nous donne à consommer le sont sous deux aspects : les évocations par un meneur de jeu, ou les films historiques.

Dans le premier cas, la tendance dominante tend à l'exaltation des grands hommes qui ont *fait* l'histoire et de leurs exploits. Dans cette perspective, il est frappant de constater que même les défauts et les travers des grandes figures du passé sont exaltés et dédouanés. Ce faisant, les présentateurs de l'émission savent qu'ils répondent à ce que le public attend d'eux. Une sorte de flatterie indirecte du specta-

teur ou de l'auditeur qui se projette dans la destinée réussie, à sa place, du grand homme. Un personnage qui a, lui aussi, malgré tout, ses petites choses.

Le plus grand danger de telles émissions est qu'il dénature la fonction de l'histoire. Là où il devrait être question d'analyse des structures profondes de la société, d'évolution de la conjoncture, de ruptures d'équilibre ou d'évolution sociale, il ne reste que badinage et amusette. Mais on entretient l'illusion qu'on s'occupe d'histoire.

Cette impression est renforcée par l'importance des films historiques dans les loisirs. On y donne au spectateur l'impression de jeter un regard immédiat sur le passé historique. Il est vrai que les costumes, les décors, les gestes mêmes y sont. Mais en fait, rien de tout cela n'est identifiable avec la réalité profonde du passé. Je crois que nous n'avons pas l'attention suffisamment attirée sur le danger de ce genre de confusion. Danger que nous connaissons comme historiens, mais dont nous ne mesurons pas assez l'importance par l'image fautive qu'on se fait de l'Histoire à travers ses *représentations* banales du passé. On ne se privera pas, peut-être, de dire que, vraie ou fautive, l'image de tel Louis XIV joue dans la formation des spectateurs un rôle considérable puisqu'elle n'a jamais été autant perçue depuis que la télévision existe. Et on laissera entendre que ce sera la tâche des historiens de préciser la silhouette par la suite.

Que veut-on que l'historien fasse contre des *vérités* aussi irréversibles puisqu'elles semblent attestées par l'image. Il faut dire que, subissant l'ivresse que le prestige des mass media confère, les historiens se prêtent parfois au jeu. Il leur arrive de se laisser embrigader dans certaines émissions à tournure historique en infléchissant ce qui devrait être le principal selon les caprices et les réductions de l'illustration.

Dans ces circonstances, ils jouent certainement un rôle éducatif positif en intéressant à leur discipline, mais un rôle que je crois redoutable, quand ils succombent aux effets faciles du genre. Sans doute faut-il simplifier pour initier, mais il est grave de les voir parfois limiter leur exposé à l'habillage des documents qui deviennent l'essentiel. Or, leur effort devrait tendre à l'étude des décisions politiques en rapport avec les structures sociales et les composantes économiques qui peuvent exister en un espace donné, dans un temps donné.

L'organisation même des émissions radiophoniques et télévisées renforce ces tendances érodantes de la rigueur intellectuelle. En effet, nous savons que les directions des instituts radiophoniques ne se montrent sensibles à ce type de programme qu'en fonction de leur succès, ce succès étant lui-même comptabilisé en fonction du nombre de lettres enthousiastes qui y font écho. Il est bien clair que plus la dégradation sera grande, plus le fauve anonyme qu'est le public sera lissé dans le sens du poil et plus la tendance que l'on peut craindre se trouvera renforcée.

A ce propos, je voudrais évoquer une émission récente où la radio belge a invité un « marchand d'histoire » fort connu. Au cours de cette émission, celui-ci a exposé au public, sous la forme de questions et réponses, sa conception de l'histoire, du rôle de la petite histoire, de l'importance de l'anecdote, etc. L'un de ses interpellants fit observer que l'histoire telle qu'elle lui avait été enseignée était bien triste puisqu'il fallait retenir une série de dates et quantité de faits. Il se demanda si l'on ne pourrait pas faire de l'« Histoire-photo » comme on fait du roman-photo. Et l'interpellé, riche de tout le pouvoir social que lui conférait la disposition des mass media, de répondre que « bien sûr, ce serait tellement joli ». Cela se passait au cours d'une émission captée à la meilleure heure d'écoute par des milliers d'auditeurs. Quand nous savons la puissance que représente cette masse anonyme et de quelle manière elle peut être mobilisée par ceux qui le veulent, quand ils le veulent bien, nous avons des raisons de trembler pour une certaine image que l'on se fait de l'histoire et que l'on peut faire de l'histoire. C'est dans de telles circonstances, auxquelles il nous arrive de marquer un dédain exagéré, que nous pouvons vérifier la mesure dans laquelle ces sorciers de l'histoire se trouvent consacrés à la tête de l'histoire. Pourquoi en est-il ainsi ? C'est que notre société à tendance technocratique et à apparence ludique (vive la civilisation des loisirs) se veut essentiellement pratique. Elle a besoin d'alphas, de bêtas et de gammas fonctionnels, mais peu critiques. Dans ce système, un autre paradoxe apparaît. Si notre rôle est de contribuer à la formation critique, nous n'en sommes pas moins discrédités d'une certaine manière par le peu de fonction sociale qui nous est reconnue. Nous, historiens, pouvons, en effet, apparaître comme des refoulés sociaux — non pas à la manière des bourgeois d'avant la Révolution française —, mais des refoulés sociaux, dans la mesure où en choisissant l'histoire, nous avons refusé d'être mêlés à des responsabilités réelles. J'entends par là non pas nos responsabilités d'enseignant qui sont énormes, mais les responsabilités de ceux qui, dans la vie, parmi les adultes, se salissent les mains en confrontant chaque jour principes et réalités au profit des seconds, contraints toujours à battre en retraite sur les premiers. Nous, au contraire — du moins la plupart d'entre nous — nous avons « gardé les mains propres ». Mais c'est dans la mesure où nous nous sommes réfugiés dans l'histoire. Nous sommes tous un peu des voyeurs du présent, nous qui nous croyons riches d'une philosophie tirée d'une méditation sur un passé mort. Sur ce plan, nous nous heurtons à nouveau aux pragmatistes et aux techniciens prêts à mobiliser la bonne volonté de ceux qui veulent populariser l'histoire par les petits moyens que nous dénonçons. Au contraire de nous, celui qui use sa vie dans les « réalités courtes » du quotidien, cherche dans l'histoire un divertissement qui rejoint dans ses formes le genre mineur que nous croyons pouvoir dénoncer. Ainsi, s'élabore une coalition singulière entre les tenants de la petite histoire et ceux qui peuvent influencer, de proche en proche, par un subtil système de consentements successifs et diffus, l'organisation de l'enseignement. Dans cette perspective, l'évolution des

choses apparaît évidente : l'histoire étant ramenée à des proportions dérisoires, mieux vaut l'élaguer des programmes pour s'en tenir aux choses sérieuses. Ce faisant, on fait coup double, puisque le péril qu'elle suppose, par la formation critique qu'elle donne, est conjuré. Il ne s'agit évidemment pas là d'un sinistre complot, mais d'une évolution imaginable, si l'on n'y prend garde, parce qu'elle est dans l'ordre des choses. C'est ce qui fait dire à Monsieur Busino : « Le combat que vous menez pour l'histoire telle que vous la concevez est un combat d'arrière-garde et vous êtes condamnés. » Je suis tout à fait d'accord avec lui si la société où nous sommes est elle-même vouée à ne pas changer.

La conception que nous avons de l'histoire est peut-être condamnée. Mais lorsqu'on a la conviction de défendre quelque chose de juste, à l'échelle de sa propre existence, qui est bien courte, il est tout à fait justifié de le faire, même si au niveau de la société globale où l'on est, ce combat risque un sort difficile. C'est une forme de respect de soi-même et non un goût pervers et morbide de l'absurde que de dire : « Si ce combat est perdu à long terme, le sens qu'il a m'oblige à me battre pour cette juste cause plutôt que de prendre les devants et de consentir à l'inéluctable. »

J'en arrive maintenant à l'enseignement de l'histoire. Vous savez mieux que moi que, sauf peut-être à l'Université, ce ne sont pas les professeurs qui décident de l'enseignement. Notre société, comme toute société, met en œuvre un système de prise de décision qui aboutit à codifier ce que doit être l'histoire à enseigner. Bien sûr, nous savons que chaque professeur se sent chacun à sa manière, braconnier par rapport aux directives du ministère et aux indications de l'inspecteur. Ainsi, chacun travaille dans une certaine mesure, selon son tempérament et sa conception des choses. Mais il reste cette codification et les traces communes qu'elle laisse dans les enseignements par-delà les différences individuelles. J'ignore ces démarches intermédiaires, mais, en homme pratique, j'essaierai de juger de la chose à ses résultats.

L'histoire est là, dès l'école primaire. C'est à la fois un bien et un mal. Un bien si l'on pense que cette discipline ne s'assimile qu'à la suite d'une longue sédimentation qui ne commence jamais assez tôt.

C'est peut-être un inconvénient si l'on admet qu'il est très difficile d'avoir une notion intuitive du temps avant un certain âge.

J'ai sur ce point des vues qui diffèrent quelque peu de celles d'Albert Soboul. Je ne pense pas, en effet, que les jeunes ont tendance à projeter dans le passé des éléments de la société dont ils font partie. Je crois, au contraire, que, s'il leur faut remonter le cours du temps, ils rejettent l'ensemble des sociétés qui précèdent la leur dans un même ensemble plat et achronique. Les jeunes — c'est de leur âge, mais le phénomène est ressenti avec plus de vigueur actuellement que jamais en raison de la vitesse à laquelle la société évolue — se

sentent frappés d'incommunicabilité à l'égard de tout ce qui les précède, et ce dès la génération de leurs parents. A l'Université même, les étudiants ne s'en dégagent que lentement.

C'est précisément pour rencontrer une telle carence qu'il me paraît nécessaire d'enseigner l'histoire le plus tôt possible. Mais la médaille a ses revers. Sans doute faut-il simplifier à la mesure de la compréhension des enfants auxquels on s'adresse. Mais à quelles simplifications n'a-t-on pas recouru ? A quels archétypes et à quels mythes n'a-t-on pas abouti ? Ainsi, Léopold II qui libère les pauvres Congolais de l'esclavage sans qu'il soit évidemment expliqué dans quels plans généraux cette philanthropie s'insérait. Ainsi, dans la série des souverains belges, Léopold III disparaît sans explication dans la trappe de l'histoire.

Peut-on donner à cet âge plus d'explications ou d'autres explications que celles qui se réduisent à une certaine hagiographie ou à certaines images d'Épinal ? Il reste que, bien souvent, la non-explication, donc l'anti-explication, s'installe en forme de vérité historique.

Je voudrais rapporter un autre exemple qu'il m'a été donné de découvrir dans un cahier d'histoire d'écolier : il existerait une entité politique « in se » appelée Benelux où « au nord, on parle néerlandais, au sud français, à l'est allemand ». Dans ce cas, il ne s'agit évidemment plus de simplifier l'histoire au niveau de ceux à qui elle est destinée, mais on la complique sans crainte pourvu que le Benelux apparaisse comme une réalité. A ce niveau, l'histoire reste conçue comme elle l'était, très près de ses origines, pour l'exaltation de la grandeur du prince, c'est-à-dire, dans le contexte de notre temps, pour celle de la politique officielle. Faut-il qu'elle garde ou non de telles fonctions ?

Doit-elle être engagée et si oui, dans quel sens ?

Passons au deuxième palier, celui de l'enseignement secondaire.

Je m'en voudrais, connaissant mal toutes les nuances de son évolution, d'en faire une critique qui risque d'être aberrante. Mais je voudrais revenir à l'enthousiasme qui a littéralement transporté notre assemblée tantôt, lorsqu'on a cru discerner le parti qu'on pourrait tirer d'interviews par lesquelles des élèves enregistreraient les souvenirs de vieilles personnes sur des événements et des genres de vie qui risquent de s'effacer à jamais. Il est vrai que voilà des possibilités intéressantes, mais je crains qu'en fin de compte on ne perde de vue la fonction essentielle de l'histoire qui devrait être politique et globale. J'en suis d'autant plus inquiet que, d'une part, l'approche historique se fait de manière très empirique au cours des deux premières années de l'enseignement secondaire et que, d'autre part, on risque de plus en plus de supprimer cette discipline des deux dernières années de cet enseignement, alors même que les jeunes atteignent à une certaine maturité

sociale et se passionnent (moment de grâce dont il faut les décourager ?) pour l'actualité politique. Voilà pourquoi je me méfie des gadgets, des mirobolantes tentations du matériel concret qui risquent de nous détourner du principal. On va lancer les élèves dans une série d'expériences qui seront très intéressantes. Mais au terme de l'affaire, on aura, (qu'on l'ait voulu ou non, — et c'est en cela que les structures de la société distillent des décisions conformes à leur bon fonctionnement) confisqué ce qui, à mes yeux, justifie l'histoire. Ce qui me paraît la justifier, c'est la compréhension du mouvement profond des sociétés, du dialogue permanent de chaque homme avec celles-ci et des dirigeants avec les structures dont ils émanent.

Si nous nous abandonnons à notre enthousiasme de tantôt, nous ferons de l'enquête sérieuse. Un certain complément d'illusion nous sera donné puisqu'à notre tour nous pratiquerons selon les méthodes des mass media. Mais, par là même, la suppression de l'essentiel aura peut-être été accomplie.

J'en arrive au dernier niveau : celui de l'enseignement de l'histoire à l'Université. Je ne vous apprends pas grand-chose en vous disant qu'il disparaît des programmes à une vitesse extraordinaire, dans des circonstances exemplaires sur lesquelles nous, historiens, avons peut-être intérêt à nous pencher.

La suppression d'un nombre croissant de cours d'histoire est liée à une conception de plus en plus technocratique de l'enseignement supérieur. Paradoxe : l'accélération du processus est lié aux événements de 1968. Que s'est-il passé alors ? Dans un premier temps, se produisit un mouvement que tout le monde ressentait, qu'il fût d'accord ou non, comme libertaire. Le recul du temps nous permet de nous demander si le besoin de liberté proclamé alors ne correspondait pas plutôt, à la manière de ce qui se passa en 1848, à un mouvement de recul avant le passage à un autre niveau technique de la société. Il exprime peut-être l'angoisse devant la société hypertechnique, écrasante et frustrante qui s'annonce. Cet effroi se traduit apparemment par une affirmation saccageuse contre l'ordre ancien. Mais, en fait, en croyant faire crouler les vieilles structures dans une société inchangée, à qui ouvrit-on la voie et à quoi ? Non pas aux représentants des anciennes structures condamnées, mais aux saint-simoniens de ce siècle, c'est-à-dire à ceux qui vont faire régner les techniques dont, au fond de soi, on entrevoit le triomphe.

Après les assemblées libres de 1968, chacun ayant dit ce qu'il avait à dire, on se mit à travailler *sérieusement*, en mettant en présence professeurs, chercheurs et étudiants. Les débats allaient être longs. Mais, entre-temps, la représentation des étudiants changeait. Ceux qui avaient donné les coups de boutoir à l'Ancien Régime s'étaient lassés. Une nouvelle vague d'interlocuteurs prenait leur relève. Ces gens *sérieux* parlaient un tout autre langage que les précédents. Le langage

de futurs techniciens qui exigeaient d'obtenir le meilleur des diplômes, c'est-à-dire le plus rentable dans le sens strictement professionnel du terme. On renforcerait l'enseignement des mathématiques et des statistiques surtout dans les sciences humaines. Cette forme de *renouvellement* de la formation professionnelle, sans la formation générale, que l'on réclamait, portait nécessairement atteinte à l'enseignement de l'histoire.

Le cycle était bouclé. L'histoire était évincée de la formation des cadres. Implicitement, elle trouvait une juste place parmi les curiosités qui caractérisent la civilisation des loisirs.

Ambiguïtés d'une discipline dont le portrait devenait caricatural au moment même où, par la mise en œuvre de techniques de plus en plus nombreuses et de plus en plus nuancées, elle débouchait sur des questions inexplorées jusqu'alors, questions dont la solution pourrait contribuer considérablement à la prise de conscience de la société actuelle. Ceci nous ramène au rôle que nous devons jouer comme historiens dans la société. Le mandat d'enseignant, d'historien, que nous recevons est défini par diverses autorités. Pour répondre à quels buts ? Ceux qui satisfont aux objectifs implicites de l'employeur, c'est-à-dire la société elle-même, en dernière analyse ? Ceux que les enseignants eux-mêmes définissent à partir d'un mandat supérieur de formation éthique et philosophique qu'ils se donnent à eux-mêmes ? Ou d'une finalité qui se définit à la frontière subtile entre ces deux ordres de préoccupations contradictoires ?

C'est un problème très important sur lequel nous sommes peut-être passés un peu vite. Il touche cependant à l'essence de notre profession.

J'ai évoqué très rapidement le rôle des historiens, différents styles d'histoire, niveaux d'histoire, apparences d'histoire, une histoire souvent recherchée et pas toujours pratiquée. Demandons-nous ce que tous ces aspects de l'histoire, bons ou mauvais, ont en commun. Rejoignant Albert Soboul sur ce point, je dirais qu'ils se caractérisent par leur style narratif pour faire évocation du passé. Quant au *style narratif*, il ne s'agit évidemment pas de récit. L'exposé historique prend simplement cette forme pour appréhender de la manière la plus heureuse une *succession* d'événements liés entre eux par un jeu d'enchaînements variables. Le fond du problème tient évidemment à l'analyse de ces derniers, mais le facteur chronologique impose ce mode d'exposé.

Quant à l'analyse elle-même, pour ce qui est de l'enseignement que vous avez à donner, à partir de quand et jusqu'où les enchaînements sont-ils évidents ? Quel est le rôle des structures puisque structures il y a, la sociologie nous ayant montré qu'elles existent ? Nous sommes au nœud même de la problématique historique. Dans quelle mesure la nature de l'enseignement permet-elle d'ouvrir le débat ? Ou faut-il que

nous renonçons à toute discussion pour proposer une solution *technique*, tolérante, mais équivoque. Au carrefour des options que l'on peut prendre, on retrouve finalement trois grandes voies :

D'une part, un type d'explication qui accorde malgré tous les apports modernes une part prépondérante au singulier, à la péripétie. La distance n'est pas grande en dernière analyse entre cette conception des choses et celle de la petite histoire. L'une ne diffère de l'autre que par son objet. Elles ont en commun un certain regard sur les choses.

Une seconde voie consiste à mobiliser les explications de type marxiste (abstraction faite des querelles de chapelle qui peuvent se manifester à l'intérieur de cette école de pensée). Mais ouvrir le débat sur ce point, n'est-ce pas violer un énorme tabou ?

Enfin, il est possible de recourir aux schèmes proposés par les données de la sociologie moderne et même, par un abus qui dénature l'histoire, d'identifier celle-ci avec la sociologie.

Il est nécessaire, je crois, de distinguer strictement l'une de l'autre. Tout y contribue. L'histoire de l'Histoire, la sociologie de l'Histoire, l'histoire de la Sociologie et la sociologie de la Sociologie.

L'histoire de l'Histoire : on oublie parfois quelle a été la fonction première de l'histoire, et, quelle qu'ait été l'évolution intermédiaire, on oublie parfois combien notre société est profondément imprégnée d'un héritage qui peut remonter très loin. Nous sommes prisonniers dans une certaine mesure de cet héritage. Si loin que l'on remonte dans le passé, l'homme manifeste le besoin spontané de conserver et de transmettre les faits qui frappent son imagination et qui nourrissent son expérience. Cela est vrai, même dans les sociétés de cueillette et de chasse. Au stade suivant, l'histoire sert à exalter le prince, c'est-à-dire l'Etat, construction par laquelle le pouvoir cherche à perpétuer son équilibre interne. Une certaine conception de l'histoire actuelle maintient ces conceptions primitives des choses : histoire-récit, histoire-louange.

Est-ce une raison suffisante pour supprimer tout récit de l'histoire, pour réduire celle-ci à des formes ou à des structures sans que le mouvement qui les secoue soit mis en évidence autrement qu'en termes de mutation formelle ?

C'est ainsi que l'on pourrait décrire un dix-huitième siècle français quasi immobile jusqu'à la Révolution, un dix-huitième siècle où l'Ancien Régime porte en lui, formalisés une fois pour toutes les vices qui le condamnent sans qu'on ne montre la fermentation permanente qui crée le déséquilibre dont la Révolution sera le produit. De même, la période révolutionnaire pourrait être coulée dans un schème commun, sociologique ; mais il y manquerait les extraordinaires ruptures d'équilibre qui ont fait la singularité de son développement.

On sent tout le néant des conclusions auxquelles mènent de telles formalisations. Des formalisations dont la sociologie (ou plutôt une certaine sociologie — mais c'est la sociologie qui triomphe en fait) est si friande.

De telles simplifications justifieraient — objectivement — la suppression des cours d'histoire. Face à eux, ceux de sociologie auraient le mérite apparent d'*embrayer* sur le présent, sur le réel.

Redoutable pari. Il faut le mettre en doute si l'on pense que les sociétés qui furent les plus disloquées par des révolutions profondes (France, Russie, Chine) ont gardé, par-delà les péripéties qui ont mis leurs héritages d'un passé contesté en péril, une volonté d'assimiler certains aspects culturels de ce même passé. Une telle attitude est plus que l'effet d'un hasard. Dans un autre sens, en effet, des sociétés sans passé épais (U.S.A., Australie, Nouvelle-Zélande) éprouvent une profonde nostalgie des références culturelles qu'elles ignorent. Elles les reconstituent parfois de manière sommaire (le mythe du cow-boy aux U.S.A.), mais restent fascinées par une certaine culture européenne dont elles se sentent procéder.

La sociologie de l'Histoire nous montre que faire un choix entre l'histoire *narrative* et l'histoire *sociologisée* n'est pas pure affaire d'idées ou de mode. Narrar l'histoire (dans le sens où Soboul l'entend et auquel je me rallie) c'est admettre qu'à tous les stades du développement d'une société, les options peuvent être prises qui supposent des risques et des responsabilités. Effacer les péripéties, c'est réduire le développement historique à un processus inéluctable, c'est proposer à l'Homme la résignation comme modèle de comportement.

Les enseignements que l'on peut tirer de l'histoire de la sociologie et la sociologie de la sociologie nous confirment tout le péril d'une telle option.

La sociologie est très récente. C'est ce qui porte à la rendre séduisante. Elle est née avec la société dans laquelle nous sommes. Depuis lors, les concepts qu'elle a mis en place, les notions qu'elle manipule (même s'il y a des sociologies très contestataires), se sont élaborées à l'intérieur du système de valeurs de notre société et, par conséquent, elles sont objectivement consacrantes de cette société. Les solutions critiques qui peuvent être opposées aux incohérences que les sociologues mettent en évidence, se tirent d'une autre perspective, celle que fournit précisément l'histoire en donnant à chaque société et aux valeurs qu'elle met en place une spécificité tirée de son ordonnance propre.

De ce point de vue, la formalisation de situations historiques et leur comparaison en vue de les identifier, démarche qui s'apparente à la démarche sociologique, risque de créer de redoutables confusions, et de faire perdre de vue la cohérence interne de chaque société et la

part des facteurs spécifiques et constants qui colorent leur transformation. Parmi ces facteurs la conjoncture joue un rôle considérable. Seule, l'histoire permet de telles prises de conscience. Les sociologues sont, en effet, portés à raisonner sur des courts termes, dans une société sans grand recul. Ils approfondissent peut-être la perception du présent. Ils la privent de dimensions et de références primordiales.

Une autre insuffisance, pour le propos qui nous intéresse, de la sociologie me semble procéder de ce qu'elle est amenée à négliger un facteur essentiel de la méditation historique. Je veux parler des crises, des circonstances où l'Homme, où tout homme est brusquement confronté à l'exceptionnel. Par la nature même de ses préoccupations, le sociologue tend en fait à mettre en évidence les comportements de l'*Homme constant* dans un « temps déspecifié ». Je ne dis pas que tous les sociologues agissent ainsi. Je crois pouvoir dire qu'ils ont tendance à le faire et que c'est cette tendance qui s'impose dans notre société.

Nous savons cependant que, quels que soient les changements techniques et sociaux qui se produisent, l'histoire qui, jamais, ne se répète dans les faits singuliers, fait ressurgir quantité de situations tout à la fois identiques et différentes de celles auxquelles on peut les rapporter. Cela entraîne réflexion. Réflexion critique. Celle qui justifie tellement notre discipline.

R. DEVLEESHOUWER.

Compte rendu des débats qui ont suivi l'exposé de M. BUSINO :

« APPORTS DE L'HISTOIRE A LA SOCIOLOGIE ».

M. DELCROIX : remercie le conférencier pour ses propos qui sont de nature à rassurer les historiens.

M^{lle} VAN ROELEN : Si les sociologues ont besoin de l'histoire, comment se fait-il que dans beaucoup de facultés de sociologie, l'étude de l'histoire commence vers 1890 ?

M. BUSINO : A la Faculté de sociologie de Lausanne, l'histoire est une discipline maîtresse, enseignée par quatre professeurs. Ce n'est pas tant la connaissance de l'histoire qui est importante pour le sociologue que celle de la méthodologie historique.

M. DELCROIX : Que pense le conférencier de l'introduction de cours de sociologie dans l'enseignement secondaire ?

M. BUSINO : Les sociologues suisses refusent l'entrée dans le secondaire à la sociologie et à l'économie. Les sciences sociales doivent y pénétrer par l'enseignement de l'histoire qui habitue à voir les problèmes de manière globale, à rechercher les informations, à les sélectionner, à les analyser. Or, l'étude de l'histoire est critiquée par les milieux économiques. Un renouvellement complet de l'enseignement de l'histoire pourrait supprimer toutes les discussions. Cela résoudrait le problème de l'instruction civique. L'enfant serait habitué à voir les normes dans une perspective de changement et non fixées comme dans le cours d'instruction civique.

M. DELCROIX : L'histoire est bien placée pour assurer l'instruction civique.

M. LOTHE s'étonne de la présence à Lausanne de quatre professeurs d'histoire qui enseignent la méthodologie historique. Ce travail comporte-t-il l'acquisition d'une vision d'ensemble des époques historiques ?

En outre, en refusant l'introduction des sciences sociales dans le secondaire, c'est considérer celui-ci comme un enseignement préparant seulement à l'Université. Mais il y a des élèves qui ne poursuivent pas leurs études au-delà du secondaire et à ceux-ci une « tonalité » sociale devrait être donnée.

De plus, le conférencier estime-t-il que la sociologie est trop scientifique, trop technique pour l'introduire dans le secondaire ?

M. BUSINO : Aucun de ses collègues n'enseigne véritablement la méthodologie historique, mais chacun s'occupe d'un domaine particulier, par exemple d'histoire locale, sociale (exemples : étude de l'exploitation du fer dans la région vaudoise, histoire de la classe ouvrière dans cette même région). Lors de ces études, l'approche méthodologique prime. S'il y a des cours d'histoire à la Faculté de Sociologie, c'est pour inculquer le sens du relatif aux sociologues, éviter qu'ils soient « malades d'absolu ».

Le secondaire ne doit pas s'ouvrir aux Sciences sociales, sciences très techniques à l'Université. Cela serait dangereux.

En Suisse, le problème du chômage des jeunes est surtout grave lorsqu'il y a eu une formation assez spécialisée. Il faut reconverter ces jeunes. Il n'y a pas de problème de reconversion pour les élèves de l'enseignement général.

M^{me} JOZIC : doute de l'intérêt pour les étudiants en sociologie de ces monographies historiques (par exemple l'étude de l'exploitation du fer). Qu'en pensent les étudiants ?

M. BUSINO : Les étudiants de première année s'élèvent contre les cours d'histoire qu'ils considèrent comme inutiles. Il y a eu des mouvements de grève. Les professeurs luttent contre cette attitude. En deuxième année, ils changent, ils apprécient cette mentalité historique.

L'apprentissage historique est essentiel, on ne peut faire de sociologie sans apprentissage historique, c'est l'opinion de M. Busino, mais il sait que certains sociologues contestent cette opinion.

Compte rendu des débats qui ont suivi l'exposé de M. MANDROUX :

« APPORTS DE LA SOCIOLOGIE A L'HISTOIRE ».

M. DEVLEESHOUSER : demande au conférencier si, comme il l'a exposé, le fait que la querelle entre le curé et le village ait donné du tonus au village se rattache à une philosophie.

M. MANDROUX : La démonstration du professeur canadien Touchard reposait sur quelques postulats. Il a cherché si ce que disait Marx à propos du féodalisme pouvait s'appliquer à son village et s'il y avait autre chose. Pendant les quarante ans où le curé a été là, il y a eu combat autour des pratiques religieuses.

M^{lle} VAN ROELEN : S'il y a, entre historiens et sociologues, des difficultés à se rejoindre par préjugé antimarxiste, pourquoi les sociologues antimarxistes et les historiens antimarxistes ne se retrouvent-ils pas ?

- M. MANDROUX : Le milieu des sociologues français n'est pas monolithique. Les historiens forment un milieu non homogène. Il n'y a pas d'école historique française. Et depuis 1968, les opinions sont forcenées. Il y a les bons : les néopositivistes et les mauvais, c'est-à-dire ceux qui cherchent à élargir le champ de l'histoire, complices du communisme. Ils sont suspects. Le renouvellement de l'histoire par la sociologie ne concerne qu'une minorité d'historiens français, et cette minorité s'amenuise. Pour faire carrière, il faut porter le drapeau que l'on sait !
- M. DUGNOILLE : Depuis le début du siècle, une nouvelle orientation est donnée à l'histoire. Sont-ce les résultats d'apports de la sociologie ?
- M. MANDROUX : L'histoire économique est le fruit de l'influence de F. Simiand et de ses disciples. Pour le reste, oui.
- M. LOTHE : Il y a aussi une explication d'ordre social, due à l'évolution de la démocratie. Des problèmes sociaux et économiques sont agités dans le peuple. Les syndicats jouent un rôle.
- M. SOBOUL : C'est évident. Jaurès a vu dans la Révolution française autre chose qu'un phénomène politique. Pourquoi ? A cause de sa carrière politique.
- M. MANDROUX : Entre l'évolution des structures sociales, économiques et culturelles et le mouvement scientifique, il y a une corrélation complexe qui se fait par des intermédiaires non élucidés jusqu'à maintenant. Aujourd'hui, il y a une pression énorme des milieux industriels. Exemple : à Compiègne, une Université technologique a été créée, où le conseil d'administration est composé d'industriels. Cela ne s'exprimait pas de la même façon dans l'entre-deux-guerres.

La société bourgeoise, qu'est-ce que c'est ? Il faudrait le réaliser si on veut progresser dans les sciences humaines.

- M. SOBOUL : Il y a des bourgeoisies, mais il y a un concept de bourgeoisie. Il est difficile de s'élever à un concept général.
- M^{lle} VAN ROELEN : Une formation en histoire quantitative est-elle nécessaire à la formation de l'historien ?
- M. MANDROUX : L'histoire quantitative est nécessaire lorsqu'il y a le matériel nécessaire. Elle n'est pas possible lorsque les documents ne s'y prêtent pas. Qu'est-ce que l'histoire quantitative ? Il y a construction de modèles et analyse sociale à partir de ces modèles, ce qui suppose une formation mathématique poussée. L'histoire quantitative n'est pas une simple opération de comptage. Il n'y a pas d'anathème contre ceux qui n'ont pas les moyens de compter. On peut faire de l'histoire quantitative quand les documents

le permettent. Il faut souvegarder une démarche historique globale qui fasse appel au quantitatif quand c'est possible, aux autres explications traditionnelles aussi.

M. LOTHE : Que pense M. MANDROUX de l'introduction de la sociologie dans l'enseignement secondaire ?

M. MANDROUX : En France, l'enseignement de l'histoire et de la géographie forme un bloc, bien qu'il y ait deux agrégations différentes. De plus, les professeurs d'histoire et de géographie assurent les cours d'Instruction civique dans les Lycées. Les projets de réforme diminuent la place réservée à l'histoire et à la géographie dans les programmes.

Une nouvelle section, la Section B a été créée où les Sciences économiques et sociales dominent, avec beaucoup de démographie (8 heures par semaine), du droit, une initiation aux mécanismes socio-économiques. Personne ne pouvait assurer cet enseignement. On l'a confié aux historiens. Un C.A.P.E.S. a été créé en Sciences économiques et sociales pour la Section B. Il puise ses candidats parmi les spécialistes en Sciences économiques, en Sciences juridiques, parmi les historiens, les sociologues.

Les chefs d'établissement réclament car les professeurs sont mal formés et ils demandent des historiens.

Dans certaines Universités, une préparation à ce C.A.P.E.S. est assurée. M. Mandroux se déclare hostile à la création de cette section. Selon lui, l'enseignement Histoire - Géographie - Instruction civique suffit pour assurer l'initiation aux mécanismes du monde contemporain. Autre erreur : l'horaire de ce bloc est réduit dans certaines sections par exemple dans les sections techniques.

M. DELCROIX : Les historiens semblent mieux à leur place que d'autres pour enseigner dans cette section B. L'Université se préoccupe-t-elle de leur formation dans ce sens ?

M. MANDROUX : déclare que l'historien bien formé peut assurer l'enseignement dans cette section mais qu'il n'est pas favorable au maintien de cette section.

M. DELCROIX : Les professeurs d'Université devraient penser à la formation des maîtres chargés de cours dans les sections Sciences humaines ou dans l'option socio-économique de l'enseignement rénové.

M^{me} COLLIN : Il y a deux histoires politiques : l'ancienne, l'événementielle, et l'histoire politique actuelle qu'il ne faut pas expulser.

M. MANDROUX : On fait de l'histoire pour comprendre le monde dans lequel on vit, et éventuellement pour le changer ; ce qui suppose une option politique qui ne peut se prendre que s'il y a eu une bonne formation dans ce sens. Donc une formation politique est nécessaire.

Compte rendu des débats qui ont suivi l'exposé de M. SALMON :

« VALEUR HISTORIQUE DES TRADITIONS ORALES ».

M. MAHIEU : Peut-on appliquer les méthodes décrites aux peuples anciens ?

M. SALMON : Leur application pour les peuples de l'Antiquité amène à de l'hyper-criticisme.

M. REVELARD : Peut-on utiliser des témoignages oraux sur les conditions de vie ?

M. SALMON : Le centre d'ethnologie européenne s'occupe de la tradition orale des feux de Carême. Il faut faire vite car les témoins disparaissent.

M. REVELARD : Il y a négligence de la part de l'historien lorsqu'il ne prend pas le folklore en considération.

M. SOBOUL : L'enseignement historique peut s'enrichir au contact d'une discipline sœur : l'ethnographie. Il y a le problème de l'utilisation du folklore par l'historien. Il est intéressant de faire la collecte des traditions orales. Un exemple : il y a persistance dans la tradition orale du culte des Saintes tricolores (Des bretonnes, avaient été tuées par des Vendéens. On les a vues monter au ciel avec des ailes tricolores). Cela constitue un élément de comparaison avec d'autres événements révolutionnaires.

M. DEVLEESHOUWER : Notre formation nous force à recueillir le dialogue de l'homme avec les structures. La sociologie a tendance à faire disparaître ce dialogue et porte son attention aux structures.

M. SALMON : Les sources écrites concernant les pays anciennement colonisés sont le fait d'étrangers au pays qui ne se sont pas rendus compte de l'incidence de leur venue tandis qu'à travers les traditions orales des autochtones, on peut avoir une vue plus globale des événements et ainsi faire la critique de la tradition écrite.

M^{lle} LEFEVRE : Les récits concernant la deuxième guerre mondiale, comment les consigner ?

M. SALMON : Il existe des questionnaires relatifs aux traditions qui peuvent disparaître, notamment à l'U.L.B.

M^{me} MORELLI : On pourrait recueillir les traditions orales par enregistrement.

M. SALMON : Certainement, avec, en plus, le carnet de notes.

M. BUSINO : Un guide existe pour l'étude de ces problèmes : M. MAGET, *Guide à l'étude des comportements culturels*.

M. SOBOUL : Cela ne vaut rien : M. Maget est un sociologue à l'esprit confus.

M. BUSINO : Je ne suis pas d'accord.

M. SOBOUL : Il n'y a pas de questionnaire type. Le questionnaire doit être adapté à une région précise, à un sujet précis. On ne peut donner une valeur universelle à un questionnaire type.

M. MANDROUX : Certains travaux peuvent donner des indications aux historiens. Il y a une typologie valable pour l'Afrique qui serait à transposer pour la France et son folklore. Les chercheurs doivent être passifs, ne peuvent déformer, traduire. Il faut que la cueillette des informations soit datée.

En France, il y a une littérature de colportage (récits de chevalerie, contes...) qui est conservée, étudiée.

On peut parfois travailler sur du matériel folklorique important, par exemple au Québec, grâce au maintien de la veillée. Les folkloristes disposent, là-bas, de kilomètres de contes, chants sur bandes d'enregistrement : c'est précieux.

Quant au problème du témoignage oral sur l'histoire contemporaine, une enquête a été réalisée sur les instituteurs de la 3^e République : J. OZOUF, *Nous, les instituteurs*. Ozouf a étudié un matériel documentaire énorme qui permet d'analyser le recrutement, les méthodes d'enseignement... Il a eu l'idée d'interroger de vieux instituteurs.

M. SOBOUL : Pour l'histoire de la Résistance, la méthode des témoignages a été utilisée en France. Mais ils sont souvent sujet à caution ; il y a les difficultés d'interprétation.

M. LABE : J'ai interrogé un paysan vendéen, il y a trois ans et ai fait part de cette interview à mes élèves. Plusieurs d'entre eux ont contacté des personnes âgées et ont recueilli des témoignages intéressants.

M. MONJOIE : Les traditions orales font partie intégrante du milieu humain. Cela peut constituer un facteur important pour l'enseignement de l'histoire qui est maintenant basé sur l'étude du milieu.

- M. DELCROIX : Les enquêtes ne peuvent être menées par des enfants aussi jeunes.
- M. MONJOIE : Peut-être comme motivation ?
- M. DELCROIX : Oui, les grands récoltent, le professeur retransmet.
- M. SALMON : Il faut retirer certaines idées de l'esprit des enfants, par exemple que l'histoire commence avec l'écriture.
- M^{lle} VAN ROELEN : La télévision peut recueillir ces informations.
- M. SALMON : Il y a eu une émission sur les « macralles ».
- M^{me} COLLIN : On ne peut utiliser toutes les méthodes.
- M. BRUNEEL : Lors d'enquêtes menées par le groupe « Etude du Milieu », c'est possible.
- M. REVELARD : Les jeunes élèves sont sensibles à la technique du journalisme. L'enquête est un jeu, une motivation excellente pour recueillir les informations, pour montrer aux élèves la complexité du travail de l'historien.
- M^{me} GAIER : Il est inutile de refaire ce qui a été fait, notamment par le Musée de la Vie wallonne.

Compte rendu du débat qui a suivi l'exposé de M. DEVLEESHOUWER :

- M^{me} MORELLI : La vulgarisation n'est-elle pas nécessaire pour intéresser le public ? De bonnes émissions de télévision existent.
- M. DEVLEESHOUWER : Il faut respecter son public. En tout être humain, il y a des attitudes potentielles, des attitudes critiques qu'on peut mobiliser. Il faut éviter la déformation.
- M^{lle} VAN ROELEN : Des cours d'histoire avaient été supprimés avant 1968 dans les facultés universitaires à l'U.L.B. On ne peut tout expliquer par 1968.
- M. DEVLEESHOUWER : La prise de conscience de 1968 a accéléré un processus. Et certains historiens, lors des discussions en Faculté, étaient consentants.
- M^{me} MORELLI : On a réformé les programmes d'histoire à l'Université, on a introduit la statistique, etc.
- M. DEVLEESHOUWER : Le rôle de l'histoire a été diminué. Dans les cours d'histoire, on a supprimé les notions inutiles.

- M^{me} AJZENBERG : Le conférencier présente les historiens comme des « refoulés sociaux », or, beaucoup participent à la vie sociale ou y ont participé, notamment pendant la dernière guerre.
- M. DEVLEESHOUWER : S'il parle ainsi, c'est par expérience, L'historien est en position de repli. Par rapport à la vie réelle, les principes qu'on essaie d'inculquer aux élèves n'ont rien à voir. En comparaison de la vie triviale de tous les jours des ouvriers, des paysans, des indépendants..., l'engagement social ou politique garde un air de sérénité.
- M. VAN LOUBEEK : La sociologie est-elle aussi menacée, méprisée que l'histoire ?
- M. DEVLEESHOUWER : Ne le croit pas. Car la sociologie de groupes, dans la mesure où elle ne donne pas aux groupes un contenu, est conforme. C'est un produit, un reflet de notre société. L'historien le plus modéré doit parfois franchir le pont d'une rupture dans la cohérence d'une société.
- M. VAN LOUBEEK : L'histoire est-elle une science fondamentale, et la sociologie, une science appliquée ?
- M. DEVLEESHOUWER : Oui. Les étudiants les plus contestataires en 1968, étaient en sociologie. La fonction de l'histoire est d'être stérile, la sociologie doit être fonctionnelle. Il y a de la petite histoire, il n'y a pas de mini-sociologie.
- M^{lle} HODEIGE : : Peut-on envisager des moyens pour rendre le public conscient du danger de ces pratiques ?
- M. MANDROUX : L'historien de profession en face de la petite histoire doit faire un effort pour assumer une partie de ce secteur pour que la petite histoire soit concurrencée par une autre histoire à laquelle nous pourrions donner notre aval.
- M. DEVLEESHOUWER : Les gens restent bloqués à ce niveau-là.
- M^{lle} HODEIGE : Comment combattre les dangers de cette société technocratique, comment rendre le public conscient de la façon dont il est manipulé ?
- M. DEVLEESHOUWER : Chacun doit mener son combat. Nous devons nous rendre compte que nous vivons dans deux types de société :
 — une macrosociété où nous ne pouvons rien comme individus ;
 — une microsociété où nous pouvons nous battre, agir comme si nous avions le libre arbitre.
- M. LOTHE : L'histoire est-elle si peu intégrable ? Elle a souvent été intégrée, dans tous les systèmes politiques.

- M. DEVLEESHOUWER : Les formes nouvelles de l'histoire sont la forme la plus parfaite d'intégration qu'on puisse imaginer.
- M^{me} DE KEYSER : Nous pouvons faire déceler par les élèves les erreurs historiques lors des émissions de télévision, dans la presse. Cela servirait à développer l'esprit critique des élèves.
- M^{me} JOZIC : Dans les cours d'histoire, les textes ne sont pas une fin en soi, nous débouchons sur le récit en amenant les élèves à dégager les éléments des textes. De plus, le texte sert de base de discussion. En outre, dans l'enseignement primaire, les instituteurs sont confrontés avec des problèmes de rénovation dans toutes les branches et non seulement en histoire, ce qui explique leurs difficultés à élaborer des cours valables.
- M. DEVLEESHOUWER : Il y a d'énormes difficultés dans les écoles normales. Les instituteurs manquent de temps. Il faut regrouper les écoles primaires.
- M. BRUNEEL : Il faut permettre aux enfants de penser par eux-mêmes. Les nouvelles méthodes s'y emploient.
- M. MONJOIE : Il y a un fossé entre le primaire et le secondaire.
- M. DELCROIX : Les programmes du primaire sont en cours de révision et des liens sont noués avec le secondaire. Il y a aussi une relation entre le secondaire et l'Université. En candidature, une information plus large serait souhaitable. En licence, la spécialisation pourrait trouver sa place. Un Institut supérieur de pédagogie pourrait être intégré à l'Université. Une année de perfectionnement pourrait être organisée pour les licenciés en cours et pour le recyclage des autres (information-méthodologie).
- M. DEVLEESHOUWER : est d'accord. En licence, il y a hypersensibilisation : on traite d'un petit aspect d'un sujet sans le mettre en rapport avec l'ensemble.
- M. REVELARD : Les régents ont les mêmes problèmes que les instituteurs : il y a rénovation pour les cours d'histoire, mais aussi de français.
- M^{me} NIHANT : Pourquoi former des licenciés en histoire qui ne pourraient plus donner cours que dans le dernier degré, puisque les deux autres degrés seraient réservés aux régents ?
- M. DELCROIX : Quel débouché y aura-t-il pour les licenciés en histoire ? La recherche ?
- M. DEVLEESHOUWER : Il y a une proposition de la Fondation Industrie-Université : une école historique pour former les rares archivistes au service de la société !

M^{me} FAITE : Quelle critique le conférencier a-t-il à formuler contre l'analyse de textes ? Ceux-ci sont une base de départ, non l'occasion d'un vain bavardage.

M. DEVLEESHOUSER : Certains ne s'en tiendront qu'à cela.

M^{me} FAITE : L'analyse de textes est très formative, puisque les élèves la font eux-mêmes.

M. DEVLEESHOUSER : J'éprouve des craintes en raison de la suite.

M. DELCROIX : Les méthodes doivent être variées.

M^{me} AJZENBERG : Faut-il se laisser « enterrer » sans rien faire ?

M. MANDROUX : L'Université en France forme 20.000 licenciés, le secondaire en absorbe 7.000 par an.

Nous sommes pris dans le système : on veut vider les universités au profit des grandes écoles, vider les Lettres au profit des Techniques.

Est-il raisonnable de diminuer la part de l'histoire dans les Sciences politiques ? La formation historique est nécessaire à l'homme politique. Cela lui éviterait des erreurs. Nous ne pouvons nous avouer battus définitivement.

M. SOBOUL : L'histoire est une culture, elle est nécessaire pour former l'intelligence critique. Il faut lui garder sa spécificité, ne pas la mélanger avec d'autres disciplines pour la sauver. Autrement, nous sommes battus d'avance.

Compte rendu des débats qui ont suivi l'exposé de M. SOBOUL : « QUELQUES REFLEXIONS SUR L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE »

M. MONJOIE : Quelle est la place de la méthode historique dans l'enseignement secondaire ?

M. SOBOUL : On peut consacrer une leçon au travail de recherche pour initier les élèves à une certaine méthode, par exemple prendre un recueil de témoignages et montrer la critique des documents. Il faut varier les méthodes pour renouveler l'intérêt des élèves.

M. MONJOIE : Il ne faut pas travailler systématiquement à partir de documents ?

M. SOBOUL : Non, il faut varier les méthodes.

M. DELCROIX : Depuis 1948, la méthode inductive est employée dans l'enseignement. On travaille à partir de cartes, documents iconographiques, textes...

M^{me} MAES : A l'impression que l'enseignement de l'histoire dans le secondaire a un rôle mineur. Dans le rénové, le but est de faire de l'histoire un cours de formation. Selon M. Soboul, l'histoire ne tend pas à former les élèves, ne doit pas donner l'occasion de faire des recherches, ne doit pas exercer l'esprit critique.

M. SOBOUL : Au cours de son exposé, il a entendu la salle réagir contre sa critique de pratiques qui lui semblent dangereuses.

La culture historique est aussi formatrice que n'importe quelle autre. En rejetant certains procédés comme le récit, on appauvrit l'histoire. La réflexion critique doit être nourrie par quelque chose. La mémoire doit être réhabilitée. Les étudiants, à leur entrée à l'Université ne connaissent pas les faits, les dates...

M. DEVLEESHOUSER : émet des doutes quant à la possibilité d'exercer l'esprit critique des élèves à partir de documents. Il faut connaître le contexte pour pouvoir critiquer, ne pas ignorer les faits. Or l'ignorance des faits donne aux élèves un droit souverain à réinterpréter l'histoire.

M. BRUNEEL : Il faut distinguer l'enseignement français et l'enseignement belge. Il faut différencier les niveaux d'enseignement.

M. Bruneel donne un rapide aperçu de la structure de l'enseignement rénové.

M. GUILLAUME : réagit vivement devant le mot « récit » prononcé par M. Soboul. Selon celui-ci, la mémorisation serait la seule façon de faire rentrer quelque chose dans la tête.

M. SOBOUL : proteste contre le mépris vis-à-vis de la mémoire.

M. GUILLAUME : A l'entrée de l'Ecole Normale, les élèves qui viennent de l'enseignement traditionnel ne connaissent rien.

M^{me} AJZENBERG : soulève le problème de la suppression du cours d'histoire dans l'enseignement secondaire. Il faudrait savoir si l'enseignement qu'on a donné jusqu'à présent n'est pas responsable de cette situation. Pour les universitaires non historiens, l'histoire n'est qu'un petit cours de mémoire, qui n'améliore pas les autres activités mentales, qui encombre la mémoire de choses inutiles ; donc, ils sont d'avis de supprimer l'histoire.

Dans les écoles normales, les élèves qui viennent du secondaire ne connaissent rien, n'ont ni esprit critique, ni sens de l'analyse, de la synthèse.

Pourquoi l'histoire ne pourrait-elle participer à la fabrication d'un homme meilleur, plus grand ?

M. SOBOUL : ne dénie pas à l'histoire toute valeur formative mais se demande si c'est défendre l'histoire dans le secondaire que de recourir à des méthodes qui enlèvent toute spécificité à l'histoire. Il reproche aux intervenants de faire une caricature de l'histoire traditionnelle.

- M. MANDROUX : Entre historiens, on pourrait se mettre d'accord sur une définition de l'enseignement de l'histoire mais des contresens ont été faits sur notre discipline. L'objectif de l'enseignement est peut-être pour nous, enseignants, de former un homme meilleur. Mais le modèle éducatif que l'on veut nous imposer est différent. La société postindustrielle a besoin de producteurs qui soient des spécialistes et des analphabètes politiques. Un enseignement historique cohérent doit mettre en place des notions capitales des sociétés passées et présentes et former l'esprit critique. Nous avons une autre conception de notre métier que ne l'a la classe politique. Nous enseignons la relativité des institutions, nous expliquons que la société des hommes ne s'est pas tellement bien organisée.
- M. DEVLEESHOUSER : Les professeurs rénovent en faisant disparaître les liens entre les questions fondamentales.
- M^{me} COLLIN : La rénovation de l'histoire va dans le sens indiqué par M. Mandroux. On récupère au profit d'un certain nombre des méthodes dites démocratiques. Le rénové veut introduire les hommes dans la civilisation technique.
- M. GUILLAUME : Ce sont les réactionnaires qui attaquent le rénové.
- M. SCHANER : On ne désire pas employer des méthodes modernes pour récupérer des élèves et les intégrer dans une société technocratique. Il faut faire un homme plus responsable dans la société. Quant à l'acquis, qu'est-ce que c'est ?
- M. DELCROIX : Ceux qui travaillent avec nous en commissions savent dans quelle situation nous nous trouvons vis-à-vis des autres disciplines. Dans le dernier degré, l'histoire disparaît. Dans le 2^e degré, il est question de « Sciences humaines » et non plus d'histoire. Il faut se serrer les coudes car nous sommes menacés.

Compte rendu du débat qui a suivi l'exposé de M. MINON.

- M. DERUELLE : L'ouvrage de Nicole Delruelle n'est pas un ouvrage sociologique. Elle ignore toute perspective historique dans son travail.
- M^{me} MORELLI : Est-ce une caricature que de diviser les sociologues en deux groupes :
- ceux qui tentent d'intégrer l'individu dans la société ;
 - ceux qui tentent d'agir sur la société ?
- M. REVELARD : Comme sociologue, pensez-vous que l'histoire soit nécessaire à la formation de l'individu ?

- M. DELCROIX : La sociologie a-t-elle sa place dans l'enseignement secondaire ?
- M. VANDERMISSEN : L'histoire est-elle utile au sociologue ?
- M. SALMON : Les historiens peuvent devenir des spécialistes de la prospective ? Celle-ci est en dehors de l'histoire. A court terme, on peut saisir la tendance de l'évolution. A long terme, non. On ne peut prédire l'avenir, on peut insérer par l'histoire son expérience dans le réel.
- M. OUART : Les situations ne sont jamais semblables à ce qu'elles ont été. Quel est l'intérêt d'une pareille prospective ? Le manque de popularité des historiens est dû au fait qu'ils ne peuvent proposer des solutions ; or, ceci est impossible.
- M^{me} NIHANT : Comment l'historien peut-il devenir un futurologue ?
- M^{me} COLLIN : L'histoire n'est pas l'étude du singulier, de l'événementiel. Elle est l'étude des hommes dans les groupes.
- M. MINON : J'ai rappelé la vieille opposition entre événement et institution.
- M^{me} COLLIN : L'histoire est l'étude du général. Nous replaçons toute étude dans son contexte.
- M. MINON : En effet, l'étude historique porte sur une société. Il faut distinguer ce qui est du domaine de l'idéal et du travail concret. Il y a le travail de l'ensemble de la communauté des historiens et le travail de l'historien dans les communautés. Lorsque nous avons à prendre position vis-à-vis de ce qu'une discipline peut apporter, il faut voir tout ce que nous pouvons investir de notre vocation humaine dans l'approche de cette discipline. Le propre du travail sociologique est de définir de quelle façon des lois de structure d'un groupe déterminé peuvent se produire. Est-il possible de trouver des lois générales ?
- M^{me} COLLIN : Pourquoi serait-ce difficile pour l'historien et facile pour le sociologue ?
- M. MINON : Comment sommes-nous ce que nous sommes aujourd'hui ; voilà la question à laquelle doivent répondre les historiens.
- M. LOTHE : La synthèse ne fait-elle pas autre chose que se préoccuper du singulier ? Elle dépasse le singulier pour arriver à une cohérence générale.
- M. MINON : L'histoire prépare mieux à discerner ce qui va se passer dans le futur que d'autres disciplines.
- M^{me} COLLIN : Histoire et sociologie, sont-ce deux disciplines distinctes ?

M. MINON : Il y a une différence d'accent.

Dans la société dans laquelle nous nous trouvons, comment les gens se représentent-ils le travail des historiens et des sociologues : voilà la façon dont j'ai envisagé mon exposé.

M. MONJOIE : rappelle les propos de M. Mandroux : le sociologue ne parvient pas à comprendre que la méthode historique soit très lente. Les sociologues font le même travail dans le présent ; donc ils travaillent plus rapidement.

M. LOTHE : Quelle est la place de ces disciplines dans l'enseignement secondaire ?

M. MINON : La formation des étudiants à n'importe quel stade est un problème qui dépasse celui des disciplines. C'est un problème d'ordre psychopédagogique entre les divers spécialistes des Sciences sociales. C'est un problème d'apprentissage.

M. LOTHE : Les nuances sont tellement minces que je ne vois pas comment séparer les deux formations.

M. MINON : Dans quelle mesure est-il possible de répondre à cette question ? Dans le primaire, on supprime l'événementiel, c'est une question d'ordre psychopédagogique. De même dans le secondaire et à l'Université. Il faut définir des objectifs. La formation au relativisme culturel est importante. Il faut se demander ce qui est nécessaire à la société.

M. DEVLEESHOUE : Sommes-nous convaincus de ce relativisme culturel ? Il y a la sociologie qui étudie les sociétés industrielles et l'ethnologie qui explique que toutes les sociétés sont égales, à cause de leur richesse interne. Est-ce vrai ? Le sociologue procède par tranches, analyse une pseudo-société. Il lui manque la notion d'évolution lointaine.

Le relativisme culturel, noyau du structuralisme, est conforme à l'idéologie de notre société qui fait disparaître le temps. Ce n'est pas vrai que le travail des sociologues et celui des historiens puissent revenir au même. Il y a un fossé entre les deux.

M. MINON : Le problème n'est pas au niveau des réalisations. Les historiens ont été trompés. La sociologie tient les deux bouts : les sociétés archaïques et les sociétés industrielles. Les sociétés intermédiaires sont relativement négligées, laissées aux historiens. Le sociologue élimine les facteurs d'enchaînement, les facteurs de crise. La formation historique dans le secondaire est fondamentale notamment pour l'étude des crises. Il faut se poser la question suivante pour l'enseignement de l'histoire : de quelles connaissances a-t-on besoin pour vivre dans notre société ?

PROGRAMME DISTRIBUE AUX PARTICIPANTS.

Les questions suivantes seront notamment soumises à l'attention des participants à l'occasion des débats qui suivront les communications des conférenciers et des travaux de groupes.

Les participants sont priés de prendre les informations y relatives et de réfléchir sur les réponses à y apporter.

1. Comment définir (objet, objectifs, contenu, etc.)
 - a) l'histoire
 - b) la sociologie.
2. Quelle place faut-il accorder dans l'éducation à :
 - a) l'histoire
 - b) la sociologie.
3. Quel est le rôle actuel de
 - a) l'histoire
 - b) la sociologie.
 - dans l'enseignement en général
 - dans l'enseignement secondaire en particulier.
4. Quelle contribution
 - a) l'histoire
 - b) la sociologie
peut-elle apporter
 - a) au cours de sciences humaines
de sciences économiques
de sciences sociales
d'actualité
 - b) aux autres cours.
5. Comment et quand intégrer dans les programmes
 - a) l'histoire
 - b) la sociologie.
6. Sous quelle forme, selon quel contenu ?
7. Quel est dans cette optique, le degré de préparation actuel ou souhaité des maîtres
 - a) d'histoire
 - b) de sociologie.

PROGRAMME DE TRAVAIL DES GROUPES.

A. Méthode proposée.

1^{er} jour : discussion des 4 thèmes dans les quatre groupes.

2^e jour : les groupes se spécialisent dans l'étude de l'un des quatre thèmes à leur choix.

B. Thèmes proposés.

a) Thèmes généraux.

1. Définitions, contenu et terminologie de l'histoire et de la sociologie (points communs et spécificité).
2. Les apports possibles de l'histoire et de la sociologie dans l'éducation en général.

b) Thèmes en rapport avec l'enseignement.

1. Bilan et perspectives d'avenir en ce qui concerne l'enseignement de l'histoire et de la sociologie dans nos écoles (y compris les conditions matérielles).
2. La formation des enseignants, dans le domaine de l'histoire et de la sociologie.

RAPPORTS ELABORES PAR LES DIFFERENTS GROUPES DE TRAVAIL.

RAPPORT DU GROUPE I :

PERSPECTIVES D'AVENIR DE L'ENSEIGNEMENT DE L'HISTOIRE

Constater que nous subissons une époque de transformation rapide de nos modes de vie et de la société est devenu un lieu commun, mais ce n'est guère contestable. L'enseignement en général et surtout l'enseignement de l'histoire se voient remis en question chaque jour, voire contestés avec violence par de bons esprits qui considèrent notre discipline comme une charge absurde et parfois inutile. Les nouveaux programmes du secondaire ne vont-ils pas jusqu'à supprimer l'intitulé « cours d'histoire » pour le remplacer par des appellations imprécises.

Les journées, que nous venons de vivre à Esneux, sont réconfortantes et le bilan très positif.

L'exposé de M. le Professeur Busino, éminent sociologue, a démontré objectivement que l'enseignement de l'histoire est indispensable et nécessaire à la sociologie et qu'en 1972 le sociologue ne peut se passer de l'histoire qui est le support de toutes les sciences sociales. En outre, au cours des discussions, il est apparu que :

1. Une distinction doit être faite entre l'enseignement de la sociologie à l'Université et l'enseignement des sciences sociales dans le secondaire.
2. Une certaine confusion semble exister entre la sociologie et les sciences sociales au niveau du secondaire.

Messieurs les Professeurs Mandroux, Soboul, Devleeshouwer et Salmon ont brossé avec une rigueur scientifique et avec beaucoup de bon sens le nouveau visage de l'histoire qui en tant que science spécifique mérite toujours sa place dans notre enseignement secondaire. L'histoire est avant tout une science sociale. Elle donne à la fois des notions de relativité et d'évolution, elle étudie les crises et elle prépare les citoyens à affronter le monde contemporain. L'enseignement de l'histoire, discipline carrefour des sciences de l'homme liée à la vie de tous les jours, a pour but de former des intelligences critiques et de développer l'esprit d'observation, d'analyse et de synthèse et son objectif fondamental dans l'enseignement secondaire se situe au niveau d'une formation humaniste suffisante préparant à la vie et à l'enseignement post-secondaire. Cette conception de l'histoire est

méconnue par nos détracteurs qui ont une vue périmée et surannée de l'histoire. Par conséquent, les membres du groupe I estiment qu'un cours d'histoire est indispensable au niveau du cycle de détermination et ils se permettent de formuler des propositions concrètes fondées sur l'expérience du cours expérimental d'histoire et des cours de sciences sociales, d'actualité et sur les exercices dirigés dans les sections des sciences humaines.

Nos propositions n'excluent en aucun cas le fait que la coordination entre les disciplines reste l'élément de base de l'enseignement rénové.

I. *Le maintien d'heures d'histoire obligatoires* dans le tronc commun concernant tous les élèves de 12 à 18 ans.

II. *Dans le 2^e cycle* : L'historien peut jouer un rôle dans l'option économique et sociale (hist. économique) et dans l'option sciences humaines (hist. socio-économique, sciences sociales).

III. *Dans le 3^e cycle* :

Nous pensons qu'une formation à la vie politique est nécessaire à ce niveau et qu'il serait logique que 2 heures par semaine soient réservées à l'étude du monde contemporain. De même, il nous paraît souhaitable à l'intérieur de chaque option de préciser la formation historique. Par exemple :

- dans l'option sciences humaines : des cours de sciences sociales ;
- dans l'option économique : un cours d'histoire économique ;
- dans l'option langues : un cours d'histoire des civilisations ;
- dans l'option sciences : un cours d'histoire des implications sociales du progrès scientifique et technique.

Enfin, certains cours libres réservés aux historiens complèteraient la formation des élèves. Par exemple :

- des notions d'actualité ;
- une histoire des religions et des mentalités ;
- une histoire de l'art ;
- une histoire des institutions contemporaines (belges et européennes), etc.

Ce rapport de nos réflexions n'est bien entendu qu'embryonnaire et mériterait une étude plus approfondie et plus nuancée.

Sans doute, nos prétentions ne sont-elles pas modestes, mais elles nous paraissent légitimes et nous restons persuadés avec Lucien Fèbvre que :

« Sans l'histoire, l'homme serait perdu dans le monde comme ces insectes dont l'existence éphémère ignore tout ce qui dépasse la limite d'une saison. »

RAPPORT DU GROUPE II.

A. Thèmes généraux.

1. Définitions.

L'histoire est l'étude de toutes les activités humaines de portée sociale inscrites dans le temps et qui éclairent le présent.

La sociologie est la recherche raisonnée des constantes dans les comportements des groupes humains.

2. Apports.

L'histoire permet une approche critique et une compréhension de l'interaction des rapports humains dans leur durée, leur évolution et leur relativité. Elle forme des citoyens conscients, aptes à évaluer l'information et à se déterminer.

La sociologie présente une information méthodique, une problématique et une typologie des phénomènes sociaux. Elle valorise le présent sans exclure le passé. Elle semble trop théorique pour être adoptée dans le secondaire. Certains de ses apports doivent cependant être utilisés avec profit par l'historien à ce niveau.

B. Thèmes en rapport avec l'enseignement.

1. Bilan et perspectives d'avenir.

La sociologie.

En principe, rien n'est inscrit dans les cours du secondaire mais historiens et géographes éprouvent la nécessité d'en utiliser certains éléments. (La section des sciences humaines n'est pas considérée ici.)

Comme Monsieur Busino¹, nous pensons qu'un cours de sociologie ne s'impose pas au secondaire.

L'histoire.

Nous croyons que, dans l'information donnée aux étudiants issus du secondaire, l'enseignement de l'histoire a précisé les notions de durée, de critique, de synthèse, de social indispensables au citoyen entrant dans la vie active.

L'histoire étant par nature le carrefour de la plupart des disciplines, sa contribution reste indispensable pour tous les élèves à tous les niveaux.

1 M. Busino est directeur de l'Institut de sociologie de l'Université de Lausanne.

Sa place dans l'horaire de base doit être précisée : les deux heures constituent un minimum.

2. Formation des enseignants.

A la formation scientifique actuelle, peut-être trop exclusive, il faudrait ajouter une introduction aux méthodes des sciences sociales. Le programme devrait comprendre obligatoirement l'économie politique, la sociologie et l'anthropologie culturelle.

Le mémoire de licence devrait être maintenu dans des limites raisonnables.

L'agrégation devrait être revue quant à la durée du stage et inclure les méthodes nouvelles d'animation (dynamique de groupes...).

Le groupe de travail a envisagé soit de réserver une année supplémentaire au stage et à l'agrégation, soit de réserver un mois des première et seconde licences à l'apprentissage pédagogique.

Un jour ou un demi-jour par mois pourrait être consacré au recyclage pédagogique et scientifique des enseignants. Cette action pourrait s'exercer dans le cadre d'un Institut de pédagogie.

Nous n'avons pas à nous prononcer sur la formation des sociologues.

RAPPORT DU GROUPE III.

1) Histoire.

Contenu :

La connaissance des sociétés et de l'évolution des civilisations dans la double perspective d'une connaissance meilleure du monde actuel et d'une ouverture d'esprit au changement.

L'histoire peut, par son caractère de science-synthèse, contribuer à la promotion des valeurs humaines et sociales.

2) Apports de l'histoire.

- a) la connaissance et la compréhension du monde présent pour permettre d'assumer pleinement la responsabilité d'homme dans son époque ;
- b) par conséquent le professeur d'histoire est à même de dispenser les leçons de sciences sociales et d'étudier les problèmes d'actualité ;
- c) la formation de l'esprit : observation, analyse, comparaison et association, raisonnement, esprit critique, esprit de synthèse.

3) Perspectives d'avenir en ce qui concerne l'enseignement de l'histoire.

a) Dans les deux années du cycle court d'orientation, l'heure de sciences humaines devrait être attribuée par préférence aux professeurs d'histoire.

b) Il serait souhaitable que l'enseignement de l'histoire contemporaine soit dispensé à toutes les sections des 2 années du cycle de détermination à raison de deux heures/semaine.

D'autre part pour les élèves se destinant à l'enseignement supérieur universitaire des facultés de droit, de philosophie et lettres et de sciences économiques, sociales et politiques, il conviendrait de parfaire leur formation historique par un cours à option d'une durée minimale de 4 heures/semaine.

c) Conditions matérielles.

L'enseignement de l'histoire nécessite l'emploi de moyens audiovisuels. Il est donc indispensable que les établissements soient pourvus de locaux adéquats équipés d'un matériel pédagogique suffisant.

4) Formation des professeurs d'histoire du secondaire.

a) une formation plus large en matière sociologique et économique ;

b) des facilités de recyclage permanent à l'université par une formule telle que les crédits d'heures ;

c) une réforme sérieuse de l'agrégation (stage prolongé et rétribué).

RAPPORT DU GROUPE IV.

L'histoire, la sociologie et toutes les sciences sociales peuvent se définir essentiellement par un objet commun : la ou les sociétés humaines : elles étudient leurs comportements, leurs productions, leur évolution, etc.

Si au départ, ces différents ordres de recherche se sont crus vivants et concurrents, si à l'heure actuelle encore bien des incompréhensions, sinon des oppositions subsistent entre les spécialistes des unes et des autres, il n'en reste pas moins qu'un véritable phénomène d'osmose réciproque s'est produit. L'histoire s'est de plus en plus intéressée aux phénomènes collectifs et aux phénomènes quantifiables ; elle a emprunté certaines méthodes, certains concepts issus des sciences sociales. Un mouvement analogue se dessine pour la sociologie et les sciences sociales spéciales : alors qu'à leurs débuts elles se confinaient aux sociétés « vivantes », elles ont tendance, sous la pression de la nécessité de remonter aux origines, à s'occuper également des sociétés passées.

Ainsi, par une double évolution interne, histoire d'une part, sciences sociales et sociologie d'autre part ont tendance à accroître leur domaine commun, à utiliser les mêmes méthodes. Si bien que toute querelle, toute rivalité entre ces diverses branches du savoir apparaît comme de plus en plus dépassée. Elles sont au contraire étroitement solidaires et complémentaires.

On peut dire que pour être bon historien, il faut être bon sociologue, et on ne peut être bon sociologue, sans être bon historien. Chaque discipline garde cependant une aire de spécificité propre. Celle-ci peut se définir comme suit ; pour l'histoire : les faits étudiés par l'historien ne sont pas tous collectifs et « comptables », il s'en faut ; il y aura donc toujours une quantité énorme de faits-quantité qui va croissant à mesure qu'on remonte dans le temps — qui échapperont en grande partie aux investigations des sociologues.

Quant à la sociologie et aux sciences sociales, l'histoire ne viendra jamais leur disputer l'évaluation mathématique des phénomènes humains pris sur le vif.

D'autre part, tandis que l'histoire s'intéresse surtout à l'aspect dynamique et évolutif des sociétés, tandis que l'histoire se place surtout dans la perspective du devenir historique, le sociologue lui, pratique plutôt des coupes synchroniques et statiques.

Ainsi comme le dit GURVITCH : « L'histoire (...) réussit mieux que la sociologie à suivre les péripéties du débordement des structures par leurs phénomènes sociaux, totaux, sous-jacents¹. »

Mais il est évident qu'avec le temps, les renseignements collectifs, répertoriés, analysés par les sociologues et les spécialistes des sciences sociales deviennent des documents historiques, si bien que pour la période qui commence à la fin du XIX^e siècle, la marge de spécificité en histoire et sciences sociales va en se réduisant sans jamais cependant disparaître.

Elles doivent contribuer à donner à l'adolescent, à l'homme en général, l'esprit critique, le sens du relatif, la richesse d'imagination indispensables à la survie d'une authentique démocratie à visage humain, dans une société de plus en plus technocratique où s'accroît sans cesse la pression souvent abêtissante des mass-media, des institutions, des groupes dominants, etc., elles doivent préparer l'individu à prendre pleinement en charge ses responsabilités civiques, sociales et professionnelles ; elles doivent lui permettre une reconversion per-

1 GURVITCH, G., *Traité de Sociologie*, t. I, p. 22, Paris, P.U.F., 1967.

manente au sein de la société ; elles doivent travailler à rendre les futures générations aptes à assumer les mutations de plus en plus profondes et de plus en plus accélérées qui affectent le monde actuel ; elles doivent empêcher la prolifération d'un nouveau type d'analphabète incapable d'agir sur le devenir social.

Certains collègues exerçant dans les écoles normales moyennes ont eu l'occasion de constater que les élèves sortant des sections sciences humaines manifestent des aptitudes particulières sous le rapport de la compréhension, des connaissances acquises, de l'esprit d'analyse et de synthèse, des possibilités d'expression et de collaboration dans la recherche de même pour les classe expérimentales de seconde et de première des établissements secondaires.

A l'opposé, à l'entrée tant de la Faculté que des autres établissements d'enseignement supérieur non universitaire, des expériences nombreuses et répétées ont maintes fois mis en lumière les résultats décevants des procédés traditionnels d'enseignement de l'histoire.

Dans la perspective des objectifs définis précédemment, l'enseignement de l'histoire et de la sociologie ou plutôt de la matière sociale, doit conserver un rôle important, un nombre d'heures qui garantissent son efficacité, et être confié à des maîtres spécialement formés à ces disciplines. De plus, cet enseignement postule pour être efficace un équipement minimum (qu'il s'agisse de locaux affectés spécialement à ces cours, de bibliothèques comportant les livres et les revues indispensables, des appareils audio-visuels non moins nécessaires), un personnel : bibliothécaire, documentaliste, préparateur.

A titre de première étape, s'il n'est pas possible d'équiper à ce point tous les établissements, il serait souhaitable d'envisager au minimum la création de centres régionaux de documentation.

En ce qui concerne la formation des enseignants, il apparaît que de simples retouches au système actuel sont absolument insuffisantes. Il faudra en arriver à une réforme fondamentale impliquant la création de facultés et de sections « Sciences humaines », tant dans les centres universitaires que dans les écoles normales moyennes.

On ne peut plus concevoir des historiens ignorant tout de la sociologie, de la démographie, de l'économie... On ne peut plus concevoir de sociologue méconnaissant l'histoire ou la géographie humaine. Toutes ces matières sont tellement interdépendantes les unes des autres que les spécialistes des unes et des autres ne peuvent recevoir une formation autre qu'intégrée et polyvalente.

RAPPORT GENERAL.

Premier thème de discussion :

Définition et contenu de l'histoire et de la sociologie (points communs et spécificité).

Au départ, il faut constater que la sociologie, l'histoire et les autres sciences sociales ont tendance à se rapprocher dans leur esprit, leur objet, leurs méthodes, atténuant ainsi ce qui les avait différenciés depuis leur origine.

Pour définir l'histoire, laissons parler un sociologue, G. GURVITCH : « La seconde méthode d'approche de la réalité sociale (la première étant la sociologie) est individualisante ou plutôt singularisante ; elle est propre à deux sciences sociales particulières, l'histoire et l'ethnographie, qui, comme la sociologie, étudient les phénomènes sociaux totaux saisis dans leur ensemble (...). L'histoire (...) réussit mieux que la sociologie à suivre les péripéties du débordement des structures par leurs phénomènes sociaux, totaux, sous-jacents¹. »

Tous les participants au colloque, réunis en groupes de travail, ont accepté cette position. Ils mettent aussi l'accent sur les éléments de définition suivants :

1. Les activités humaines de portée sociale inscrites dans le passé éclairent le temps présent.
2. L'histoire vise à faire saisir l'évolution des civilisations.

Deuxième thème de discussion :

Les apports possibles de l'histoire et de la sociologie à l'éducation.

Contrairement à ce que pensent parfois d'aucuns, qui ont encore à l'esprit une certaine forme d'enseignement de l'histoire, en voie de disparition d'ailleurs, et qui en tirent argument contre notre discipline, le professeur d'histoire traite avec les élèves de la vie économique, sociale et politique, de l'évolution de la pensée, des sciences et des techniques. Il sait que l'histoire s'est poursuivie jusqu'à hier et continue aujourd'hui, prenant constamment appui sur l'actualité, le nouvel enseignement de l'histoire stimule l'intérêt de l'enfant pour le concret, le réel, le vécu ; il lui donne un rôle actif dans la découverte et l'appropriation du savoir ; il l'engage à recourir à la recherche personnelle de l'information, à la collaboration dans le travail, à la réflexion en commun. Ainsi, autant par son contenu que par ses méthodes, l'étude de l'histoire développe l'esprit d'analyse et de synthèse, forme l'esprit

1 GURVITCH, G., *Traité de Sociologie*, t. I, p. 22, Paris, P.U.F., 1967.

critique, aiguise la compréhension. Elle aide l'individu à augmenter son angoisse devant la relativité. A une époque où l'évolution s'accélère sans cesse, les besoins pratiques de la société exigent une capacité d'adaptation constante au changement ; la formation donnée par l'histoire permet aux jeunes d'affronter — mieux armés — ces mutations. Enfin, cette formation donne à la société des citoyens conscients, aptes à évoluer, à se déterminer en êtres libres et responsables dans une société technocratique.

La sociologie est une science d'esprit beaucoup plus mathématique aussi bien dans ses méthodes que dans ses conclusions. Elle présente une information méthodique, une problématique et une typologie des phénomènes sociaux ; elle valorise le présent sans exclure le passé.

Troisième thème de discussion :

Bilan et perspectives d'avenir en ce qui concerne l'enseignement de l'histoire et de la sociologie dans nos écoles (y compris les conditions matérielles).

A. Il résulte des constatations faites par des collègues de l'enseignement supérieur pédagogique que les élèves issus soit des sections « Sciences humaines », soit des deux classes terminales des humanités où un cours expérimental a été organisé, manifestent des aptitudes particulières quant à la compréhension, à l'analyse, à la synthèse, aux possibilités d'expression et de collaboration dans le travail ; ces observations mettent en lumière les mérites d'un enseignement de l'histoire conçue selon des méthodes actives et réfléchies.

B. L'histoire est par nature une discipline de synthèse, un support important et nécessaire de toutes les autres sciences humaines. C'est pourquoi sa contribution à l'éducation des élèves reste indispensable à tous les niveaux. Sa place dans la formation commune de base doit être fixée de manière à en garantir la pleine efficacité.

C. En ce qui concerne la sociologie, il faut signaler que par les cours de « Sciences sociales », « Sciences humaines », « Sciences économiques et sociales », « Actualités », ainsi que par tous les autres cours où l'histoire sous toutes ses formes est impliquée, ses apports sont fructueusement intégrés dans l'enseignement secondaire.

D. Cependant cette science apparaît trop théorique, trop abstraite pour être insérée telle quelle dans notre enseignement secondaire. Nous pensons donc comme M. BUSINO, Directeur de l'Institut de Sociologie de l'Université de Lausanne, qu'un cours de sociologie ne se justifie pas à notre niveau d'enseignement.

E. L'équipement : pour assurer l'efficacité de ces divers enseignements, les participants estiment indispensable de doter les établisse-

ments scolaires d'un équipement de base (locaux, documentation, matériel), d'un personnel auxiliaire spécialisé. De plus, des centres régionaux de documentation fourniraient aux établissements les compléments nécessaires de matériel et de sources informatives.

Quatrième thème de discussion :

La formation des enseignants dans le domaine de l'histoire et de la sociologie :

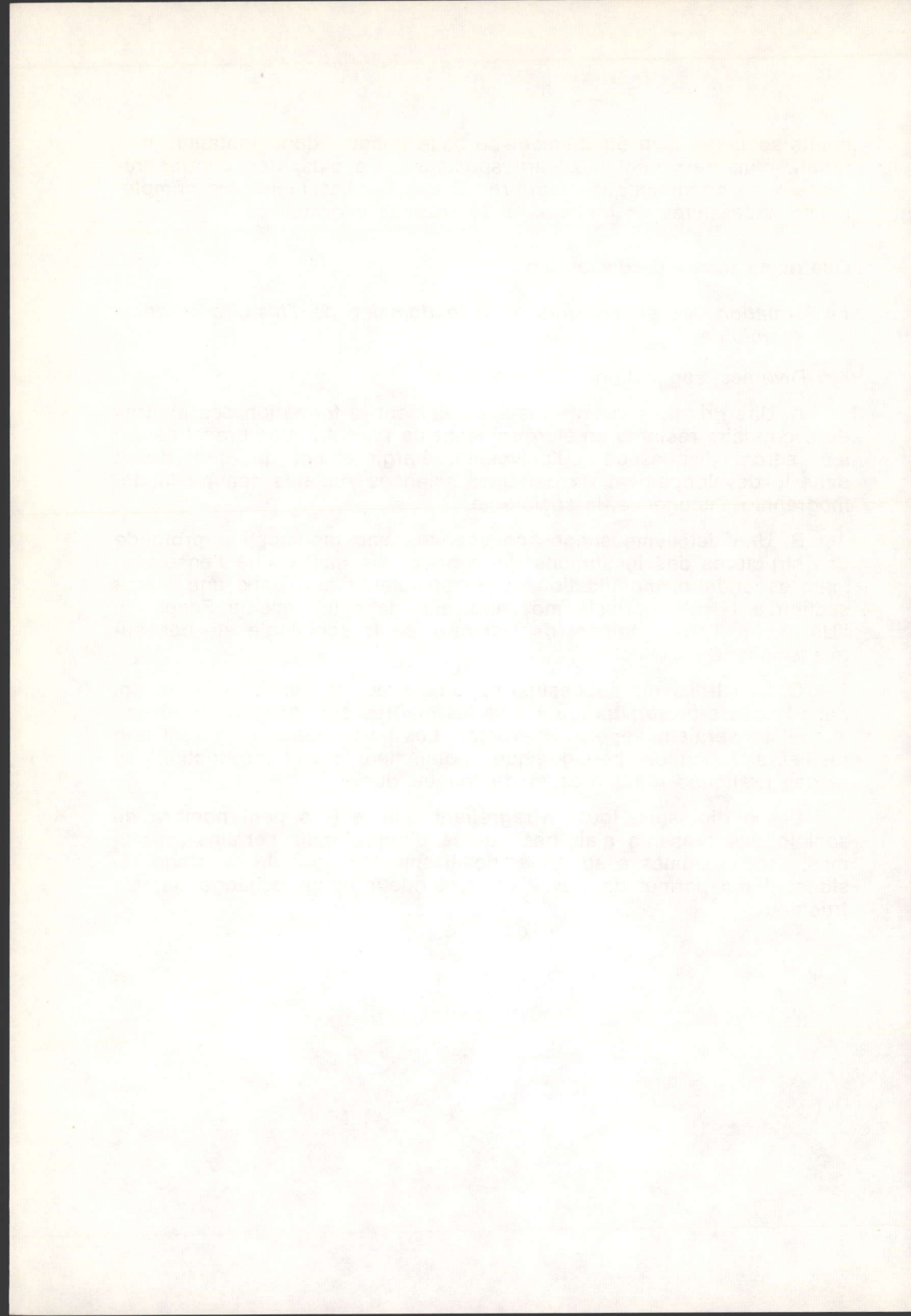
Diverses suggestions ont été faites :

A. Une première visant plus spécialement la formation des maîtres du secondaire réclame un élargissement de l'éventail des branches qui leur seront dispensées à l'université, élargissement qui consisterait dans le développement de certaines sciences sociales comme la démographie, l'économie, la sociologie.

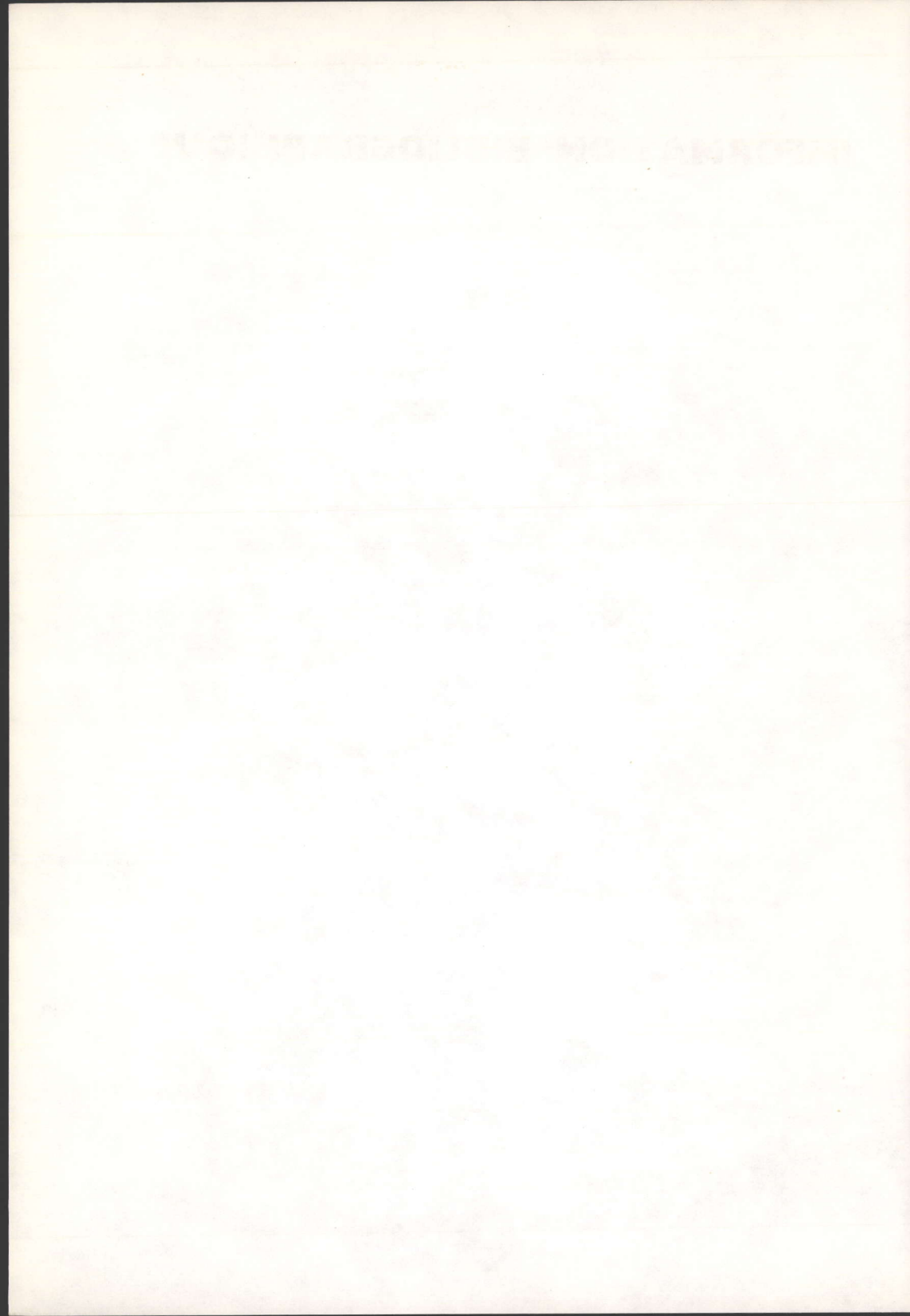
B. Une deuxième suggestion souhaite une modification profonde des structures des institutions qui forment les maîtres de l'enseignement secondaire, modification qui rassemblerait soit dans une même section à l'Ecole normale moyenne, soit dans une même Faculté à l'Université, l'enseignement de l'histoire, de la sociologie et des autres sciences sociales.

C. Une troisième suggestion réclame avec insistance la formation, dans le cadre universitaire, de tous les maîtres quel que soit le niveau auquel ils seraient appelés à exercer. Les participants suggèrent une meilleure formation pédagogique, notamment par l'introduction de stages pratiques rémunérés et de longue durée.

Les participants, tout en regrettant que le trop petit nombre de sociologues présents n'ait pas permis d'approfondir certains problèmes, sont unanimes à apprécier positivement la formule du stage résidentiel qui permet un travail en profondeur et un échange de vue fructueux.



INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE



NOTES et glanures

I. OUVRAGES GENERAUX.

MAZZARINO Santo, **La fin du monde antique, avatars d'un thème historiographique**, Paris, N.R.F., Gallimard, 1973.

La « Bibliothèque des histoires » se donne comme fin de créer à l'histoire une place conforme à ses nouvelles et multiples dimensions. Les titres parus jusqu'ici confirment l'éclectisme des choix auxquels elle s'ouvre. Songeons au monumental ouvrage en deux volumes de Franco VENTURI, **Les Intellectuels, le peuple et la révolution**, dont le régime tsariste fournit le cadre essentiel et dont la toile de fond s'imprègne de la Révolution communiste.

Elle nous offre ici un petit essai sur un grand sujet et pose à nouveau le problème de la signification de l'histoire. L'idée de crise, de déclin, est liée à celle de vieillesse, elle n'est pas appliquée au seul empire romain.

Les Romains eux-mêmes dès le II^e siècle av. J.-C. expriment leur pessimisme. Des facteurs tant internes qu'externes expliqueraient le phénomène : la fin du monde attendue par les chrétiens, les exploits des Germains, la bureaucratie, l'oppression fiscale, les erreurs financières s'en partageant le mérite au gré des III^e, IV^e, V^e siècles. Pour les auteurs médiévaux, persécutrice de la vraie foi, Rome a essuyé le « jugement de Dieu », elle mérite son destin. L'humanisme y voit l'effet de causes morales et politiques, abandon des coutumes antienne ou événements divers. C'est alors qu'avec Löwenklav apparaît une recherche critique qui tend à privilégier les facteurs économiques. Le contexte des luttes religieuses met en exergue au XVII^e siècle l'abandon de l'enseignement chrétien primitif et le rôle de Constantin comme politique. Suit la théorie de l'« élimination des meilleurs » par suite d'une adultération du mariage dont il n'y a nulle peine de montrer l'illusion. Avec Max Weber s'impose les préoccupations économiques. La fin des conquêtes a tari les sources de l'esclavage. Dès lors, le passage de l'esclave encaserné à l'esclave casé se traduit par l'abandon de l'économie monétaire à l'économie domestique, de la prépondérance des villes à celle des campagnes. L'abondance d'esclave n'est pas nécessairement une preuve de prospérité et il n'est pas dit que ceux-ci aient vraiment diminué. Il est

certain cependant que l'importance des campagnes s'affirme dans la mesure où les mesures monétaires destinées à combattre l'inflation ont amené les travailleurs de la terre à se vassaliser sous la protection d'un patron capable de réunir l'or réclamé par les agents du fisc. Il est vrai aussi que la politique de déflation encourage l'économie naturelle comme l'explique notamment Gunnar Mickwitz dans les années trente ? Auparavant, la chute des grands empires européens du XX^e siècle a inspiré la théorie institutionnelle de Ortega y Gasset, tandis qu'impressionné par les bolchéviks Michel Rostovtzeff voit dans la crise de Rome l'issue d'un conflit entre paysans et bourgeois. La thèse des nationalités invoque la précarité de l'Edit de Caracalla et l'impuissance à créer une mentalité supranationale que les Romains partagent avec les Huns et les Goths. La masse finit par l'emporter sur la frange brillante latinisée. Le latin se barbarise, c'est-à-dire que les peuples conquis ressureussent comme l'ivraie étouffe le froment. Il n'y a pas décadence mais continuité. La civilisation « romaine », écrit Pignaniol n'est pas morte de sa belle mort elle a été assassinée ».

N'est-ce pas en gardant à l'esprit tous les phénomènes que le drame atteint son unité et l'histoire sa signification ?

R.V.S.

STIENNON Jacques, **Paléographie du Moyen Age**, dans coll. « U », série « Histoire médiévale », avec la collaboration de HASENOHR Geneviève, Paris, Armand Colin, 1973.

Un bien beau volume, écrit d'une main souple et nanti d'une illustration, j'allais dire enluminure, de choix. Ces qualités formelles ne font d'ailleurs que rehausser la valeur fondamentale de cet ouvrage conçu en historien par un historien à qui rien de ce qui est humain n'est étranger, y compris la physiologie de la main, celle du cerveau, l'acte d'écrire et... certains de ses effets matériels !

Deux regrets pour l'étudiant laborieux vivant combien « ardua scriptorum prae cunctis artibus ars est » : certaines reproductions sont floues et dès lors de lecture peu commode, le répertoire des abréviations est un peu succinct.

Par contre, le souci didactique éclate dans le choix large et éclectique des spé-

cimens d'écriture, des types de textes et des cas d'espèce. Que l'Ancien Pays de Liège y trouve une place n'est que justice rendue à une région carrefour trop volontiers ignorée malgré ses richesses. Le même souci didactique se marque dans le choix de textes obligeamment traduits relatifs à l'histoire de l'écriture, des scribes, de leurs ateliers et de leurs clients ; dans le petit glossaire latin-français des termes techniques suivi d'un lexique complémentaire ; dans la bibliographie sélective. dans une série d'exercices livrés au fil des notations à l'imagination diligente des amateurs ; dans les cartes originales et les gravures judicieuses.

La partie la plus intéressante est cependant celle où l'auteur concilie avec succès l'érudition du paléographe et du diplomate avec le discernement de l'historien des civilisations. Il nous y fait découvrir les progrès de la science paléographique à travers l'œuvre des grands spécialistes ; les grandes étapes de l'histoire de l'écriture détaillées avec minutie mais sans pédantisme ; les scribes dans leur cadre de travail aux prises avec leurs instruments ; l'écriture comme élément témoin de l'histoire de la civilisation médiévale.

Le professeur d'histoire trouvera ici bien des occasions d'illustrer ou de motiver ses enseignements.

R.V.S.

BENNASSAR B., JACQUART J., Le XVI^e siècle, Paris, Armand Colin, 1972.

L'ouvrage reste dans la ligne de la collection : il traite du XVI^e siècle et est volontairement événementiel afin de fournir une trame indispensable, une base solide à l'étude des phénomènes des Temps modernes, de la période qui s'étend des **grandes Découvertes aux Révolutions**. Le XVI^e siècle a été préparé par un XV^e siècle mouvant contestataire, qui remet tout en question et ce dans tous les domaines. Les découvertes maritimes de la fin du XV^e siècle accélèrent les mutations économiques dominées par deux faits contradictoires : un nouvel état d'esprit acceptant le profit et une économie de type « ancien régime ». La révolution spirituelle (Humanisme-Renaissance) fait preuve d'un optimisme vainqueur qui ira s'effilochant au cours du siècle pour devenir le scepticisme et la froide érudition. L'art profane du début du siècle deviendra celui qui est dominé par la Contre-Réforme. La révolution religieuse aboutira à la pire intolérance

et aux guerres civiles. La tentative universaliste de Charles-Quint s'effondrera pour faire place aux Etats nationaux. Le XVI^e siècle « classique » voit ces manifestations se développer essentiellement en Europe atlantique et méditerranéenne.

Cependant, l'auteur fait une part importante aux états de l'Europe du nord et de l'est ainsi qu'aux pays non européens : ceux d'Asie, d'Afrique, d'Amérique, différents mais pas nécessairement inférieurs à ceux de l'Europe. Ce siècle marque le début de la décadence de ces régions liée d'ailleurs à leur exploitation par les Européens. Malgré les échecs et les drames, le XVI^e siècle a vu l'affirmation de la conscience individuelle face à toutes les puissances, les premiers balbutiements de la science, le développement de l'Etat national et la mise en place des moyens qui ont permis à l'Europe de dominer le monde.

Treize schémas et cartes illustrent ce volume, un tableau des repères chronologiques et une bibliographie permettent d'entamer d'autres recherches.

P.B.

Le Monde autour de... 1793, l'escalade de la révolution, Paris, Larousse, 1973.

Le cinquième volume de la collection **Monde et Histoire** est bâti autour d'une date capitale pour l'histoire de la Révolution française.

Pour la plupart des gens de l'époque, la Révolution n'est d'ailleurs qu'une tempête, violente peut-être, mais passagère et bien peu comprennent le mot de Goethe qui affirme qu'un monde nouveau est en train de naître.

Et pourtant, la Révolution marque la fin de l'Ancien Régime. Cette période bouleversée fait preuve d'un dynamisme extraordinaire et d'un foisonnement d'idées surprenant.

L'événement c'est le procès de Louis XVI et, malgré l'intervention des Girondins, sa condamnation par les Montagnards ; c'est la lutte de la République contre les Vendéens ; celle des soldats de l'an II contre l'Europe ; c'est la Terreur et ses excès, le Comité de Salut public et Robespierre, c'est Fleurus et la victoire. La **vie quotidienne** est retracée ou plutôt évoquée par de petites touches très révélatrices et ce, en France, en Italie, en Chine, e.c. On aborde les problèmes relatifs à la table,

aux habitudes vestimentaires, à l'hygiène, au tourisme, à l'école, aux loisirs et notamment aux fêtes du carnaval, etc.

L'**actualité internationale** présente aussi un nombre imposant de faits politiques : réformes de Joseph II, révolution manquée à Genève, révolte à Belfast, mort de Frédéric de Prusse, arrivée de Washington à la présidence des Etats-Unis, etc... Les **voyages autour du monde** ne sont plus aussi aventureux mais présentent encore des difficultés et des dangers. C'est l'époque des recherches d'un passage par le nord-ouest, celle de Surcouf et des révoltés du Bounty. Les **découvertes technologiques et scientifiques** sont évoquées, conquête de l'air, naissance de la chimie, révolution technologique. Pour clôturer ce panorama, une fresque des **Portraits de contemporains** nous est présentée.

Rappelons que la plupart des documents fort nombreux par ailleurs sont en couleurs et que beaucoup sont peu souvent reproduits.

L'ouvrage constitue un reportage très vivant et un bon aperçu de l'époque.

P.B.

SURATTEAU Jean-René, **L'idée nationale de la révolution à nos jours**, Paris, PUF, 1972.

A propos de l'idée de nationalité, Johanet écrivait : « Le mot de nationalité a fait plus de ravages que la poudre et les gaz » ; de même, Boutroux disait : « Le principe des nationalités est une notion très simple et très claire » et Hauser : « C'est le type d'une fausse idée claire. »

C'est certes la définition de Hauser qui est la plus vraie et le petit volume de Suratteau tend à clarifier ces notions confuses.

D'abord, l'auteur tente de définir le principe des nationalités : le mot, l'évolution du mot, les tentatives de définitions de Mazzini à Henri Berr, les bases juridiques, naturelles, culturelles, économiques et sociales du concept.

Ensuite, il étudie les formes de nationalismes défensifs ou offensifs des XIX^e et XX^e siècles pour terminer par un bref aperçu des nationalismes hors d'Europe après la seconde guerre mondiale.

Ce petit volume très systématique et truffé de citations aidera nos collègues et nos élèves à mieux définir ces notions complexes.

M.R.V.

AMBROSI Christian, **L'Europe de 1789 à 1848**, coll. « Le fil des temps », Paris, P.U.F., 1972.

Quoique la couverture de ce livre produise une belle reproduction de la polychromie évoquant le **Printemps des Peuples**, cet ouvrage s'arrête à fin 1847. Il trace en moins de 300 pages une large fresque d'une Europe fort conventionnelle où la France se taille la part du lion. La Révolution et l'Empire n'eurent-ils pas une vocation européenne ?

Le récit est sobre et d'allure impartiale. Il cite les faits et évite les jugements. Un effort est fait pour valoriser les éléments économiques et sociaux dans une période tant secouée cependant par les événements politiques.

Quelques pages sont bien venues sur la Russie. La Révolution belge est évoquée sans trop de fautes (**Van Maassen** pour **Van Maanen**). On ne s'attardera pas aux lacunes traditionnelles dans ce genre d'ouvrage dont la présence dans une bibliothèque de classe peut se justifier grâce aux notes bibliographiques assez copieuses et surtout de langue française, et à l'agrément de la lecture.

R.V.S.

FAYE Jean-Pierre, **Théorie du récit. Introduction aux « Langages totalitaires »**, coll. Savoir, Paris, éd. Hermann, 1972.

FAYE Jean-Pierre, **Langages totalitaires**, Paris, éd. Hermann, 1972.

« Parce que l'histoire ne se fait qu'en se racontant, une critique de l'histoire ne peut être exercée qu'en racontant comment l'histoire, en se narrant, se produit. »

Jean-Pierre Faye développe cette thèse fondamentale dans deux volumes très denses qui abordent le langage politique et économique propre au mouvement nazi.

De la République de Weimar jusqu'à l'arrivée au pouvoir de Hitler, chaque classe de la population forge son propre récit.

L'auteur étudie aussi bien dans les œuvres littéraires ou philosophiques que dans les discours politiques l'évolution des mots qui unissent ou opposent les groupes politiques. L'étude prend la forme d'une topographie : dans une courbe en fer à cheval dont les extrémités seraient le parti communiste et le parti nazi, se répartissent les Jeunes Conservateurs, les nationaux-révolutionnaires, les nationaux-bolcheviques. Au langage nouveau créé par ces groupes nationalistes s'ajoute le « *völkisch* » des anti-sémites.

Nationalisme et pseudo-révolution n'attendent plus que celui qui allait déterminer l'orientation : « Dans toute discussion quelque'un se tenait là, un Hôte muet, qui le plus souvent n'était pas du tout visible, et qui pourtant dominait la discussion. »

Jean-Pierre Faye a poursuivi pendant six ans son enquête en Italie et en Allemagne, près des survivants de l'idéologie totalitaire et dans les sources accessibles de cette période tragique de l'histoire.

Le résultat de son travail éclaire d'un jour nouveau l'histoire du nazisme et les échanges entre masses et langages, insistant toujours sur le thème central : l'histoire-action réelle liée à l'histoire-récit de cette action.

Sans en être toujours conscients, les hommes jouent là un rôle essentiel : « Les masses affamées qui attendent, dans les grandes villes allemandes des premières années trente, à l'entrée des bureaux d'allocation au chômage — prises entre les hommes à brassard rouge et les hommes à chemise brune —, les masses qui dans les rues défilent sous les divers signes alors mis en circulation, et qui parfois à leur insu les échangent entre elles au cours des grandes oscillations du langage politique et sur le fond des oscillations de l'économie, ces masses d'hommes traversent les grandes secousses économiques et que frappent de plein fouet les émissions de l'oscillateur linguistique, sont le matériel vivant, pensant et parlant, qui produit et subit ces effets. »

M.R.V.

ROBIN Régine e.a., *Histoire et linguistique*, coll. *Linguistique*, Paris, Colin, 1973.

Une des aspirations les plus constantes des historiens est de parvenir à une objec-

tivité complètement dégagée de toute subjectivité.

Cet ouvrage destiné « essentiellement aux historiens » aspire à leur ouvrir les yeux sur les horizons nouveaux proposés par la linguistique. L'A. met en garde contre les écueils d'une méthodologie stérilisante et contre les risques d'euphorie pseudo-scientifique. Elle appelle à la collaboration interdisciplinaire. L'historien confiné au domaine du conscient est introduit ici dans celui de l'inconscient découvert par ces techniques nouvelles. L'historien demande au linguiste de lui apprendre à lire ce qu'il y a dans le texte afin de mieux l'interpréter, mais il doit se méfier des certitudes fournies par l'analyse linguistique au même titre que l'économiste se garde des statistiques. Il ne faut pas négliger l'opinion de K. Marx, comme il le craint, il y aurait risque « de juger les hommes à ce qu'ils disent et non à ce qu'ils sont. »

L'analyse linguistique ne fournira donc jamais qu'un élément d'appréciation supplémentaire.

De gros efforts ont été faits depuis quarante ans et plus pour éveiller parmi les historiens le souci de l'utilisation de la linguistique. Quel est le professeur d'histoire qui n'a jamais regretté l'absence d'un lexique notionnel établi par période et par région et destiné à clarifier et à uniformiser la terminologie utilisée dans les classes et dans les ouvrages didactiques. Les savants s'en occupent avec persévérance depuis que L. Febvre les a placés sur la voie. Les travaux de A. Duprond, de M. Foucault, de R. Mandrou et de bien d'autres en témoignent.

En entrant dans la voie de la quantification les faits de langage contribuent à faire pénétrer plus avant l'histoire dans le domaine de la science. Les exemples donnés : **Aperçu sur les méthodes statistiques. Approche des champs sémantiques, Méthode d'analyse des énoncés, Notes sur l'analyse sémique**, pour ne les citer qu'en résumé, attestent de cette orientation.

Un lexique aidera à comprendre un certain nombre de termes techniques. Il reste que l'ensemble du volume accorde au jargon une place qui nuit à une lecture profitable.

Une bibliographie générale et trois communications illustrant l'intérêt de ce genre clôturent ce volume.

A l'intention des sceptiques notons dans un domaine voisin cette citation de C. LE-VY-**STRAUSS** mentionnée par l'A. de ce livre :

« C'est donc aux rapports entre l'Histoire et l'Ethnologie au sens strict que se ramène le débat. Nous nous proposons de montrer que la différence fondamentale entre les deux n'est ni d'objet, ni de but, ni de méthode ; mais qu'ayant le même objet qui est la vie sociale ; le même but qui est une meilleure intelligence de l'homme, et une méthode où varie seulement le dosage des procédés de recherche, elles se distinguent surtout par le choix de perspectives complémentaires : l'Histoire organisant ses données par rapport aux expressions conscientes, l'Ethnologie par rapport aux conditions inconscientes de la vie sociale. » (**Anthropologie structurale**, Paris, Plon, 1958.)

Comment mieux souligner ici aussi l'apport irremplaçable de l'Ethnologie à une Histoire totalisante ?

R.V.S.

Le nationalisme facteur belligène. Etudes de sociologie de la guerre, Bruxelles, Bruylant, 1972.

Le colloque des 4, 5 et 6 mai 1971 tenu au Centre de Sociologie de la guerre de l'ULB a réuni de brillants historiens, sociologues et polémologues dont Gaston Bouthoul de Paris et Bert Röling de Groningue autour d'une étude délicate : l'importance du nationalisme comme facteur belligène.

Les buts ont été précisés par le Général Werner : « Nous avons pensé qu'une connaissance plus approfondie de certains fauteurs belligènes pourrait peut-être un jour nous amener à établir des corrélations, qui nous aideraient à mieux comprendre le mécanisme infernal de la guerre en vue de nous permettre de l'enrayer à temps. »

Parmi les exposés, nous paraissent pouvoir intéresser plus particulièrement les professeurs d'histoire :

WERNER Victor, **Pourquoi le nationalisme est-il un facteur belligène**, pp. 31-67 qui définit avec rigueur les notions de nationalisme.

BERNARD Nadine, **Le nationalisme et la guerre en France (1871-1914)**, pp. 177-283 qui étudie de façon approfondie le

nationalisme français dans ses rapports avec l'enseignement, le socialisme, le syndicalisme, etc.

BOUTHOUL Gaston, **Les guerres nationalistes**, pp. 303-314, brillante leçon de polémologie en rapport avec l'ethnologie, la littérature, les problèmes du Tiers monde, etc.

Un très bel ensemble d'articles qui pourraient servir de point de départ à un cours d'histoire contemporaine.

M.R.V.

BROWN Dee, **Enterre mon cœur**, Paris. Stock, 1973.

La victoire de Nuage-Rouge et de ses hommes sur les soldats du colonel Fetterman porte dans l'histoire américaine le nom de « **The Fetterman Massacre** » ; 105 femmes et enfants égorgés, violés, découpés à Sand Creek par les Américains devenaient « **The Sand Creek Affair** »...

D'une façon générale, c'est ainsi que nous avons tous appris l'histoire par les historiens blancs et alimentant les westerns.

Pour la première fois, un historien entend écrire l'histoire des Indiens en se plaçant à leur point de vue et il a pour cela interrogé les documents de l'époque : archives, reportages, interviews, etc.

L'époque ici décrite s'étend de 1860 à 1890 : pendant ces trente ans, la culture et la civilisation indiennes ont été détruites systématiquement, pour ne pas parler de génocide ; pendant ce temps aussi, s'est créée la légende dorée du cow-boy et de la fille de saloon.

L'auteur traite son sujet avec objectivité : il ne nie ni les massacres perpétrés par des Indiens ni les rares tentatives d'hommes de bonne volonté de l'autre camp.

Lire l'histoire véridique d'Ours-Debout ou d'Aigle Blanc nous sortira de nos rêves d'enfants trop limités au cinéma et aux bandes dessinées d'outre-Atlantique.

Un livre courageux et nécessaire.

« Si jamais le lecteur de cet ouvrage, écrit Dee Brown, à l'occasion de voir la pauvreté, l'état désespéré et la saleté sordide d'une réserve indienne moderne, il lui sera peut-être possible d'en comprendre les raisons et de trouver la réponse au pourquoi. »

M.R.V.

PARAF Pierre, **Les grandes contestations de l'histoire**, Paris, Payot, 1973.

« Imaginons les tyrannies sans résistance, les religions sans hérésies... un univers ténébreux d'esclaves qui n'ait jamais médité, préparé sa revanche.

Qu'en serait-il de l'homme d'aujourd'hui ? »

Devant l'extension et l'universalité de la contestation, Pierre Paraf s'interroge et interroge le passé.

De siècle en siècle, l'homme a obéi ou s'est révolté. Contre sa famille, ses chefs, ses éducateurs, ses prêtres.

Jadis la droite conservatrice s'est efforcée de stabiliser la menace. Qui ose encore ouvertement se réclamer de cette droite ? Mais le recul n'est que dans l'expression ; dans sa réalité quotidienne, la démocratie bourgeoise s'inquiète et réprime, les dictatures torturent, les régimes communistes y opposent une bureaucratie anonyme et transforment les opposants en asociaux.

Cependant de Socrate à Rimbaud, de Spartacus à Bakounine, des hippies aux Gardes rouges, chaque vague de contestation a engendré un progrès et le révolutionnaire accusé de destruction n'est pas nécessairement condamné à avoir les mains sales : « On n'y détruit le plus souvent que pour construire de nouvelles architectures, l'essentiel pour l'homme étant de toujours conquérir, d'escalader les nues et de ravir au ciel un feu nouveau. »

M.R.V.

DE WASSEIGE Yves et MABILLE Xavier, **La concentration économique**, Dossier n° 5, CRISP, Bruxelles, 1973.

Tous les professeurs d'histoire ont eu déjà l'occasion d'utiliser des dossiers édités par la CRISP, notamment **Qui décide en Belgique ? La Commune**, etc.

Ce dossier consacré à la concentration économique leur rendra de même de grands services.

Les auteurs ont réparti leurs intérêts entre trois grands problèmes : la dimension des entreprises, les ententes entre les entreprises et la constitution des groupes financiers et industriels. Leurs exemples sont pris tantôt en Belgique, tantôt au niveau

du Marché commun, tantôt dans les entreprises intercontinentales.

L'analyse est accompagnée de tableaux chiffrés, de schémas et d'une bibliographie.

L'ouvrage a le mérite de poser de façon claire et compréhensible pour les non spécialistes les questions essentielles dans notre société : quelle est la dimension optimale d'une société selon les buts à atteindre, comment associer les travailleurs et les citoyens aux manœuvres de concentration, le mouvement de concentration est-il fatal ?

M.R.V.

KURGAN, G. et MOUREAUX, P., **La quantification en histoire**, dans **Travaux du Centre national de recherches de logique**, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1973.

Cet ouvrage collecte les contributions apportées par plusieurs spécialistes de l'histoire quantitative aux journées d'études organisées par le Centre de Logique de l'Université libre de Bruxelles.

Le caractère disparate des articles tient à la multiplicité des angles d'attaque et à l'abondance des matériaux qu'il est possible de mettre en œuvre. Cela nous vaut des articles aussi différents que celui de M.-J. Dupâquier sur « Le mécanisme autorégulateur des populations traditionnelles », celui de M. H. Daems sur « La stratégie des entrepreneurs », ceux de J. Stengers, P. Moureaux, J. Hannès plus spécialement préoccupés de la validité des données statistiques en histoire.

Des interventions de P. Moureaux et de plusieurs autres historiens, on retiendra l'appel à la collaboration interdisciplinaire. L'historien dans ce cadre nouveau n'a pas à se créer un complexe d'infériorité. Il ne perd rien de sa liberté, il éduque tout au plus, pas plus que de son indépendance puisque par vocation, lui revient le travail de synthèse.

Si certains pensent, avec P. Lebrun, que l'histoire dûment formalisée ne peut être subjective, la plupart des intervenants insistent sur l'opinion contraire. Dans un article percutant qui se défend d'être satirique, J. Stengers attire sérieusement l'attention sur les risques d'une utilisation aveugle des données statistiques en histoire. Il souligne à juste titre la méfiance

avec laquelle il convient d'apprécier leur degré de précision.

Ces divergences ne sont à mon avis que des différences de degré. Entre la pure subjectivité et l'objectivité parfaite, il y a place pour une hiérarchie de positions intermédiaires liées à la qualité de l'information et à la sévérité de la critique, condition fondamentale de la synthèse objective. Toute histoire est objective dans la mesure où elle est consciente de sa subjectivité. Il faut, en toute circonstance « Annoncer la couleur ! »

Poussée à la limite, l'histoire reconnaît la spécificité de tout individu à travers les millénaires. A des degrés variables, l'histoire est donc condamnée à généraliser, souvent sur des bases instables sinon insuffisantes. L'historien doit se garder des risques inhérents à la généralisation. Ce sera spécialement le rôle du professeur d'histoire à qui revient d'exploiter les résultats atteints par la science dans l'état de sa recherche.

Si le métier d'historien est angoissant, celui de professeur d'histoire dans l'enseignement secondaire, — a fortiori dans l'enseignement primaire, — peut être considéré comme désespérant. Telle est la philosophie que l'on pourrait tirer de ce débat du point de vue de la pédagogie.

Le professeur d'histoire dont la tâche consiste à faire comprendre un passé vu à travers les ressources limitées, palpé par les instruments imparfaits de la science historique, doit-il pour autant renoncer à utiliser les données de l'histoire quantitative, les statistiques notamment ? S'y résoudre serait à mon avis se mettre dans la position de l'astronome qui renoncerait à décrire le cosmos sous prétexte que ses lunettes ne lui en révèlent qu'une fraction. Ce serait vouloir attendre que l'histoire soit finie avant d'en entamer l'approche. Ce serait un défi au sens commun, une irrémédiable abdication de l'esprit scientifique. Comme science, toute historiographie est provisoire. Il y a lieu de la réajuster à la lumière des données sans cesse remaniées et précisées par des apports nouveaux, produits de découvertes récentes ou de méthodes mieux étudiées.

Apprendre à ses élèves à manipuler avec prudence les affirmations les plus catégoriques à soumettre toute chose aux critères de la critique la plus stricte. Telle

doit être la voie : amener chacun à se persuader que toute connaissance est perfectible, apprendre à y apporter sa contribution. Comme celle de l'Hermès Triméliste, la devise du professeur d'histoire sera et celle de ses élèves avec lui : « Cherche ! »

R.V.S.

PRESSAT Roland, **Démographie statistique**, Paris, P.U.F., 1972.

Il s'agit d'un ouvrage qui cherche à faciliter l'approche des méthodes de l'analyse démographique pour les non professionnels de la démographie.

Un glossaire-index réunissant les principaux termes et expressions techniques termine ce petit livre, très utile pour les cours de sociologie.

J.D.

ARON Raymond, **Histoire et dialectique de la violence**, Paris, Nouvelle Revue française, Gallimard, 1973.

La préparation de ce livre remonte à une dizaine d'années, alors que l'auteur était invité comme lecteur par l'Université d'Aberdeen. Dense, touffu, il se ressent de ses origines. On y retrouve la parole prolixe du conférencier et la causticité du critique cheminant aux marches de la philosophie et de l'histoire, familier des théoriciens.

Prenant occasion d'une analyse de l'œuvre de J.-P. Sartre, éditée en 1960 : « La Critique de la raison dialectique » R. Aron s'attache dans cet essai à une critique personnelle de la raison historique.

La lecture des textes philosophiques de Sartre n'est pas une partie de plaisir, paraphrasés par R. Aron, ils se clarifient d'autant moins que celui-ci y entremêle ses propres réflexions. Certaines observations sont certes fondées, mais dans ce qu'il dénonce comme faiblesse et contradiction de l'argumentation sartrienne, on voudrait ne pas découvrir les failles d'une certaine sophistication.

Selon Sartre, la Raison dialectique découvre l'homme confronté avec le pratique-inerte, c'est-à-dire le monde dans lequel se déroule la vie quotidienne, infernal et banal à la fois, composé des praxis individuelles cumulées (praxis constituante)



facteurs d'aliénation. La rareté, la matérialité, la pluralité conditionnent la dialectique. Seule la praxis commune ou collective peut soustraire les individus à l'aliénation. Le serment scellant l'action collective est la garantie de la liberté individuelle. Ainsi s'institue une fraternité dont la solidité peut se manifester par la **terreur** : les frères protègent ainsi l'individu.

Lorsque l'intelligibilité du serment originel se dissipe, le pratico-inerte revient, la passivité renaît avec l'aliénation. Une nouvelle action doit être relancée. Comme Sisyphe son rocher, l'homme doit rehiser éternellement l'étendard de la révolte. La violence apparaît comme une condition de l'histoire. Aussi longtemps que durera dans le monde la rareté, chacun devra choisir sa violence. La non-violence serait sortir de l'histoire.

Attaché à nouer avec Sartre un dialogue que celui-ci s'obstine à ignorer, Raymond Aron s'indigne de cette philosophie de la violence à laquelle il oppose le libéralisme et les réformes. Peut-être n'est-il pas inopportun de rappeler ici les propos de Jean Jaurès opposant aux violences passagères mais brutales des insurrections ouvrières ou paysannes, la violence obstinée et constante de leurs oppresseurs, moins spectaculaire mais combien plus efficace !

Toutes les diatribes, toutes les subtilités académiques n'enlèvent rien à la réalité des faits. Le débat n'est pas clos !

R.V.S.

PELLETIER, A. et GOBLOT, J.-J., **Matérialisme historique et histoire des civilisations**, Paris, Éditions sociales, 1973.

La revue LA PENSÉE, au cours des années 1966 et 1967 a publié l'essentiel de la matière contenue dans ce volume. Elle a été suscitée par un débat du **Centre d'Études et de Recherches marxistes**, animé jadis par M. GARAUDY, en relation avec les actuels programmes d'histoire et de philosophie des classes terminales de l'enseignement secondaire français.

Pour Antoine PELLETIER, la notion de civilisation telle qu'elle apparaît dans la plupart des manuels et des ouvrages généraux d'histoire, cerne une image clichée, statique, manifestement fautive dans la mesure où elle ne rend pas essentiellement compte du caractère dynamique de toute

culture. Conçue de la sorte, la civilisation expulse l'histoire pour devenir juxtaposition non scientifique de notions descriptives. « La véritable tâche de l'historien des civilisations revient à préciser pour chacune d'elles les bases concrètes qui les fondent, c'est-à-dire, les rapports et la dialectique objective du changement et de la permanence, du même et de l'autre, dans la notion même de civilisation. » A cette seule condition, il est possible de contempler le caractère unique de chaque moment du passé, et de justifier l'importance de l'histoire. Le reste n'est que position idéaliste conservatrice.

L'argumentation n'est pas sans pertinence. Il apparaît cependant que les auteurs interprètent de façon trop sévère les affirmations de M. F. Braudel concernant la « longue durée ». L'**Histoire générale des civilisations** de M. M. Crouzet trouve par contre relativement grâce à leurs yeux.

Pour Jean-Jacques GOBLOT, il se débat avec le problème du sens de l'histoire. Le schéma linéaire établi par Karl Marx n'est valable que pour les connaissances atteintes de son temps. D'autres éléments interfèrent depuis lors qui obligent à nuancer et à reconnaître plusieurs voies possibles indiquées l'une dans l'autre ou dérivant l'une de l'autre. Karl Marx n'a fourni qu'un exemple d'application du matérialisme historique qui rejetant formellement tout dogmatisme invite au contraire à renouveler sans cesse la vision des choses à la lumière des informations nouvelles. Le tout devant être vu dans l'unité de l'évolution.

R.V.S.

VILAR Pierre, **Histoire marxiste, histoire en construction, Essai de dialogue avec Althusser**, dans *Annales, économies, sociétés, civilisations*, t. 28, p. 165-198, Paris, Colin, 1973.

Auteur de « LIRE LE CAPITAL » et de « REPONSE A JOHN LEWIS » Louis ALTHUSSER, fait aujourd'hui beaucoup parler de lui.

Attaquée de toutes parts, l'histoire aura du moins au cours de ces récentes années été poussée à réfléchir sur elle-même. « L'histoire est à faire » répète Ernest La-brousse. Elle doit aussi se donner un lan-

gage et se construire comme science. Contrairement aux affirmations rapides et intéressées de bien des « spécialistes » qui lui dénie l'accès au stade scientifique, « la matière historique est structurée et pensable, scientifiquement pénétrable comme toute autre réalité ». La différence vient de ce que son projet est d'un abord infiniment plus complexe que toutes les autres « sciences ». « Rien n'est plus difficile et rare que d'être historien, si ce n'est d'être historien marxiste » affirme Pierre Vilar. Car, ajoute-t-il, « Tout penser historiquement, voilà le marxisme ! »

On se fait généralement de fausses idées sur Marx dont peu de savants se donnent la peine de pénétrer la pensée. Il faut insister sur le fait que le problème posé par lui est de construire une **science des sociétés humaines** à la fois cohérente, totale et dynamique. Comme déroulement l'histoire est donc le champ privilégié de l'investigation, comme science elle rassemble tous les instruments et toutes les données nécessaires à l'analyse du passé **réel** pour un présent **efficace**.

Défenseur de l'**histoire totale**, l'A. répond de bonne plume aux sarcasmes des « spécialistes » qui sous prétexte de « science » se livrent à un démemberment de l'histoire sous l'étiquette d'économétrie, de cliométrie, de sociologie, de politologie, de polémologie et ainsi de suite. Il n'en chante pas pour autant les louanges de l'histoire « historisante » dont les méfaits sont connus. La théorie est nécessaire pour mener à bien la recherche historique pour autant que l'historien sache se plier aux servitudes d'une constante révision de ses résultats.

Cette parcellisation de l'histoire à laquelle on assiste est le fruit des soubresauts du mode de production capitaliste et des positions conservatrices qu'il défend. L'histoire n'est-elle pas « le produit le plus dangereux... » ! Tout « anti-historicisme » spontané, toute critique de la raison historique est l'antidote recherché par une certaine société contre la **critique historique de la raison** vraie découverte de Marx. Jacques Ellul ne défend-il pas l'idée que la réduction de l'histoire, comme celle de la philosophie, a toujours été caractéristique de tous les régimes autoritaires à tendances totalitaires ? Ce n'est pas par hasard que le fascisme vole au secours des capitalismes menacés.

L'histoire **universelle**, née du XIX^e siècle, n'a pas encore fait son temps, mais on

sent de plus en plus qu'il s'agit maintenant d'**unifier** l'histoire, c'est la tâche des années qui viennent, domaine d'un autre mode de production.

Bien des réflexions devraient être citées, sur l'événement coupure et le processus historique, sur le temps des historiens, sur les voies nouvelles de la recherche etc.

Trois types d'entreprises sont souhaités : des traités d'histoire, des histoires nationales basées sur la chronologie des modes de production, des histoires universelles assez informées pour ne rien oublier d'essentiel dans les traits composants du monde moderne, mais assez schématiques pour rendre clairs les mécanismes explicatifs. L'histoire reste bien à faire. Puissent y penser nos concocteurs de grilles scolaires. Dans notre nation qui se veut **démocratique**, qu'ils n'oublient pas que pour penser **politiquement vrai**, il faut penser **historiquement juste** !

R.V.S.

TROUX Albert, La géographie et l'histoire locales, guide pratique pour l'étude du milieu, 6^{me} édition, refondue Paris, Baillière, 1972, 189 pp., 25 schémas ou graphiques, bibliographie.

Ce guide est destiné aux instituteurs et aux professeurs de 6^{me} des Lycées et collèges en France. Il est surtout centré sur la géographie physique et humaine, la partie historique est la moins importante (38 pages). Elle est présentée selon un ordre strictement chronologique mais en indiquant la possibilité d'un plan différent plus systématique. C'est un bon instrument de travail très clair et très complet qui a déjà rendu beaucoup de services (c'est la sixième édition). Il peut être utile aux professeurs belges car il évoque tous les problèmes de l'étude du milieu local à la fois sur le plan géographique (voire même biologique) et historique. La partie consacrée à la géographie humaine intéressera très souvent l'historien surtout dans le cadre de l'enseignement rénové et du nouveau programme. L'ouvrage montre aussi les liens entre l'histoire, la géographie et les sciences naturelles sur le plan local. A ce titre, il indique bien la nécessité d'une coordination de l'enseignement de ces trois spécialités. Il constitue aussi un plaidoyer pour un enseignement basé sur les réalités concrètes de la localité ou de la région. Il sera surtout utile aux professeurs débutants qui y trouveront des idées de thèmes

à étudier ainsi qu'une abondante bibliographie bien à jour. C'est aussi un guide précieux pour l'amateur d'histoire ou de géographie locales à qui il donne de judicieux conseils de méthode dont le jeune professeur peut aussi tirer parti.

J.P. D.

CLEUZIOW S., DEMOULE J.-P. SCHAPP A., **Renouveau des méthodes et théories de l'archéologie**, dans **Annales, Economies, sociétés, civilisations**, t. 28, p. 35-51, Paris, Colin, 1973.

L'archéologie est saisie depuis quelque temps par un mirage scientifique où la technicité des opérations tient lieu de stratégie de recherche. Les archéologues connaissent les mêmes inquiétudes que les historiens devant l'histoire nouvelle qu'ils rencontrent dans le domaine de l'histoire géographique, de l'histoire de la vie matérielle, de l'histoire écologique, etc. Un fossé se crée entre l'archéologie descriptive et l'archéologie historique. Certains proposent des remèdes. Il faut que l'archéologue élabore des méthodes et une théorie propre indépendante des autres disciplines anthropologiques.

Le terrain n'est toutefois pas un « grand livre à déchiffrer », les faits ne parlent pas d'eux-mêmes : ils doivent recourir aux machines électroniques pour utiliser toute la documentation qu'ils détiennent.

Il est nécessaire de rejeter la dichotomie entre culture matérielle et culture, se pencher sur les structures sociales, les structures économiques, les structures de parenté. L'archéologie ne doit plus se concevoir uniquement comme discipline auxiliaire de l'histoire, elle peut représenter un secteur de l'ethnologie. Il est cependant difficile de formaliser les opérations de fouille, encore que rien ne fasse obstacle à l'automatisation des manipulations documentaires. L'archéologue doit se familiariser avec les techniques du physicien, du géologue, de l'urbaniste, afin de « constituer à côté de l'histoire des façons de dire, l'histoire des façons de faire ». Mais n'est-ce pas là aussi le propre de l'histoire? Ainsi, comme dans d'autres secteurs, un peu d'archéologie éloigne de l'histoire, beaucoup d'archéologie y ramène !

R.V.S.

DES GUERRES ET DES HOMMES...

DESCHAMPS P., **Au temps des Croisades**, Paris, Hachette, 1972.

L'ouvrage rassemble une série de conférences, articles divers concernant l'expansion française en Proche-Orient à partir du XI^e siècle jusqu'au XV^e siècle. Guerriers, nobles, barons, princes et aventuriers, religieux personnages, femmes nobles, etc... participent plus ou moins activement à ces expéditions guerrières et religieuses à la fois. L'épopée débute à l'extrême fin du XI^e siècle. Les Etats Francs de Terre Sainte s'effondrent en 1291. Les Francs se retirent à Chypre où la dynastie des Lusignan maintiendra une présence française pendant de nombreuses années. La dynastie des Villehardouin s'installe en Morée. Dès 1309-1310 les Hospitaliers prennent possession de Rhodes et y resteront jusqu'en 1522. Ces régions ont gardé de très nombreux vestiges architecturaux : châteaux de Terre Sainte tels Saone et le Crac des Chevaliers ; Famagouste et Tortose, églises françaises dans des terres orientales, résidences et hôpital à Rhodes etc.

Cet ouvrage plein de vie, d'anecdotes et de commentaires se lit avec grand agrément.

P.B.

de WISMES, Armel, **Les chevaliers de Malte**, Paris. Ed. France-Empire, 1972.

Le pape Pascal II, par une bulle du 15 février 1113, légalise l'institution de l'ordre des Hospitaliers de Saint-Jean de Jérusalem. En 1309, les membres de cet ordre prennent le titre de Chevaliers de Rhodes.

Après avoir été chassés de cette île, comme ils l'avaient été de la Palestine, par les Musulmans, ils deviennent, en 1530, les chevaliers de Malte ; ils restent dans cette île jusqu'en 1798. Alors que, jusqu'à cette date, l'ordre avait surtout joué un rôle militaire, dirigé contre les « Infidèles », il aura, après la perte de sa dernière forteresse des tâches humanitaires.

Armel de Wismes est membre de l'ordre des chevaliers de Malte. A ce titre, il écrit un roman engagé, qui est une apologie de cet ordre. Il nous conte longuement les

« exploits » de ces chevaliers : ceux-ci se donnent comme but de défendre l'Occident et la Chrétienté contre les Maures, les Infidèles, les pirates barbaresques. Il regrette la décadence de cette institution qui devenait anachronique. Cet ouvrage n'est pas une œuvre historique au sens propre, mais un récit d'aventures dans lequel il y a des « bons » et des « mauvais ».

Les professeurs d'histoire pourront glaner quelques renseignements : deux ou trois documents (la bulle du pape Pascal II,...), le rôle des galères dans les combats navals, quelques éléments chronologiques, une liste complète des Grands Maîtres de l'ordre.

F.S.

PAGES Georges, **La guerre de trente ans**, coll. le regard de l'histoire, Payot, Paris, 1972.

Pour Georges Pagès la guerre de Trente ans n'est pas seulement une guerre prolongée qui commence dans une des principautés du Saint Empire, la Bohême ; qui s'étend peu à peu pour devenir une guerre européenne de plus en plus compliquée et confuse, mais une longue crise européenne dont l'Allemagne a été surtout le théâtre et dont les conséquences intéressent une grande partie de l'Europe puisqu'elle en a stabilisé partiellement le statut politique jusqu'à la révolution française. C'est de cette guerre que sortit l'Europe moderne.

Pour le professeur d'histoire, l'intérêt de ce livre réside essentiellement dans les panoramas politico - socio - économiques que l'auteur fait des Etats qui furent concernés par cette guerre et dans le rejet d'idées traditionnelles comme la fameuse politique dite « des frontières naturelles » de Richelieu.

R.R.

MANTRAN Robert, **L'écho de la bataille de Lépante à Constantinople**, dans **Annales, Economies, Sociétés, Civilisations**, t. 28, p. 396-405, Paris, Colin, 1973.

Pour nos manuels traditionnels, la bataille de Lépante marque un sommet de la puissance occidentale en Méditerranée, l'é-

crasement définitif de la puissance ottomane dans cet espace.

La réalité semble bien différente. La nouvelle éclate à Istanbul dans un moment où l'empire se trouve à un sommet de sa gloire. Les contemporains ne cachent pas l'ampleur du désastre. Une quarantaine de vaisseaux seuls ont échappé sur plus de 250.

Dès l'hiver 1571-1572, tous les efforts sont consacrés à la reconstruction de la flotte. Au printemps 1572, le nouveau **kapoutan-i derya** (grand amiral) Ouloudj Ali Pacha fait une démonstration dans le Bosphore à la tête de 250 vaisseaux. Ceci en dit long sur l'efficacité de l'administration et la capacité des arsenaux turcs. Chacun d'entre eux recevait les matériaux et le personnel navigant d'une région déterminée.

Lépante n'est plus qu'un mauvais souvenir. La chute de Tunis et de la Goulette peu après en sont le témoignage. Cet effort a engendré par ailleurs un coup de fouet bénéfique à l'économie locale, momentanément du moins.

R.V.S.

TREASE Geoffrey, **Les Condottieres, soldats de fortune**. Collection « Aventuriers de l'Histoire », éd. Elsevier-Sequoia, 1972, 235 p., in 8°.

Excellent travail de haute vulgarisation.

Les professeurs trouveront ici de quoi confirmer, préciser, enrichir, nuancer l'idée qu'ils se font de la Renaissance, période truculente, extrêmement vivante, mais parfois contadictoire en ses aspects si divers, et qu'il est parfois difficile de présenter à nos élèves rapidement et de manière valable ; le plus souvent, on fait la part belle à l'humanisme du XVI^e siècle tandis que l'Italie des derniers siècles du moyen âge est fort négligée. Le présent volume aidera à rectifier le tir. On y trouvera d'innombrables notations sur les forces politiques de l'Italie de l'époque, sur les techniques et les activités militaires, sur la diplomatie et l'esprit de la Renaissance italienne, sur la fureur de vivre des leaders de ce temps, sur la vie artistique, avec, bien sûr, les données biographiques qui nous font revivre les aventures des représentants des grandes familles comme les Visconti et les Sforza notamment.

Une riche bibliographie est annoncée en postface, mais on n'en trouve pas trace !!

Ouvrage à recommander pour la bibliothèque des classes supérieures.

E. TELLIER.

Mgr Joseph ROSEROT DE MELIN, « **Avec les Territoriaux en 1914-1918** » publié par Mgr. André MARSAT et Patrice ROSEROT DE MELIN, imprimerie « La Renaissance » Troyes, France, 1971, 253 p.

D'entrée de jeu, il convient de préciser qu'il s'agit d'un journal de guerre publié après le décès de son auteur par les soins de Mgr Marsat et de M. P. Roserot de Melin.

Cet ouvrage est présenté comme une description de la vie quotidienne des soldats territoriaux sur le front des Vosges pendant la 1^{re} guerre mondiale. Une de plus, direz-vous ! Et non, ce n'est pas le cas. Vous n'y trouverez, pas comme il se doit dans ce genre de littérature, la narration d'exploits guerriers accompagnée de considérations tactiques ou même stratégiques et sousempoignée de détails techniques militaires.

Non, ce livre est le fidèle reflet de la personnalité de son auteur. En effet, M. Roserot de Melin, a fait la guerre comme infirmier et aumônier de bataillon. Dès lors, il nous expose avec sincérité et simplicité, la vie quotidienne d'un aumônier militaire. La guerre n'est ici qu'un cadre. Cet homme d'Eglise décrit avec beaucoup de vérité et de bonté la société militaire de l'époque. Cette relation attachante nous fait réaliser, aussi, à l'occasion, le fossé qui séparait alors la « bourgeoisie » du reste du peuple français.

En bref, écrit dans une langue aisée et claire, le témoignage d'une vie exemplaire, celle d'un prêtre de qualité et d'un homme bon et sincère.

G.-A. G.

MABIRE J., **La Brigade Frank Reich. ou La tragique aventure des SS français**, Fayard, Paris, 1973, 461 p. + annexes.

L'auteur né en 1927 s'intéresse aux soldats perdus. Pendant deux ans il a recherché les survivants de cette brigade d'assaut, et pose des questions quant à savoir pourquoi de jeunes Français ont cru en 1943

en une Europe hitlérienne. Il nous montre par quels procédés on a transformé des adolescents « idéalistes » en une troupe d'assaut impitoyable.

Ancien officier en Algérie, J. Mabire, tout en essayant d'être objectif, trouve souvent des excuses à ces jeunes Français qui veulent se battre, et ne trouvent pas en France (ni dans la résistance sans doute) l'exaltation qu'ils recherchent.

Il faut, d'après l'auteur, comprendre ces « combattants » qui ne renient jamais le camp qu'ils avaient choisi. Mais ne peut-on pas tout simplement regretter qu'ils aient choisi ce camp ?

Et faut-il un ouvrage si important pour parler d'eux et en faire en quelque sorte des « héros » ?

J.D.

FRENAY H., La Nuit finira, Mémoires de Résistance 1940-45, R. Laffont, Collection « Vécu », Paris, 1973, 606 p.

Livre très important sur le début de la Résistance, son développement, ses difficultés, ses intrigues, ses conflits entre ceux de Londres et ceux de l'intérieur. L'auteur révèle un état d'esprit de fidélité à l'armée, à Pétain, à qui il donne des excuses.

Une certaine amertume se dégage de l'ouvrage, mais pas à cause de ce qui a été accompli mais plutôt parce que nous n'avons pas construit la société nouvelle, ouverte et généreuse à laquelle nous rêvions.

Et pourquoi ? « A Londres, le général de Gaulle et ses services n'ont absolument pas compris le phénomène nouveau qu'était la Résistance française » et ici l'auteur prend à parti le résistant chargé d'unifier les Mouvements : Jean Moulin qu'il accuse de « crypto communiste » ? H. Freney nous dit que si militairement son mouvement « combat » a réussi, politiquement il a échoué. Mais, après avoir établi tout ce qui le séparait du général de Gaulle, il termine par un éloge : « à la mort du Général, c'était une page de vie que nous tournions, la plus grande et la plus belle, ... nous savions aussi qu'un homme hors du commun venait de nous quitter ».

J.D.

MOINE André, Déportation et résistance, Afrique du Nord 1939-44, Editions sociales, Collections « Souvenirs », Paris, 1972, 310 p.

Ce livre est un recueil de témoignages d'antifascistes déportés dès le printemps 1941. Déportation méconnue et qu'il fallait mettre au grand jour, et c'est ce qu'a fait l'auteur en reconstituant l'itinéraire de ces hommes et de leurs frères de combat d'Algérie, du Maroc, et de Tunisie. Il s'agit d'une analyse d'événements trop restés dans l'ombre. C'est grâce à la création, en 1969 de l'Amicale des déportés, emprisonnés et internés politiques en Afrique du Nord que, le livre a pu être construit.

Un bon livre, engagé, car l'auteur veut aussi défendre ces hommes auxquels le gouvernement français refuse de reconnaître les droits à la carte d'internés politiques, car les prétextes de 1939 — ayant donné lieu à la répression ils étaient, beaucoup d'entre eux des membres « d'organisation communistes dissoutes » — et l'objet de mesures prises à l'égard des individus dangereux pour la sécurité de l'Etat), sont encore rappelés en 1973.

A l'histoire de juger.

J.D.

TILLION G., Ravensbruck - L'histoire immédiate, Le Seuil, Paris, 1973, 278 p.

Membre d'un groupe de résistance dès le mois d'août 1940, G. Tillion est arrêtée le 13 août 1942, et déportée à Ravensbruck avec 5 motifs de condamnation à mort.

Il s'agit pour l'auteur de réparer : « les erreurs de quelques-uns, l'impécision des autres qui peuvent avoir une conséquence : détruire la certitude autour de ce qui fut si cruellement réel et certain. »

Il est évident que les témoignages directs sur la déportation excluent la neutralité.

Le livre se compose de 4 parties :

1. Le camp de Ravensbruck.
2. Un convoi de femmes françaises.
3. Questions posées.
4. Méthodes et enquêtes - Annexes.

Le livre témoignage est aussi une mise au point scientifique, mais personnelle et subjective.

J.D.

AZIZ Ph., **Au service de l'ennemi, Gestapo française**, Fayard, Paris, 1972, 186 p.

Le livre est basé sur des documents trouvés en 1945 dans un camion allemand. Il s'agit de listes de mouvements et de membres des mouvements de résistance, destinés à être exterminés par la Gestapo allemande.

Il ne fait hélas pas de doute que derrière ces notes il y avait la Gestapo française, dont les effectifs étaient de 20 fois supérieurs aux effectifs allemands, les documents nous apprennent les ravages et les coupes sombres opérés par les agents français des nazis.

« Nous pourrions cette guerre » avait dit Hitler, la Gestapo française ne fut rien moins que la tentation de pourrir un peuple par l'intérieur.

J.D.

TIM PAT COOGAN - **I.R.A., Histoire et actualité**, A.-M. A. Moreau, Paris, 1972, 517 p.

L'auteur, journaliste, connaît bien le nationalisme irlandais, son père appartint au mouvement clandestin nationaliste durant l'insurrection de 1916.

Pour écrire le livre on a réalisé plus de 500 interviews auprès de personnes ayant eu, à des temps divers un rapport avec l'I.R.A. L'auteur a utilisé des publications républicaines, des lettres, des déclarations personnelles.

Il s'agit ici de l'histoire de l'armée républicaine irlandaise, qui si elle est partisane, ne nous en apporte pas moins de renseignements fort utiles pour nous faire découvrir la révolte et la tragédie irlandaise.

J.D.

LECLEIR L.A. (Cdt), **Forces armées belges, emblèmes et citations des unités**, Bruxelles, Service de l'histoire, Parc du Cinquantenaire 1 a, 1040 Bruxelles, 1971.

Issue des unités de volontaires rassemblés par la Révolution de 1830, l'Armée belge représente un élément important de la politique de notre pays. L'amateur trouvera ici la description de chaque étendard d'école, de régiment, d'unité aérienne, navale, etc. ainsi que le tableau des ordres

du jour et des citations obtenues. Le texte de ces dernières constitue la synthèse des sacrifices consentis pour prix de l'indépendance nationale. Il est légitime de leur reconnaître une place dans l'éducation civique de notre jeunesse. Elle n'a pas à rougir de ses anciens et le souvenir de ceux-ci mérite d'alimenter ses méditations.

R.V.S.

MONDE URBAIN.

LOMBARD-JOURDAN Anne, **Oppidum et banlieue, sur l'origine et les dimensions du territoire urbain**, dans *Annales, Economies, Sociétés, Civilisations*, t. 27, p. 373-395, Paris, Colin, 1973.

L'historien d'enseignement devrait se nourrir davantage d'étymologie. **Vicus**, de **weik** (indo-eur.) signifie groupe d'habitation. Il finit par désigner une agglomération portuaire ou marchande, comme son diminutif **villa** dont le sens rural s'efface devant celui d'**urbs**. **Civitas** prend le même sens par contraction du sens originel, territoire d'une tribu. **Castellum** est l'équivalent de **locus**, il n'est pas nécessairement fortifié au départ, mais il acquiert le sens de forteresse. **Burgus**, d'origine germanique, désigne à partir du V^e siècle un groupe serré de constructions légères à usage d'habitation, sorte de **bidonville**, au VIII^e siècle il s'agit d'une agglomération sans muraille à proximité d'une ville, d'un château, d'un monastère, synonyme de **suburium**. **Habitacione** a en Sardaigne le même sens que celui de **manse** en Europe occidentale, à savoir ensemble de constructions avec son système agraire.

A l'époque mérovingienne autour de l'**urbs** ou **arx** s'étend l'**oppidum**, espace jalonné à 3 milles romains ou 2 lieues celtiques, d'édicules religieux apparentés aux **finis** antiques voire au **pomoerium** romain. Au XI^e siècle, apparaît le mot **banni leuga** pour désigner un territoire dont les limites se trouvent à une heure de marche du centre urbain, soit 3 milles romains = 2 lieues celtiques = une **rasta** germanique = une lieue française = 4 400 m et dont les limites sont déterminées par des chemins, des ponts, des bornes, des reliefs. Il s'agit en fait de la durée maximum d'un déplacement pédestre pour le paysan cultivateur du lieu de résidence à la

zone de labour. Observons qu'aujourd'hui encore cette durée représente la limite des grandes agglomérations compte tenu du progrès des moyens de transport. A l'époque carolingienne, entre le noyau urbain et le territoire rural, s'insère le **suburbium**, zone dont les habitants bénéficient des mêmes libertés que les citadins. Ainsi la cité et sa franchise se distinguent de la banlieue dont les habitants bien que protégés ne bénéficient pas de ces libertés. En fait cependant, la ville commence à la limite extérieure de la banlieue, comme la maison commence à l'entrée du jardin.

R.V.S.

TOYNBEE A., **Les villes dans l'histoire**, Le regard de l'histoire, Payot, Paris, 1972, 286 p.

Le but de ce livre est d'examiner « l'explosion urbaine » à la lumière de l'histoire passée des villes.

La ville mécanisée d'aujourd'hui n'est que l'héritière de la ville traditionnelle.

La question qui traverse l'ouvrage, mais qui reste sans réponse est celle de savoir si la nature humaine pourra supporter que ceux qui vivaient de culture et d'élevage deviennent des ouvriers d'usine et des employés de bureau dans une cité mondiale. Seuls, dit Toynbee, le courage, l'imagination et l'esprit d'imagination, qui furent le lot de nos ancêtres pourront nous aider à trouver le salut.

J.D.

MAUDUECH Gérard, **La « bonne » ville, origine et sens de l'expression**, dans **Annales, Economies, sociétés, civilisations**, t. 27, p. 1441-1448, Paris, Colin, 1972.

Le terme de « bonne ville » est familier aux historiens belges et plus spécialement liégeois. Il se trouve aussi en France où, selon l'auteur « bonne » évoque à la fois l'idée de prospérité matérielle et de fortification. C'est du moins l'explication qu'il tire d'une enquête dont la littérature lui fournit entre autres la matière.

Il serait nécessaire d'approfondir l'étude car s'il y a dans l'ex-principauté de Liège par exemple, des « bonnes villes » qui ne sont pas particulièrement fortifiées, il y a aussi des « bons métiers ». L'épithète

n'aurait-elle pas une résonance où s'exprimerait la notion de valeur liée à divers aspects : force physique, force économique, force juridique, force morale. Philippe le Bon n'est-il pas Philippe le possédant, Philippe le vainqueur, etc. A suivre !

R.V.S.

LES ROMAINS.

COMBES Robert, **La république à Rome**, coll. Sup., Presses Universitaires de France, Paris, 1972.

L'auteur réalise une étude minutieuse de la mise en place des institutions républicaines, de leur évolution, de leur signification sociale.

Il tente de cerner d'aussi près que possible la réalité historique en ne négligeant ni ne privilégiant l'apport des sources latines et de la tradition.

Ce petit ouvrage d'érudition intéressera tous ceux qui sont concernés par le sujet et souhaitent l'approfondir.

M.S.

WANKENNE A., **La Belgique à l'époque romaine, sites urbains, villageois, religieux et militaires**, Bruxelles, Centre National de Recherches archéologiques en Belgique, série C, III, 1972, 208 pp. 24 fig. 3 pl., 4 plans, bibliographie.

L'auteur qui est professeur aux facultés Notre-Dame de la Paix à Namur et préident du Centre National de Recherches Archéologiques en Belgique, a réalisé une remarquable synthèse des connaissances sur les lieux d'habitation, les centres religieux ou militaires à l'époque gallo-romaine en Belgique. Il a laissé de côté les « villae » et les demeures rurales isolées. L'ouvrage aborde chaque site séparément, en les groupant par cité (Ménapiens, Tongres, Trévires). Toutes les trouvailles sont indiquées et analysées, qu'elles soient anciennes ou récentes.

Tous les sites étudiés se retrouvent sur une carte (plan I) où figure également le tracé du réseau routier romain. Les plans hors-texte permettent de découvrir les trois villes romaines de Tournai, Tongres et Arlon. Les vingt-quatre figures dans le texte situent les vestiges des autres sites les plus

riches. L'auteur a consulté toute la bibliographie depuis les auteurs les plus anciens jusqu'aux dernières chroniques semestrielles d'« Archéologie ». Il a aussi visité les sites et il connaît bien les objets qu'il décrit. Il présente très clairement tous les problèmes qui se posent pour l'interprétation des documents. Il analyse avec lucidité toutes les hypothèses et il signale les difficultés que la recherche ou la fouille permettront, peut-être un jour, d'élucider. On constate que les « vici » (bourgades, agglomérations) se sont développés à partir d'un centre militaire ou administratif, d'un relais routier, d'un croisement de routes ou d'un confluent de rivières, à proximité d'un centre religieux ou encore là où les ressources (terre ferrugineuse par exemple) attireraient les populations. L'importance de l'habitat est variable et les activités économiques sont diversifiées (céramique, industrie du fer ou du bronze, tuilerie, extraction de la pierre, agriculture). L'auteur constate qu'on devait y trouver des gens de toutes conditions sociales y compris une classe moyenne active. L'ouvrage démontre aussi que toute la population ne vivait pas dans la dépendance des grandes « villae » mais qu'à côté de celles-ci se sont développés des villages, de gros bourgs ou des villes aux activités variées. Dès la fin du II^e et surtout au III^e siècle, l'insécurité remplace la paix romaine. Des villages sont abandonnés, d'autres se sont dépeuplés et réduits. Les fortifications s'élèvent et les garnisons ou les camps se font plus nombreux. Le lecteur n'a qu'un regret, c'est de ne pas trouver une illustration photographique plus importante. L'ouvrage aurait été valorisé si les principaux documents décrits y avaient été reproduits.

Les professeurs d'histoire trouveront ici une information tout à fait précise et complète qui leur permettra de présenter à leurs élèves les divers aspects de la vie à l'époque gallo-romaine à partir d'exemples régionaux évocateurs et suggestifs. C'est un instrument de travail très précieux qui peut aussi servir à préparer une étude sur le terrain ou une visite de musée.

J.P.D.

GARLAN Yvon, *La guerre dans l'Antiquité*, coll. FAC, Paris, F. Nathan, 1972.

La guerre n'a rien de plaisant même si elle constitue l'élément majeur de l'antiquité gréco-romaine qui ne vécut que pendant deux très courts moments sans guer-

re déclarée. **La Pax Romana** est un bien beau mythe. On comprend dès lors l'intérêt apporté par l'histoire aux batailles, mais il y aurait plus d'intérêt sans doute à examiner le phénomène guerre sous l'angle de la polémologie. Ce n'est pas la préoccupation de ce livre où nous trouvons plutôt une typologie de la guerre et de ses manifestations. Il en résulte une allure assez sèche accentuée encore par l'austérité de la présentation typographique fort dense. La parenté, sinon la filiation qui existe entre les principes militaires grecs et romains expliquent qu'ils soient traités en commun. Cela permet de constater ce que les Romains doivent aux Grecs en matière de poliorcétique et de construction navale et ce en quoi ils leur restèrent inférieurs.

Retenons au passage le caractère sacré de la guerre. Rappelons que le titre d'imperator affirme seulement la nature victorieuse et l'aptitude au commandement de celui qui a mobilisé les troupes. Notons que le caractère d'élite des armées primitives caractérisé par des confréries militaires se dégrade ensuite par l'afflux des mercenaires. De 65% sous Auguste, les Italiens ne représentent plus que 9% dans l'armée romaine à la fin du II^e siècle. Les nobles laissent de plus en plus la place aux chevaliers dans les cadres. L'attrait de la solde n'est pas mince, mais il ne joue que pour les marginaux ou pour les ruraux dont les qualités militaires sont recherchées : endurance, simplicité !

Sous les Lagides, les colons militaires reçoivent en usufruit des lots de terre qui de précaires qu'ils sont à l'origine deviendront viagers puis héréditaires à la manière des bénéfices mérovingiens ou carolingiens.

Il n'y a pas trace de retour de mercenaire barbare dans son pays d'origine. Il y a coupure avec la communauté d'origine, les liens de filiation sont tranchés. On comprend mieux la fidélité de ces déracinés à l'égard de la communauté militaire symbolisée par les étendards dont l'adoration suffoque les premiers chrétiens.

Il n'est pas sans intérêt de comparer l'évolution du régime aristocratique vers le système démocratique par référence au combat singulier des chefs homériques aboli par l'avènement des manœuvres collectives de la phalange hoplitique composée de citoyens.

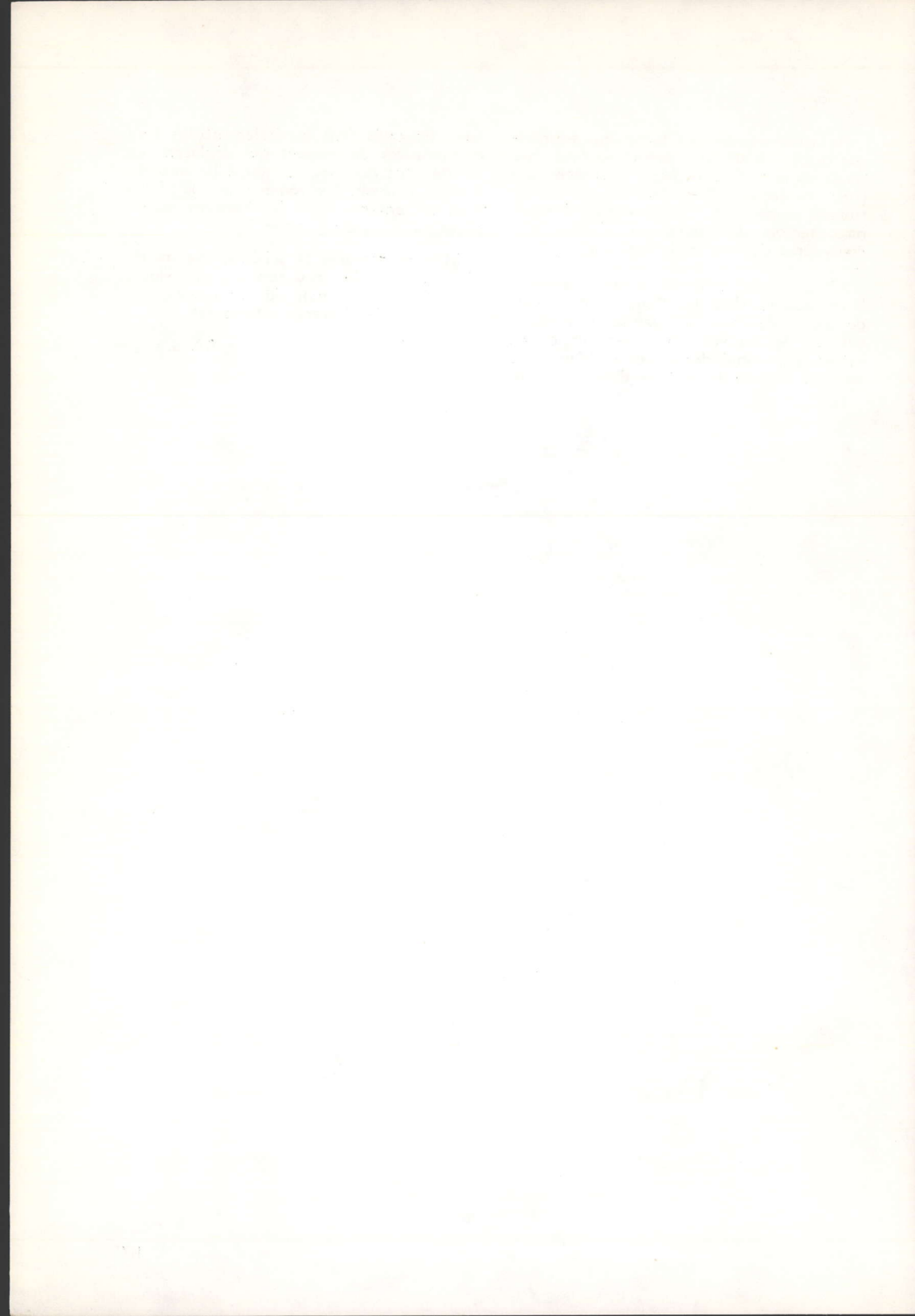
Si la marine, de tout temps ne rassemble que des sujets de deuxième choix tant chez les Grecs que chez les Romains, notons que chez les seconds l'abordage favorable aux troupes embarquées l'emporte sur l'éperonnage témoin des meilleures qualités manœuvrières des marins helléniques.

L'organisation militaire accuse une meilleure qualité chez les Romains dans l'art de dresser le camp, d'organiser le ravitaillement, de pourvoir en armements ou de veiller à la santé des effectifs. Mais il ne faudrait pas se faire trop d'illusions. Les

pays traversés font généralement les frais des passages de troupes qui déplacent en sus de leurs hommes de troupe les impédiments, à savoir, les domestiques, les femmes, les enfants et... les hétaires nécessaires au repos du guerrier !

Maintes gravures et schémas, de multiples textes parfois peu connus, un lexique, une bibliographie font de cet ouvrage un instrument de référence intéressant.

R.V.S.



**INSTRUCTIONS POUR LES COLLABORATEURS
DES CAHIERS DE CLIO.
CONSEILS POUR LA REDACTION DES MANUSCRITS.**

1. TOUS LES MANUSCRITS SERONT DACTYLOGRAPHIES.
2. Les textes à imprimer en **italiques** seront soulignés d'un **trait interrompu**, tant pour les minuscules que pour les capitales. Les textes à imprimer en gras seront soulignés d'un **trait continu**.
3. Les textes en CAPITALES courantes seront soulignées de **deux traits continus**, les CAPITALES GRASSES seront soulignées trois fois. Ces caractères seront obligatoirement utilisés pour les titres et sous-titres.
4. Toute mention manuscrite sera considérée comme exclue de la composition à condition qu'elle soit enfermée dans un ovale fermé.
5. Pour les leçons-types, le sujet de la leçon tiendra lieu de titre. Le niveau d'enseignement auquel la leçon est destinée figurera ensuite. Le nom de l'auteur sera écrit à la fin de la préparation, suivi de la mention de l'établissement auquel il est attaché. Le prénom précèdera le nom.
6. Les références bibliographiques et les notes seront rédigées selon les modèles suivants :
MORAZE, Charles, *Les bourgeois conquérants*, p. 101, coll. « Destin du Monde », Paris, A. Colin, 1957.
CHAUNU, Pierre, *La population de l'Amérique indienne (nouvelles recherches)*, dans *Revue historique*, t. 232, p. 111, Paris, P.U.F., 1964.
Le nom de l'auteur sera écrit en petites capitales, le titre de la publication en italiques, le reste (y compris le prénom) en romain bas de casse ; tous ces éléments seront séparés par des **virgules**, en un texte suivi, sans interruption ni changement de ligne pour une même note, ils formeront un seul alinéa.
7. Toute instruction complémentaire sera prise dans l'ouvrage suivant :
HALKIN, Léon-E., *La technique de l'Édition, Conseil aux auteurs pour la préparation de leur copie et la correction des épreuves*, 6^e éd. revue et augmentée, Bruxelles, Le Livre d'enseignement, 14, rue des Comédiens, 1960.
8. Toute citation de texte sera transcrite en **italiques**. Les textes documentaires accompagnant les leçons-types seront munis d'une notice d'identification.
9. Pour les comptes rendus d'ouvrages : pas plus d'une colonne des *Cahiers de Clio*, Notes et glanures (environ 40 lignes dactylographiées). Mentionner avec grand soin :
 - a) ce qui est utile à l'enseignement ;
 - b) ce qui est original et permet une révision des vues traditionnelles sur un problème ;
 - c) les ressources didactiques : cartes, statistiques, textes, iconographie, etc.

LA REDACTION.

ATLAS

OF THE

REPUBLIC OF THE UNITED STATES OF AMERICA

AND THE

DEPARTMENT OF THE INTERIOR

GENERAL LAND OFFICE

WASHINGTON, D. C.

1908

THE

UNITED STATES

GOVERNMENT

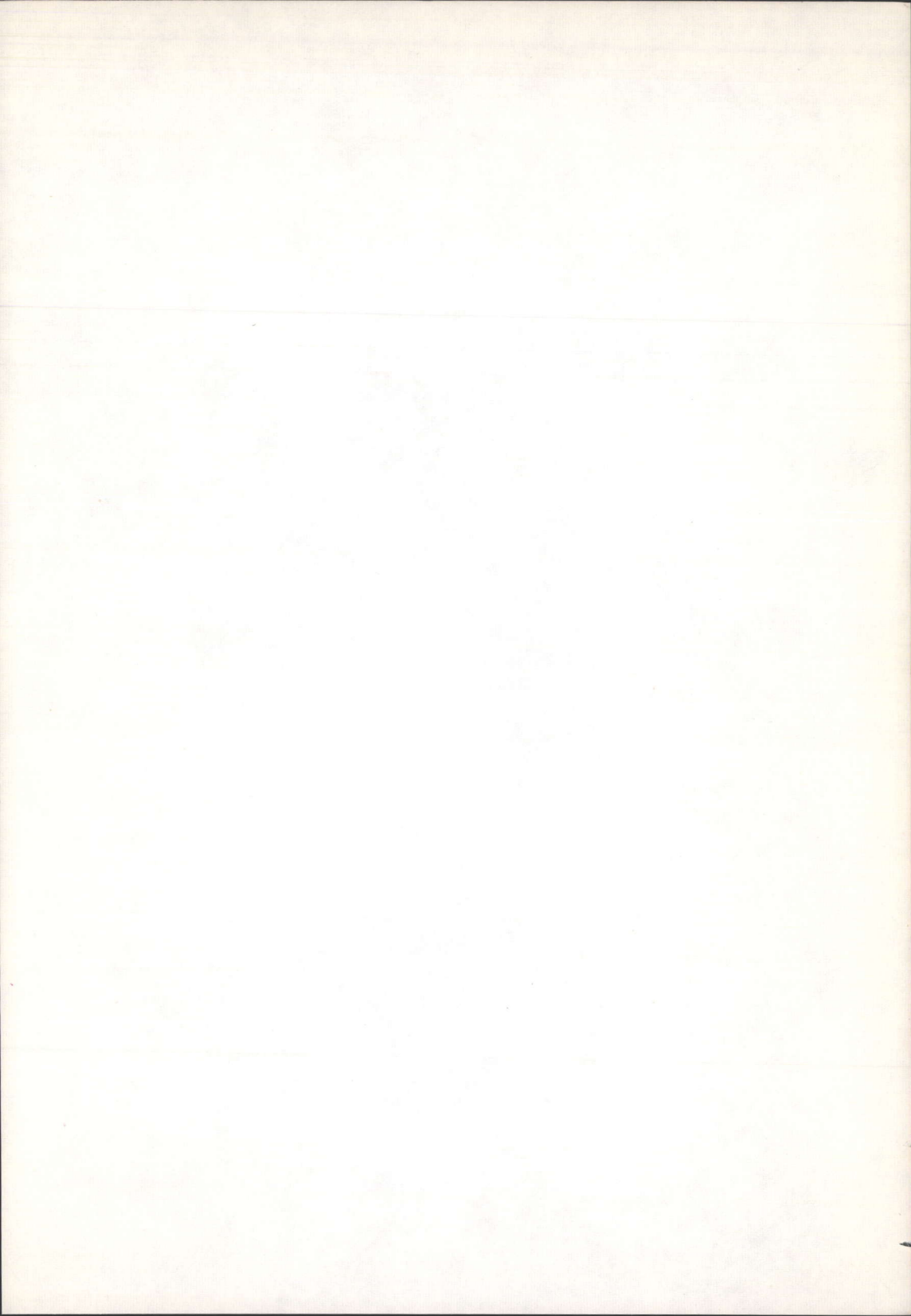






TABLE DES MATIERES

LES APPORTS RECIPROQUES DE L'HISTOIRE ET DE LA SOCIOLOGIE

Séminaire résidentiel des 27, 28 et 29 novembre 1972.

<i>Liste des participants</i>	5
<i>Discours inaugural</i>	7
BUSIONO, G., <i>De quelques apports de l'histoire à la sociologie</i>	15
MANDROUX, R., <i>Apports de la sociologie à l'histoire</i>	24
SALMON, P., <i>La valeur historique des traditions orales</i>	35
DEVLEESHOUWER, R., <i>Perspectives de l'histoire, perspectives de la sociologie</i>	51
<i>Compte rendu des débats qui ont suivi les exposés</i>	62
<i>Programme distribué aux participants</i>	76
<i>Rapports élaborés par les différents groupes de travail</i>	78
<i>Rapport général</i>	85

INFORMATION BIBLIOGRAPHIQUE.

Notes et glanures	91
-------------------	----